

**Le baron Empain
entrerait
au conseil exécutif
du C.N.P.F.**

LIRE PAGE 26

Le Monde

Fondateur : Hubert Beuve-Méry

Directeur : Jacques Fauvet

1,30 F

Algérie, 1 DA ; Maroc, 1,30 dir. ; Tunisie, 100 m. ;
Australie, 7 DM ; Autriche, 10 sch. ; Belgique,
11 fr. ; Canada, 80 c. ; Espagne, 22 pes. ; Grande-Bretagne, 10 p. ; Grèce,
18 dr. ; Iran, 45 rls ; Italie, 200 L. ; Japon, 120 y. ;
Luxembourg, 11 fr. ; Norvège, 2,75 kr. ; Pays-Bas,
0,90 fl. ; Portugal, 120 esc. ; Suède, 2,25 kr. ;
Suisse, 1 fr. ; U.S.A., 65 cts ; Yougoslavie, 10 n. din.

Tarif des abonnements page 18

5, RUE DES ITALIENS

75427 PARIS - CEDEX 05

C.G.P. 4297-23 Paris

Tél. Paris 650572

Tél. : 770-91-29

La disparition de Chou En-lai pourrait modifier le rapport des forces politiques en Chine

**Quelle
relève ?**

La mort de M. Chou En-lai provoquera plus de commentaires et d'éloges que celle de bien des chefs d'Etat dans le monde. Car ce n'était pas un premier ministre comme les autres. Depuis la victoire communiste de 1949 il était l'indéfectible compagnon d'armes de M. Mao Tse-toung, celui qui a résisté à toutes les tempêtes politiques, et qui, ajoutant à son art de gouverner du pays, a dirigé la diplomatie de la puissance montante de la seconde moitié du vingtième siècle.

Le long communiqué diffusé par Pékin souligne l'importance que la direction chinoise donne à l'événement — importance encore soulignée par le fait que M. Mao Tse-toung préside en personne le comité chargé d'organiser les obsèques. En rappelant à cette occasion les grandes lignes de leur politique intérieure et extérieure, les dirigeants ont voulu montrer que la mort d'un homme, aussi prestigieux soit-il, ne modifie pas la stratégie globale du parti et de l'Etat. Ce texte est d'ailleurs tourné vers l'avenir : ses auteurs, en bons dialecticiens, rappellent que la « peine » doit être transformée en « force », et soulignent leur volonté de faire de la Chine une puissance moderne au cours des deux prochaines décennies.

Est-ce à dire que rien n'a changé à Pékin ? Certes, depuis presque deux ans, M. Chou En-lai demeurait dans sa chambre d'hôpital. Il semblait que la relève ait été préparée par touches successives : on a vu M. Teng Hsiao-ping faire de plus en plus figure de nouveau grand dirigeant de la Chine, sinon le successeur désigné du président Mao. Cette situation sera-t-elle officiellement confirmée ? En tout état de cause, il faudra au moins nommer un chef de gouvernement.

M. Chou En-lai avait toujours été, au plus fort des turbulences révolutionnaires, l'homme du juste milieu. Il avait contribué à maintenir l'unité du pays, du parti, de l'Etat, alors que les complots se succédaient aux complots et que les clans s'affrontaient dans la lutte pour le pouvoir. A un certain moment, la jeunesse des gardes rouges avait même failli déborder la bureaucratie communiste.

Si le pouvoir de M. Chou En-lai n'a jamais, pour autant qu'on sache, subi d'éclipse, il n'en va pas de même de M. Teng Hsiao-ping, dont la carrière a pu paraître, pendant des années, brisée par la révolution culturelle. En outre, le premier vice-premier ministre est septuagénaire : il est difficile de voir en lui l'homme qui marquera de sa personnalité l'avenir de la Chine. Il aura néanmoins une tâche historique à accomplir lors des débats qui agiteront le parti sur la succession du président.

Après la mort récente de Kang Cheng, autre vétérans de la Longue Marche, la question se pose de savoir quand et dans quelles conditions accèdera au pouvoir une nouvelle génération, dont MM. Wang Hong-wen, le « jeune homme de Changhaï » à la fulgurante carrière, et Chang Chun-chiao paraissent être les principaux représentants parmi les dirigeants actuels. Il serait, certes, excessif de réduire à des études de cancérologie une vie sociale et politique complexe. Mais la disparition de grands d'envergure mondiale provoque nécessairement un phénomène de désacralisation. Alors que le peuple chinois est, depuis une semaine, invité à méditer deux poèmes écrits en 1965 par le président Mao Tse-toung, quelles sources d'inspiration lui seront proposées lorsque, sur les tribunes de la place Tien-An-Men, les silhouettes des gestionnaires auront succédé aux statues vivantes des héros ?

**LE MONDE
DIPLOMATIQUE
du mois de janvier
EST PARU**

Après la mort de Chou En-lai, un problème de succession va devoir être résolu. Comme le signale de Pékin Alain Jacob, la disparition du premier ministre pourrait modifier le rapport des forces politiques en Chine. La question se pose de savoir si le premier vice-premier ministre, M. Teng Hsiao-ping, prendra la tête du gouvernement — fonctions qui pourraient être confiées à un représentant de la jeune génération des dirigeants, incarnée par MM. Chang Chun-chiao et Wang Hong-wen.

C'est vendredi matin, à 6 h. 30 (heure de Pékin), seulement, que la population chinoise a appris le décès de Chou En-lai, intervenu jeudi matin. A la demande de Pékin, aucune délégation étrangère n'assistera aux funérailles, qui auront lieu le 15 janvier. Le président Mao Tse-toung a pris la direction de la commission chargée d'organiser les obsèques.

Aussitôt après l'annonce de la mort du premier ministre, le parti et le gouvernement chinois ont diffusé un document dans lequel les grands principes de politique intérieure et étrangère sont

réaffirmés. La disparition du premier ministre intervient alors qu'une nouvelle campagne vient d'être lancée contre les cadres qui sous-estiment le rôle de la politique comme moteur du développement économique et, de ce fait, pèchent par « révisionnisme ».

La nouvelle du décès de Chou En-lai a été connue à Moscou alors que la dernière édition de la Pravda allait être « bouclée » ; le journal a cependant publié la brève dépêche que l'agence Tass venait de consacrer à l'événement. Les dirigeants soviétiques n'ont encore fait aucun commentaire, contrairement aux responsables américains. MM. Ford et Kissinger ont en effet fait l'éloge du premier ministre disparu.

A Paris, M. Giscard d'Estaing a adressé un télégramme à M. Chu Teh, président du comité permanent de l'Assemblée nationale chinoise, dans lequel il évoque notamment « la part essentielle » que Chou En-lai a prise dans les développements des relations franco-chinoises.

De notre correspondant

Le patricien en sandales

par ÉTIENNE MANAC'H (*)

Je ne ferai pas de Chou En-lai le portrait froidement objectif que les historiens dessinent dans les livres pour la mémoire de nos petits-enfants.

Je revois l'homme dans cette souveraine élégance qui le distinguait de tous, ce pas glissant dans une marche rapide, à la fois feline et mesurée, lorsque, m'apercevant dans la foule, il me faisait l'honneur de venir parfois vers moi ; ce regard au sourcil charbonné, tantôt dur, tantôt rieur, et qui, plongeant dans celui de son interlocuteur comme une vrille, explorait malicieusement ses pensées sur son visage ; la voix rauque qui jetait dans la conversation quelques mots français interprétés qui traduisaient telle ou telle idée.

Je revois l'homme dans une conversation de retenue d'un geste compréhensif ; je revois, le bras droit incliné contre le corps et légèrement affaibli, ou tenant son verre de maotai avec le coude à l'horizontale pour faire semblant de trinquer (« Je me suis brisé le bras autrefois à Yenan en tombant de cheval », disait-il comme pour s'excuser) ; j'entends encore, lorsque la joute des idées produisait quelque quiproquo ou quelque rapprochement inattendu, ce rire de Chou En-lai, un rire à gorge déployée, visage

levé vers le plafond. Quelle jeunesse avait alors ce septuagénaire ! Quel souvenir choisir, au terme de six années de séjour en Chine, parmi les centaines d'images que j'ai gardées de l'homme ? C'est d'abord, peut-être, le souvenir de son omniprésence.

(Lire la suite page 4.)

Cet hommage, accompagnant l'annonce du décès de Chou En-lai, et alternant avec de la musique funèbre, a été diffusé vendredi matin toutes les vingt minutes, par Radio-Pékin. Si l'on peut difficilement parler de surprise, puisque chacun savait que le premier ministre était très gravement malade depuis de longs mois, le visage bouleversé des officiels chinois que nous avons rencontrés dans la journée témoigne du choc qu'a néanmoins provoqué sa disparition.

ALAIN JACOB.

(Lire la suite page 5.)

OU VA LE TRAVAIL HUMAIN ?

I. — FREUD ET SON FIL D'ARIANE

par
GEORGES FRIEDMANN

qui souffrent de leurs épreuves, de leurs misères dans une société malade comme le sont aujourd'hui toutes les sociétés, à l'Ouest et à l'Est, atteintes par le grand déséquilibre entre, d'une part, la

(1) Le Monde daté 26-27 octobre 1975, suivi d'un « Ve le travail », le 26-27, daté 30 novembre-décembre 1975.

(2) Das Unbehagen in der Kultur, Vienne, 1929, trad. franç. Malraux dans la collection, Denoël, 1964, pages 18-19 : essai reproduit dans la Terre française de psychanalyse, vol. 1710, puis en plaquette, P.U.F., 1973.

formidable puissance mise aux mains de l'homme par les incessantes progrès des sciences, des techniques et, d'autre part, les forces morales dont il dispose pour les maîtriser et véritablement les mettre au service de sa survie, de son épanouissement, de son bonheur.

Rappelons seulement, car elle nous servira de fil d'Ariane pour cheminer à travers les foisonnantes réactions de lecteurs, la célèbre analyse de Freud sur le rôle psychique équilibrant que joue le travail dans des conditions bien définies (2).

(Lire la suite page 11.)

AU JOUR LE JOUR

NÉO-LOGIQUE

Pour le président Ford, ce sont les Soviétiques qui interviennent en Angola. Pour les Soviétiques, ce sont les Américains. Pour M. Giscard d'Estaing, il faudrait que l'Afrique reste à l'écart des confrontations mondiales.

Si tout le monde se retrouve en Angola, serait-ce donc pour éviter que quiconque s'y manifeste ? De la sorte, on est sûr qu'après des débuts difficiles, ce pays se trouvera épargné par les interventions étrangères.

Il faudra alors lui trouver une capitale avec un nouveau nom. A cet égard, un nom de capitale débauchée est disponible. Ce nom, qui ne sert à personne en ce moment, c'est Saigon.

BERNARD CHAPUIS.

THÉÂTRE OUVERT

Agir sur la création.

Théâtre ouvert, créé en 1971 au Festival d'Avignon par Lucien Attoun en coproduction avec France-Culture, devient permanent et anime à Paris, en collaboration avec le Centre Beaubourg, un lieu de recherche, installé au Centre culturel du Marais, 28, rue des Francs-Bourgeois.

C'est là que Lucien Attoun et son équipe ont annoncé ce vendredi, au cours d'une conférence de presse, les développements de Théâtre Ouvert, qui va également se manifester en province, avec la formule progressivement mise sur pieds à Avignon : un guéolier où sont lues des pièces inédites, non sélectionnées, d'auteurs de la région qui voudront s'inscrire, et le « Théâtre Ouvert » proprement dit, « mise en espace », présentation, sans décors.

d'une pièce nouvelle, après un travail de deux semaines, par un metteur en scène et des comédiens. Ces deux volets avignonnais seront complétés par un spectacle, aboutissement d'une expérience préalable. Ainsi, Loin d'Hagondange, de Jean-Paul Wenzel, créé à Avignon, sera présenté dans une mise en scène de l'auteur pour la première sortie de Théâtre Ouvert, à Caen, les 14 et 15 janvier. Le spectacle sera accompagné d'un guéolier régional, et d'une mise en espace par Daniel Mesguich et Gervais Robin de Remembrance d'amour, une pièce écrite par Daniel Mesguich et Serge Valletti. Elle sera repérée les 29, 30, 31 janvier, à Nanterre, en même temps que Catherine, d'Antoine Vitez, d'après les Cioches de Bâle, d'Arson.

(Propos recueillis par COLETTE GODARD.)
(Lire la suite page 19.)

**PIERRE BOULEZ
PAR VOLONTÉ
ET PAR HASARD**

Pierre Boulez fait librement le point sur sa formation, son évolution, sa création et sa réflexion musicales.

Entretien avec Célestin Deliege

PIERRE BOULEZ
PAR VOLONTÉ
ET PAR HASARD

*Coll. Tel Quel dirigée par Ph. Sollers
160 pages 25F

SEUIL

« Faire de notre peine une force »

**« Un glorieux combattant
pour la cause
du communisme »**

» Gloire éternelle au camarade Chou En-lai, grand révolutionnaire prolétarien du peuple chinois et éminent combattant communiste. » — (A.P.)

La vie de Chou En-lai comme celle des autres étudiants n'était pas facile à Paris. Les autorités françaises ne considéraient pas ses vertus. Elles lui imposaient de verser sur l'indemnité payée par la Chine à la suite de la révolte des Boxers. En compagnie de Wang Jiao-fei, le plus actif parmi les émigrés (et bientôt membre du P.C.F.), Chou organisa une manifestation dans la capitale en février 1921, pour protester contre la suppression de l'aide financière accordée par l'ambassade de Chine. La même année, il prit part aux manifestations contre l'Institut franco-chinois de Lyon, qui refusait d'admettre certains étudiants dont le niveau scolaire était jugé insuffisant. Chou En-lai se retrouva incarcéré en

L'UNION SOVIETIQUE
**« Notre grand allié a généreusement
 prêtée assistance à la Chine
 dans la période de recouvrement
 de ses blessures de guerre. Le
 peuple chinois tout entier débordé
 d'enthousiasme après la signature
 et ratification de l'accord »**

Un petit groupe d'individus se complaisait à porter atteinte à l'indépendance d'autrui. Bien qu'ils vivent dans les années 70 du vingtième siècle, ils cressaient dans le même esprit rétrograde du dix-huitième siècle. « *Le monde, c'est nous* », telle est leur doctrine et devise. Leur politique est basée sur le renforcement des armées nucléaires et de l'aurore, des déclarations et traités dits de paix et de sécurité, dans le but d'imposer leur volonté et de les font tort à quiconque refuse de leur obéir, et s'infligent par où ils le peuvent. Voilà la doctrine de la puissance mondiale internationale. » (*Allocution prononcée offert à M. Pompidou, 1 septembre 1973.*)

« Nous avons remporté avec Nixon une victoire mondiale, des victoires importantes dans la lutte

EPEDA'S



LIVRAISON GRATUITE TRÈS RAPIDE
EXPOSITION
ET VENTE **CAPEL**
37, Av. de la République
Métro PARM
TEL. 357 4

Modèle TRECA

IT DU MONDE

es relations amicales et de bon voisinage. Nous estimons que la

conférence doit affirmer et exprimer les désirs et les demandes communes aux peuples d'Asie et

communs aux peuples d'Asie et d'Afrique, et qu'elle ne doit pas se laisser entraîner dans les disputes sur les systèmes sociaux et les idéologies. » (Rapport sur la conférence de Bandung devant le comité permanent de l'Assemblée nationale, 13 mai 1955.)

« La prise de conscience du tiers-monde et la croissance de la force constituent un événement d'importance dans les relations internationales de notre temps. Le tiers-monde a resserré ses rangs dans la lutte contre l'hégémonie et la politique du double jeu pratiquée par les super-puissances et joue un rôle accru dans les affaires internationales. » (Discours devant le dixième congrès, 24 août 1973.)

**LES
ENSEMBLES**

SA ILLUMINO

Modèle TRECA

Common
Consolidated
Notes
Pi
PIANO
PIANOS

هكذا من الأصل

LA MORT

Témoignages

Joris Ivens : il ne voulait pas que l'on montre la Chine en rose

Le cinéaste Joris Ivens, qui a connu M. Chou En-lai dès avant la seconde guerre mondiale, nous donne ici son témoignage :

« C'est en 1938, à Hong-Kong, que j'ai rencontré pour la première fois Chou En-lai, qui assurait alors la liaison avec le gouvernement de Tchiang Kai-chek. Je venais de tourner Terre d'Espagne, et voulais montrer un autre aspect du combat antifasciste : la résistance des nationalistes et des révolutionnaires chinois à l'impérialisme japonais. Chou En-lai m'interrogea longuement sur la guerre d'Espagne et sur la participation du peuple à la lutte contre les fascistes et leurs alliés. Il me parla peu de la Longue Marche, mais s'attachait à me décrire la situation dans son pays. Convoqua que les actions décisives partaient du Yunnan, j'ai décidé de m'y rendre. Les agents de Tchiang Kai-chek m'empêchèrent. Je réussis toutefois à filmer clandestinement une réunion, dans une école évangélique, des chefs de la VIII^e armée, à laquelle assistait Chou En-lai. De réserves, nos rapports étaient devenus amicaux. Nous chantions ensemble, mais jamais nous n'avons abordé de problèmes personnels. »

« J'ai revu Chou En-lai, premier ministre, vingt ans plus tard. Il s'inquiétait de la

santé de chacun, demandant des précisions sur les soins, les remèdes et les médecins. Il continuait à s'informer auprès de ses interlocuteurs. J'ai dû répondre ainsi un jour à une série de questions sur les événements de mai 1968 et sur les nouveaux courants politiques qui se dessinaient en France.

« Chou En-lai s'intéressait au cinéma. On connaît son goût pour les films de Charlie Chaplin et notamment pour le Dictateur. Quant aux cinéastes chinois, il estimait qu'ils filmaient trop les dirigeants et pas assez le peuple : les paysans et les ouvriers étaient présentés muets comme des carpes. Il a beaucoup fait pour que le cinéma chinois adopte les techniques modernes.

« Lorsque je suis revenu en Chine en 1971, il m'a reproché de ne pas avoir apporté mes appareils. Les agents de la révolution culturelle doivent être filmés, nous déclarait-il. Nous acceptâmes cette proposition. Il insistait cependant pour que l'on ne montre pas la Chine « en rose », mais que l'on présente la réalité telle qu'elle est, avec ses contradictions. Seul ce point de vue était, selon lui, révolutionnaire. »

Mohamed Heykal : Nasser, l'opium et l'armée nucléaire

Dans « Les Documents du Caire » (Flammarion), Mohamed Heykal écrit que Chou En-lai visita Le Caire pendant une semaine, en décembre 1963. Au cours des entretiens sino-égyptiens, il déclara, rapporte M. Heykal :

« 1) Il nous fait l'indépendance ; 2) La seule et unique signification du mot indépendance c'est que nous voulons être nos propres maîtres ; 3) Si nous sommes nos propres maîtres, nous pouvons égaler l'Occident ; 4) Si nous pouvons l'égaliser, nous pouvons le surpasser. Quand nous pourrions faire cela, nous le ferions. L'Occident, nous ramènerons vers l'Orient le centre de gravité du monde. »

Le Premier chinois fit une visite à Nasser en juin 1965. Il parla surtout du Vietnam, où les États-Unis renforcèrent alors massivement leur corps expéditionnaire. Selon M. Heykal, « Chou En-lai dit qu'il ne sentait pas que Johnson rêvait le moindre soldat américain ; bien au contraire, il voulait que les États-Unis envoient de plus en plus de leurs hommes au Vietnam. »

« Nous redoutions que certains militaires américains ne fussent en mesure de presser le bouton commandant une attaque nucléaire sur la Chine, et nous pensions que l'indépendance américaine en Indochine constituait une police d'assurance contre une telle attaque, car nous avions une bonne partie de leur chair à portée de nos ongles. »

« Nous les voulons là. Ils seront près de la Chine ; nous les aurons sous la main. Ils seront si près de nous que nous en ferons nos otages. »

« Une des choses remarquables qu'il dit ce soir-là en parlant de la démolition de soldats américains fut ceci : « Certains d'entre eux » disent de l'opium, et nous les y aidons. Nous plantons les nouvelles variétés d'opium spécialement pour les soldats américains du Vietnam. »

« Nasser pensa qu'il était possible que Chou exagérât

Les armes nucléaires : chacun pour soi

En 1964, après la première explosion atomique chinoise, Chou En-lai répondit au message de félicitations de Nasser « en lui disant que la Chine ne tenterait pas, comme l'avaient fait d'autres pays, de conserver le monopole des réalisations scientifiques, mais qu'elle mettrait son savoir à la disposition de tout un chacun ». Selon M. Heykal, lorsque les Israéliens menacèrent de fabriquer des armes atomiques et de s'en servir contre les pays arabes, Nasser écrivit à Chou « pour lui rappeler sa promesse de partager sa science nucléaire, et lui envoya en Chine une délégation d'ingénieurs égyptiens demander qu'on les aidât à progresser dans le domaine des techniques nucléaires. »

« Chou les reçut fort aimablement. Mais le conseil qu'il leur donna était simple, et dit-il, il souhaitait qu'il agredât au président Nasser. Chacun pour soi : tel était son message. Nul n'avait à faire de cadeaux à quiconque. Si les Égyptiens voulaient progresser dans le domaine atomique, il leur faudrait le faire par leurs propres moyens. C'est ainsi que la Chine avait procédé, et c'était la voie la meilleure. »

« La délégation revint donc en Égypte les mains vides, et bien qu'on s'efforçât pas de rancune à l'égard des Chinois, on fut désappointé qu'ils n'eussent pas mis leur savoir nucléaire à la disposition de l'Égypte. »

Edgar Snow : le bandit rouge dont la tête avait été mise à prix par Tchiang Kai-chek

Dans « La Chine en marche » (Stock), l'écrivain américain Edgar Snow, mort en février 1972, raconte sa première rencontre avec Chou En-lai :

« Chou fut (...) le premier dirigeant communiste important que je rencontrai lorsque je traversai les lignes en 1936. Il commandait l'une des armées rouges du front oriental depuis un tout petit village de troglodytes situé dans le nord du Yunnan. Je venais de franchir l'entrée du camp lorsqu'un homme mince, portant un vieux uniforme en tissu de coton, vint à ma rencontre et me salua : joignant les talons de ses chaussures à semelles de feutre, il fit un salut plein d'élégance, la main à la visière de sa casquette défilante ornée d'une étoile rouge. Ses grands yeux noirs abritaient d'épais sourcils et ses dents étaient longues et pointues, comme un animal sauvage, couvert d'une barbe, abondante pour un Chinois, se déplaçant en un sursaut qui découvrait d'admirables dents blanches. C'était Chou En-lai, le bandit rouge dont la tête avait été mise à prix 30 000 dollars par Tchiang Kai-chek. »

« Les services de propagande du Kouomintang pu-

blaient alors des rapports de « témoins oculaires » sur les orgies en compagnie de danseuses nues qui se déroulaient en secteur rouge. (...) Alors que je strobais une tasse de thé blanc (supplémentaire pour désigner l'eau chaude que l'on me servait à la place du thé dont les communistes manquaient), un intermédiaire japonais se précipita vers moi. Je me levai et le suivis. Il m'emmena dans le soleil couchant, marchant pieds nus au-dessus d'une rangée de grosses pierres en face de nous. (...) Quelques minutes me suffirent pour me rendre compte que l'attitude de la nudité n'était pas amicale. (...) Chou frappa sa tempe de son index « Ka-ka », dit-il. « Elle est folle. » Il ajouta qu'elle était folle, ne permettait à personne de l'approcher, et était nue comme un animal sauvage dans une caverne ; quelques années plus tôt, toute sa famille avait été décimée sur la piste et la femme, faisant d'elle une orpheline démentie. »

Le patricien en sandales

(Suite de la première page.)

Ce premier ministre, qui a dirigé de son lit d'hôpital et jusqu'à son dernier souffle, les affaires de son pays, meurt après avoir été en première ligne pendant près de soixante ans.

C'est en effet dès l'année 1920 avant sa venue en France, qu'il a connu la prison. Pendant trente années, jusqu'à la libération nationale et sociale de la Chine, il va être le militant révolutionnaire, le combattant des insurrections ouvrières de 1927, le compagnon de la Longue Marche, le soldat des armées paysannes, pendant près de trente nouvelles années, il sera l'homme d'État d'un immense pays, ministre puis premier ministre, payant de sa personne nuit et jour, dirigeant l'administration, l'économie, la diplomatie.

Un esprit éblouissant

absent de Pékin — à affronter la marée des gardes rouges menés par des éléments « ultra-gauchistes ». Il est seul et il est seul cinq cent mille qui font le siège du bâtiment officiel. Ce sont les mêmes qui ont mis le feu à l'ambassade britannique. On sait la mission à Wladimir pour mettre fin à l'anarchie intérieure, c'était toujours Chou En-lai. Je m'étonne un jour qu'il fut infatigable. « C'est par le travail, me répondit-il, qu'on garde sa force et sa santé. »

A en croire sa secrétaire, il n'avait pris, au cours des quinze dernières années, qu'une dizaine de jours de repos. Encore fallait-il y aller longtemps, ne disait-il, à l'occasion d'une simple grippe. Il travaillait fort tard. Une fois, je me souviens, c'était vers minuit qu'il m'a reçu : c'était en mars 1971, l'époque de l'offensive militaire américaine — sud-vietnamienne dans le Bas-Laos. Le premier ministre était grave, et c'est de l'Indochine que nous avons longuement parlé.

Une autre fois, c'était à 3 heures du matin : Chou En-lai était calme et de fort bonne humeur. Il aimait le café, et nous en avions un excellent. Encore fallait-il y aller longtemps, ne disait-il, à l'occasion d'une simple grippe. Il travaillait fort tard. Une fois, je me souviens, c'était vers minuit qu'il m'a reçu : c'était en mars 1971, l'époque de l'offensive militaire américaine — sud-vietnamienne dans le Bas-Laos. Le premier ministre était grave, et c'est de l'Indochine que nous avons longuement parlé.

« Mais j'avais quelque heure brève, vous savez ? » J'ai appris que la limite était environ 5 heures du matin. Qu'on songe à l'énergie de cet homme, à l'effacement, dans les moments difficiles : en août 1967, il est seul — Mao étant

apparié en public

produit au fond de la grande salle latérale. La famille Solde et le cortège officiel s'avance lentement. Chou En-lai en tête. Alors, la salle entière explose dans une déferlante d'applaudissements. Peu à peu, le balancement désordonné des mains prend la forme d'une cadence qui rythme la marche des survivants. Chou En-lai, comme tous, frappe une poignée contre la République tenace toujours à ce projet, et me prie d'en favoriser autant que possible la réalisation. Je puis donner le témoignage que ce n'est point le désir qui m'aurait fait aller à Pékin, mais le regard de Chou En-lai rejoint sa place, tandis que d'autres viennent choquer leur verre. Yao Wen-yuan, Yeh Chen-ying, Chiang Ching, etc.

Certes, un homme remarquable, un homme exceptionnel. Le général de Gaulle eût aimé qu'il vint en France, et il l'avait invité, dès le milieu des années 60, à faire une visite officielle dans notre pays. Après la fin de la révolution culturelle, et cinq jours avant sa démission, le président de la République tenait toujours à ce projet, et me prie d'en favoriser autant que possible la réalisation. Je puis donner le témoignage que ce n'est point le désir qui m'aurait fait aller à Pékin, mais le regard de Chou En-lai rejoint sa place, tandis que d'autres viennent choquer leur verre. Yao Wen-yuan, Yeh Chen-ying, Chiang Ching, etc.

Alain Peyrefitte : un pontificat très romain

Dans son livre « Quand la Chine s'éveillera » (1), Alain Peyrefitte relate ainsi un entretien qu'il a eu avec M. Chou En-lai, en juillet 1971.

« Chou pense, en réalité, qu'il n'y a pas lieu de limiter le nombre des puissances nucléaires. Il croit sans réserve à la vertu dissuasive de l'atome :

« La bombe atomique c'est la paix »

« Les Américains prétendent, il y a vingt-cinq ans, que pour préserver la paix, il fallait qu'ils restent seuls possesseurs de la bombe. Puis, quand les Soviétiques l'ont également fabriquée, ils entendaient en partager le monopole avec l'Amérique. Mais il est clair, aujourd'hui, que la bombe atomique est le seul rempart qui fait obstacle à une troisième guerre mondiale. (...) Plus nombreux sont les pays qui possèdent la bombe atomique, plus le danger de guerre s'éloigne. La bombe atomique, c'est la paix. »

Alain Peyrefitte conclut ainsi son portrait du Premier chinois :

(1) Fayard.

« Chou En-lai, c'est Talleyrand dans le rôle de Richelieu : un produit raffiné de l'ancien régime, au service du nouveau : un homme qui tisse patiemment la toile diplomatique, mais qui tient aussi tous les fils dans son propre pays ; un esprit éclairé, patient et secret, qui, appelé à jouer son jeu national dans un monde déchiré par les idéologies, suit toujours les distinctions des intérêts qu'elles masquent ; un patriote attaché à construire l'unité et la force de son pays, et qui le fait en luttant entre les intrigues et les haines, entre les clans et les factions, sans autre appui que son génie personnel et la confiance de Mao. »

« Dans ce système dont la description appelle si naturellement le vocabulaire religieux, Mao, Esprit Saint de la révolution, se contente, hors quelques manifestations foudroyantes, d'agir à travers le pontificat très romain de Chou En-lai. »

(1) Fayard.

UN EXEMPLE D'EFFICACITÉ

Un petit groupe de correspondants étrangers, dont le correspondant de « Monde », avait quitté Pékin jeudi soir 3 janvier, peu avant minuit, en compagnie de fonctionnaires du ministère chinois des affaires étrangères, pour un voyage d'information dans les régions du Liaoning, sinistrées au mois de février dernier par un tremblement de terre. La nouvelle de la mort de Chou En-lai les atteignait ainsi que leurs accompagnateurs, vendredi matin, à 6 h. 30, grâce au bulletin de Radio-Pékin retransmis à l'intérieur du train.

Faisant preuve, malgré leur émotion visible, d'une remarquable efficacité, les fonctionnaires chinois entrèrent en contact, à partir des gares traversées et du train lui-même, avec l'administration de Chenyang, où les responsables locaux informèrent les journalistes étrangers qu'un avion spécial avait été mis à leur disposition pour les ramener d'urgence à Pékin. Les correspondants attendaient quelques heures plus tard dans la capitale, impressionnés par les capacités d'organisation chinoises.

A. J.

GRIFFSOLDE DEGRIFFE
LES GRANDS
DU PRET-A-PORTER
soldes
jusqu'au 24 janvier

ELLE : 1, rue de la Plaine, LUI : 3, rue de la Plaine (Nation)

فكنا من الأصل

PANORAZUR
RÉSIDENCES DE PRESTIGE
GRASSE CÔTE-D'AZUR/CANNES A 15 MINUTES - VUE MER PANORAMIQUE PLEIN SUD - PISCINE - TERRAIN
Chauffage électrique intégré, individuel, isolation thermique et phonique sérieuses. Vous commences à 150 millions. Cuisines et salles de bains aménagées.

Prix très non révisibles - Caution bancaire
Livraison ÉTÉ 1977

Ventes, renseignements, visites, documentation gratuite sur demande à :

Constructeur-promoteur, 5, av. de Latte-de-Tassigny, poste 22 - ROGER BAS - GRASSE. Tél. : (93) 36-40-76.

EDISON
TAILLEUR
CHEMISIER
SOLDE
Sa Collection
de Prêt à porter masculin
Automne-Hiver 75
49, Bd Saint-Michel Paris 5e
Tél. : 326.75.95
(Parking rue Soufflot à 2 pas.)

LA MORT DE CHOU EN-LAI

Les réactions dans le monde

La mort de Chou En-lai a été annoncée discrètement dans les pays communistes. Dans le reste du monde, en revanche, les commentateurs ont été immédiats et unanimes dans la célébration des mérites de l'homme d'Etat chinois.

● A MOSCOU, la nouvelle a été connue jeudi soir 8 janvier, peu avant minuit, par une brève dépêche de l'Agence Tass, datée de Pékin. Aucun commentaire n'en a été donné, pas plus que dans les démocraties populaires.

● AUX ETATS-UNIS, le président Ford a affirmé que Chou En-lai laissera le souvenir d'un « remarquable leader » qui aura contribué non seulement à l'évolution de l'histoire de la Chine moderne, mais aussi à celle du monde.

« Nous autres Américains, nous souviendrons de lui en particulier pour le rôle qu'il a joué dans l'établissement de nouvelles relations entre la République populaire de Chine et les Etats-Unis, a-t-il dit. Nous sommes confiants que ces relations continueront de se développer sur la base de la compréhension et de la coopération qu'il avait contribué à créer. »

M. Kissinger a déclaré pour sa part : « La

République populaire de Chine a perdu l'un de ses grands dirigeants, et le monde l'un des hommes d'Etat remarquables des temps modernes. J'ai eu le privilège d'avoir avec Chou En-lai de nombreuses discussions, alors que nos deux pays établissaient, puis développaient des relations nouvelles pour remplacer la méfiance et l'hostilité qui avaient prévalu pendant tant d'années.

« J'ai été frappé par son dévouement aux intérêts de son pays, sa profonde compréhension des affaires mondiales et cette rare juxtaposition de perception intellectuelle et de charme personnel... »

« Je pense que les relations entre les Etats-Unis et la Chine sont régies par des intérêts permanents et continueront sur leurs bases actuelles. »

L'ancien président Nixon a affirmé dans une interview à un journal de San-Diego que Chou En-lai restera dans l'histoire comme l'homme « qui a aidé à mettre fin à l'obscurité ». L'ancien président faisait allusion à un toast que lui avait porté Chou En-lai lors de sa visite à Pékin en 1972. L'évolution générale du monde

s'orientait définitivement vers la lumière et non vers l'obscurité », avait dit l'ancien premier ministre. M. Nixon a ajouté : « Des quelques cent chefs de gouvernement que j'ai eu le privilège de rencontrer au cours des vingt-cinq dernières années, il n'y en a aucun qui l'ait surpassé pour sa superbe intelligence, sa profonde philosophie, son expérience et sa sagesse, qui en ont fait un grand chef. »

● AUX NATIONS UNIES, M. Kurt Waldheim a adressé au gouvernement chinois un message où il dit :

« Le monde se trouve appauvri parce qu'il ne bénéficie plus de la sagesse et des qualités d'homme d'Etat de Chou En-lai en cette période critique. Le secrétaire général des Nations unies met en relief d'autre part les efforts que le premier ministre chinois consacrait à une meilleure compréhension entre les nations et à la paix. »

M. Waldheim, en rappelant que « Chou En-lai inspirait de l'admiration et du respect à tous ceux qui ont eu le privilège de le rencontrer », a évoqué ses entretiens avec lui, en 1972, et déclaré qu'il avait été « profondément

impressionné par sa connaissance approfondie des problèmes internationaux et par le particulier intérêt qu'il portait à l'ONU. »

● EN GRANDE-BRETAGNE, le cabinet n'avait pas encore émis de réaction officielle dans la matinée du 9 janvier. Pour sa part, l'ancien premier ministre, M. Edward Heath, qui s'était rendu en visite en Chine en 1974 et 1975, a déclaré que Chou En-lai était un homme « d'un grand charme, d'une grande énergie et doué d'un extraordinaire talent de négociateur ». M. Heath ne prévoit « pas de changements majeurs de la politique chinoise ».

« Dans les autres pays, les réactions diffèrent peu. « Diplomate extrêmement doué, habile, d'une largeur d'esprit universelle », a déclaré le ministre néerlandais des affaires étrangères, M. Max Van der Stoep.

« Plus que quiconque, M. Chou En-lai a contribué à briser l'isolement de la Chine », a assuré le premier ministre danois, M. Anker Joergensen.

« Pen d'hommes politiques peuvent se vanter d'une carrière marquée par de tels résultats », écrit « l'Unità », organe du P.C. italien.

Le rapport des forces politiques en Chine pourrait être modifié

(Suite de la première page.)

Après le président Mao, qu'il a fidèlement soutenu à travers toutes les crises pendant plus de quarante ans, Chou En-lai était sans doute la personnalité la plus populaire du régime, la plus aimée et la plus respectée aussi. Chacun avait en lui une confiance quasi illimitée, soutenue par la conviction que son intelligence supérieure, ses immenses qualités de diplomate, son énergie inlassable au travail, en faisaient le meilleur défenseur des intérêts de la République populaire à l'intérieur comme à l'extérieur. Il apparaissait comme le garant de l'unité et de la cohésion nationale à travers toutes les épreuves. Pour les hommes de quarante et quelques années qui accèdent maintenant aux fonctions

de responsabilités dans l'administration, il symbolisait la dignité du régime révolutionnaire et l'exemple le plus pur de dévouement aux intérêts de la Chine.

Chou En-lai était apparu pour la dernière fois en public le 30 septembre 1974, à l'occasion du vingt-cinquième anniversaire de la libération. Brève apparition, immédiatement suivie par son retour à l'hôpital, où il avait cependant continué à recevoir de nombreux visiteurs étrangers, et cela jusqu'au 7 septembre 1975, où il avait reçu une délégation du parti roumain.

Depuis cette date, les médecins avaient interdit toute visite à Chou En-lai, mais on savait de source sûre, en novembre, que le premier

ministre poursuivait encore certaines activités, voyant chaque jour son secrétaire et continuant à suivre plusieurs dossiers. L'opinion généralement acceptée à Pékin était que, s'il avait renoncé à s'occuper des affaires courantes du gouvernement, aucune décision d'importance concernant l'avenir du pays ne pouvait être prise

contre son avis, ni sans qu'il ait été consulté. S'agissait-il d'une rémission après l'opération, ou, selon certaines sources, il aurait subi en septembre ? Toujours est-il que, même hospitalisé, Chou En-lai jouait encore un rôle considérable et que sa mort modifierait sensiblement le rapport des forces politiques en Chine.

Trois personnalités

Il laisse paradoxalement le président Mao Tse-tung seul, à quarante-deux ans, comme représentant actif — on en a la preuve chaque semaine — de la vieille garde révolutionnaire jouissant d'une autorité morale indiscutée. Parmi les hommes de la même génération, le président Chu Teh et le maréchal Yeh Chien-ying ont été réduits par l'âge à des rôles plus protocolaires qu'effectifs dans la direction des affaires. Quant à M. Teng Hsiao-ping, l'histoire tourmentée de sa carrière et son association passée avec des groupes aujourd'hui fermement condamnés ne permettent pas de dire que sa personnalité soit totalement incontestée.

Un difficile problème de succession s'ouvre donc. Il y a peu de

doute que sa solution, au moins provisoire, a déjà été mise au point, car le décès de Chou En-lai ne prend évidemment pas les responsables au dépourvu. Elle n'est pas évidente cependant, et l'opinion des observateurs étrangers à Pékin est loin d'être unanime sur ce point. Les noms de trois personnalités sont souvent cités. Il s'agit de MM. Teng Hsiao-ping, qui occupe les fonctions de vice-premier ministre, de vice-président du parti et de chef d'état-major de l'armée, Chang Chun-chiao, vice-premier ministre, membre du comité permanent du bureau politique, chef du département politique de l'armée, et Wang Hong-wen, vice-président du parti et numéro trois, avant la mort de Chou En-lai, dans la hiérarchie du P.C.

Les difficultés entre cadres

La première question qui se pose est de savoir si M. Wang Hong-wen, qui vient tout juste de passer la quarantaine, va « hériter » ou non, comme le voudrait apparemment l'ordre hiérarchique fixé par le dixième congrès, de la position de numéro deux du parti, immédiatement après le président Mao. C'est une très lourde responsabilité pour un homme de la nouvelle génération, que l'on a très peu vu à Pékin depuis des mois — sinon pour les obsèques de M. Kang Cheng, en décembre, — qu'aucun visiteur étranger de haut rang n'a rencontré récemment, et qui ne compte certainement pas que des amis dans le régime. L'insistance avec laquelle la presse chinoise a souligné ces derniers temps la nécessité de résoudre les difficultés qui apparaissent entre les jeunes cadres issus de la révolution culturelle — ce qui est le cas de M. Wang Hong-wen — et les cadres d'âge mûr, suffit à témoigner que sa promotion n'aurait pas sans soulever de délicats problèmes.

Quant aux fonctions de chef du gouvernement, il n'est pas sûr que M. Teng Hsiao-ping en hérite aussi naturellement que son activité extérieure, particulièrement depuis un an, pourrait le faire penser. Quel que soit le chemin qu'il a parcouru depuis la révolution culturelle et son retour, en avril 1973, à la vie politique, il peut difficilement incarner l'esprit de radicalisme prolétarien qui, à en

juger du moins par tout ce qui se dit et se publie en Chine, domine à l'heure actuelle le régime. M. Chang Chun-chiao, qui présente, en janvier 1975 devant l'Assemblée nationale, le rapport sur la nouvelle Constitution, est, au contraire, de longue date associé à cet esprit, et pourrait jouer auprès des cadres de différentes générations d'une autorité morale supérieure.

Une autre possibilité

Encore les données du problème, pour être complètes, devraient-elles tenir compte également de personnalités comme MM. Hua Kuo-feng et Li Hsien-nien, tous les deux vice-premiers ministres, en pleine activité, et dont les responsabilités se sont développées depuis un an — notamment dans le domaine de l'économie, à l'occasion de la préparation du 4^e plan.

L'une des possibilités envisagées, et qui permettrait d'équilibrer les différents forces qui coexistent à l'intérieur du système politique chinois, serait de répartir entre plusieurs personnalités — deux au moins — les fonctions qu'occupait Chou En-lai au sommet de la hiérarchie du parti, d'une part, à la tête du gouvernement, d'autre part.

ALAIN JACOB.

LES PREMIERS COMMENTAIRES EN FRANCE

M. MENDES FRANCE : un sens politique jamais pris en défaut.

M. Pierre Mendès France, ancien président du conseil : « Même s'il n'a jamais voulu être que le fidèle collaborateur de Mao Tse-tung dans la Longue Marche, puis dans la reconstruction d'une nation ravagée dans ses profondeurs comme dans ses rapports avec le monde, il a joué un rôle unique, non seulement en raison de l'ampleur des tâches assumées, mais aussi en raison de sa sagesse, de sa noblesse, de sa dignité, de sa expérience acquise aux heures des défis les plus difficiles. »

« Il a fait face aux péripéties parfois dramatiques de l'histoire intérieure et extérieure de la Chine moderne avec une rare connaissance des problèmes et des hommes, une capacité exceptionnelle de travail et de commandement, et aussi une fermeté, une ténacité, un attachement à toute épreuve aux perspectives politiques de la Chine dont il était l'un des membres les plus remarquables. Mais, dans le même temps, il manifestait une souplesse, une habileté et un sens de la mesure qui ne le faisaient pas perdre de vue les intérêts de la France. Sur le plan personnel, l'homme était d'une très haute qualité. Ses attitudes et ses paroles, son charme fait de distinction, de noblesse, parfois d'ironie — et sa foi inébranlable dans son pays et dans sa mission, — forçaient le respect et l'admiration. C'est ce qui explique la place éminente qu'il avait prise et qui ont eu le privilège de l'approcher et de l'apprécier. »

M. CHABAN-DELMAS : il a permis que la gestion n'étouffe pas la révolution

M. Jacques Chaban-Delmas, ancien premier ministre, a commenté, vendredi matin 9 janvier à Bordeaux, dans une déclaration à l'Agence France-Presse, la mort de Chou En-lai. « Sa dernière action, à-t-il dit, parachève de son lit d'hôpital, a consisté à faire revenir au pouvoir des éléments écartés par la révolution culturelle, et, au premier rang, Teng Hsiao-ping, qui, progressivement, a recueilli ses fonctions. Chou En-lai aura donc réussi la tâche la plus difficile : sa disparition. » Dans une déclaration à l'Agence centrale de presse, M. Chaban-Delmas a estimé : « Ce mandat révolutionnaire a été pendant près de trente ans l'élément de rééquilibrage de la République populaire chinoise. Acquis à Mao Tse-tung, il permit à celui-ci de faire traverser à son pays les crises, provoquées au nom des plus hautes valeurs, en faisant que la gestion n'étouffe la révolution, et réciproquement. »

DANS LA PRESSE PARISIENNE...

L'HUMANITE : il incarnait les contradictions de la révolution chinoise.

« Avec Chou En-lai disparaît un des fondateurs du mouvement révolutionnaire et du parti communiste chinois, un des hommes, aussi, ayant le plus marqué leur époque en s'identifiant étroitement, trente années durant, pour le meilleur et pour le pire, à l'action extérieure de la République populaire de Chine. Le regard en arrière et le jugement qu'appelle cette disparition sont donc un retour sur la complexité de plus d'un demi-siècle d'histoire de la révolution chinoise autant que sur l'évolution personnelle d'un homme qui n'a cessé d'incarner le devenir et les contradictions. »

LIBERATION : la fin d'une époque.

« Son rôle au cours de la révolution culturelle est plus obscur. Officiellement, il a toujours été du côté de Mao. Critiqué un temps par certains gardes rouges et par la gauche ouvrière et étudiante, il a gardé le pouvoir tout au long de la révolution culturelle. Puis il semble avoir été un des plus actifs artisans du retour en force des « vieux cadres » éliminés et de l'insistance mise sur la nécessité de produire. » Chou En-lai, universellement connu dans le monde, personnage illicite, presque autiste que Mao, aux yeux du monde, la révolution chinoise la Chine nouvelle. Sa fin, et celle prochaine de son compagnon, Mao, est celle d'une époque. »

... ET AMERICAINE

NEW YORK TIMES (indépendant) : un des hommes d'Etat les plus clairvoyants du vingtième siècle.

« Chou En-lai était l'un des hommes d'Etat les plus clairvoyants du XX^e siècle. Si la crise aiguë de la guerre froide, de la fin des années 40 au milieu des années 60, n'est plus qu'un souvenir, c'est en partie grâce au rôle que ce grand leader chinois a joué en modifiant les options idéologiques qui étaient au cœur de la lutte. »

« Organisateur, propagandiste, administrateur, négociateur, chef militaire, conciliateur, il n'est à peu près aucun rôle majeur que Chou n'ait joué — et presque toujours avec succès — dans le processus complexe par lequel la Chine est devenue une puissance politique internationale. »

EIDSON
TAILLEUR
CHEMISIER
SOLDE
Sa Collection
de Prêt à porter masculin
Automne-Hiver 75
49, Bd Saint-Michel Paris 5^e
Tél: 326.75.95
(Parking rue Soufflot à 2 pas)

SI VOUS MESUREZ
1 m 80 OU PLUS
(jusqu'à 2 m 10)
SI VOUS ETES FORT
JOHN RAPAL
GRANDES TABLES
Costumes - Pantalons
Blazers - Gilets
Pulls - Chemises
(4 longueurs
de manches)
SOLDES
EXCEPTIONNELS
A PARTIR DU
10 JANVIER
40, Avenue de
la République
Métro: Ponceau
Derrière du taxi
au stade.
Parking gratuit.
350.00 00
Nous vous en
passe pas de
succès.

Pour tous ceux n'ayant pas reçu
leur invitation personnelle
LA VOGUE
SOLDE
DU 9 JANVIER AU 17 JANVIER
PRET-A-PORTER MASCULIN
CHEMISERIE
VETEMENTS DE PEAUX
38, boulevard des Italiens, Paris (9^e)
16, boulevard Saint-Denis, Paris (10^e)
(de 10 h. à 19 h. 30)

MEME SI VOUS
MESUREZ
2 METRES
NOUS
VOUS HABILLONS
EN PRET-A-PORTER
Solde
Herdy
79 AV. DES TERNES
75017 PARIS TEL. 380.35.13
PARKING GRATUIT

ASIE

Japon

LA VISITE DE M. GROMYKO

L'U.R.S.S. tente de relancer son plan de « sécurité collective en Asie »

De notre correspondant

Tokyo. — M. Andreï Gromyko, ministre des affaires étrangères soviétique, est arrivé à Tokyo le 9 janvier pour une visite officielle de cinq jours. Il rencontrera le premier ministre, M. Miki, et aura trois séances de travail avec son collègue japonais, M. Miyazawa. Bien qu'elle marque un moment important dans les relations entre le Japon et l'U.R.S.S., la visite s'engage dans un climat assez peu favorable. Depuis l'été 1975, l'Union soviétique a durci son attitude envers Tokyo. Elle est irritée par la revendication perpétuelle du Japon sur les îles Kourile du Sud, qui bloque la négociation d'un traité de paix entre les deux pays. Elle est plus mécontente encore de la négociation d'un traité de paix et d'amitié entre le Japon et la Chine, actuellement en panne, mais que M. Miki voudrait faire

aboutir en 1976. Elle est déçue, enfin, par l'échec d'une bonne partie des plans de collaboration russo-japonaise pour le développement de la Sibirie. En juin, Moscou, pour la première fois, proteste officiellement et en termes fort durs, contre la négociation sino-japonaise et ce qu'on a appelé la « clause anti-légionisme », dirigée contre l'U.R.S.S., que la Chine veut y insérer. On doute fort à Tokyo, que la visite ait des résultats positifs. On avait même pensé un moment que M. Gromyko, tout en ayant accepté depuis 1973 l'invitation du Japon, pourrait finir par ne pas venir du tout. Pourquoi vient-il, et que peut-

on attendre des entretiens nippo-soviétiques de ce début de janvier ? En fait, le but premier de son voyage est probablement, selon les milieux officiels japonais, de poursuivre son offensive contre le rapprochement entre Tokyo et Pékin. Ce n'est pas seulement la « clause anti-légionisme » qui suscite l'inquiétude et l'ire des Russes, c'est le traité sino-japonais lui-même, dont Moscou redoute, à terme, un dangereux changement dans l'équilibre des forces en Asie. Pour ramener le Japon vers elle, l'Union soviétique va donc sans doute renouveler la proposition Brejnev du 13 février dernier de « traité de bon voisinage » entre les deux pays. Tel serait le deuxième objectif de M. Gromyko. Moins ambitieux que le traité de paix souhaité par Moscou, il laisserait non résolu le problème des Kouriles et maintiendrait le Japon dans une politique d'équilibre. Il équilibrerait le traité sino-japonais si celui-ci venait tout de même à prendre corps.

Un « Helsinki asiatique » ?

Mais derrière ce projet d'un traité modeste, on voit transparaître de nouveau le plan beaucoup plus vaste et ambitieux de M. Brejnev en faveur d'un système de sécurité collective en Asie. Une idée, ou une formule, que l'on entend de plus en plus souvent ici et qui se réfère à ce même plan, l'initiative de « Helsinki asiatique ». L'U.R.S.S. estimait le moment venu de lancer en Asie une offensive diplomatique afin d'y faire reconnaître, comme en Europe, l'inviolabilité du statu quo et des frontières.

A la veille du voyage de M. Gromyko, Radio-Moscou, dans une émission en japonais, enjolivaient au Japon de l'initiative des « relations nées de la deuxième guerre mondiale », et, de façon significative, évoquaient l'exemple d'Helsinki. Les Japonais ont relevé dans la presse soviétique, les articles qui, ces temps derniers, développent l'idée que l'Asie « a besoin d'un Helsinki ». Promouvoir le plan de sécurité collective asiatique serait donc le troisième objectif de M. Gromyko.

Enfin, depuis le voyage à Pékin du président Ford, on s'interroge à Tokyo sur l'attitude des Etats-Unis. La double offensive de la Chine et de l'U.R.S.S. Pour les Soviétiques, c'est de plus en plus une question cruciale, suscitant des soupçons et une croissante irritation. Moscou redoute qu'en réalité les Etats-Unis soient pour un traité sino-japonais et contre un traité russo-japonais.

L'intérêt de sa visite dépasse de loin les querelles comme celle des Kouriles, sur lesquelles s'attarde la presse. C'est tout le grand jeu de la politique asiatique que lui dépeint entre Chine, U.R.S.S., Etats-Unis et Japon. Tokyo découvre que, déjà acoté dans la guerre froide que se livrent la Chine et l'U.R.S.S., il pourrait se trouver trahi par la rivalité entre les Etats-Unis et l'Union soviétique, qui se poursuit en Asie derrière la façade de la détente.

ROBERT GUILLAIN.

Thaïlande

M. Kukrit Pramot remanie son gouvernement

De notre correspondant

Bangkok. — Après de multiples tractations de couloir, volées, menaces de démission, déclarations et promesses, le premier ministre, le prince Kukrit Pramot, a procédé, jeudi 8 janvier, à son premier remaniement ministériel depuis qu'il a pris le pouvoir il y a dix mois.

Menacé par une offensive de l'opposition modérée et de gauche qui demandait une convocation extraordinaire du Parlement et un vote de confiance, ainsi que par les ambitions de certains membres de sa coalition, qui menaçaient de changer de camp, le premier ministre a montré à la fois qu'il n'avait rien perdu de ses talents d'habile manœuvrier. Il s'est attribué le portefeuille de l'Intérieur, détenu auparavant par M. Boonithong Thongawadi, membre, comme le chef du cabinet, du Parti d'action sociale, qui devient chargé des affaires politiques. Cette promotion vise à calmer la grogne qui agite ce parti, dont plusieurs membres ont annoncé leur intention de voter avec l'opposition. Le parti social nationaliste, du président de l'Assemblée, M. Prasit Kanchanawat, qui se trouve dans l'étrange position de soutenir à la fois le gouvernement, dont il fait partie, et l'opposition obtient un poste supplémentaire de secrétaire d'Etat.

Mais le succès le plus marquant de M. Kukrit est l'entrée de la majorité des membres du parti social-agricole dans le gouvernement, en dépit de l'opposition déterminée de son chef. Ainsi, la coalition dispose d'une vingtaine d'environ cent cinquante sièges sur les deux cent soixante-neuf du Parlement.

La situation politique va-t-elle être assainie par ce remaniement attendu depuis des mois ? Accablé de solliciteurs, obligé d'utiliser toute son énergie à maintenir groupés les membres de la coalition disparate d'une vingtaine de partis conservateurs, le premier ministre n'a guère le temps de résoudre les problèmes, et il doit souvent céder aux pressions qui s'exercent de toutes parts.

Pendant ce temps, les troubles s'intensifient dans le Sud musulman. La situation économique et sociale se dégrade, et l'immobilisme du régime parlementaire commence à laisser certaines fractions de l'opposition. Il y a quelques jours, le groupe d'extrême droite Nawaphon, qui prétend rassembler plusieurs centaines de milliers de membres et dispose de soutiens haut placés, a demandé la dissolution des Assemblées et leur remplacement par un système qui rendrait le régime plus démocratique et plus proche de celui de l'ancien régime militaire, renversé en octobre 1973.

PATRICE DE BEER.

● Six insurgés et un policier ont été tués en une semaine au cours d'affrontements armés dans la province d'Udon (Nord de la Thaïlande). Indique-t-on de source officielle, vendredi 8 janvier, à Bangkok.

< L'HISTOIRE LITTÉRAIRE DE LA FRANCE >

« L'HISTOIRE LITTÉRAIRE DE LA FRANCE sera de ces rares réussites totales qui marquent l'histoire de l'édition. » Jacques CELLARD (le Monde).

POUR LA DIFFUSION DE CETTE COLLECTION

Nous offrons à quelques personnes possédant culture (ENSEIGNANTS SANS POSTE) et enthousiasme, une situation d'avenir.

Ecrire avec C.V. à O.P.F. (no 1359) 2, rue de Séze, PARIS-9*, qui transmettra.

Exceptionnellement le lundi

12 janvier
les Galeries Lafayette
Haussmann - Montparnasse
n'ouvriront
qu'à 13h30
et Belle Epine à 14 h.

PROCHE-ORIENT

Washington met en garde la Syrie et Israël contre toute intervention au Liban

Les déclarations du ministre syrien des affaires étrangères, selon lesquelles son pays interviendrait au Liban « si le processus de partition de ce pays est amorcé » (le Monde du 8 janvier) ont suscité des réactions tant à Washington qu'à Jérusalem. Le ministre israélien de la défense, M. Shimon Peres, a déclaré : « Toute intervention syrienne au Liban, quelle qu'en soit la raison, ne peut laisser Israël indifférent : elle serait considérée comme une invasion (...) et nous aurions à envisager les mesures à prendre. »

Le porte-parole du département d'Etat américain a adressé une mise en garde aux intéressés dans les termes suivants : « Les Etats-Unis sont opposés à toute ingérence extérieure au Liban par quelque

pays que ce soit, y compris la Syrie et Israël (...) Les Etats-Unis ont constamment fait savoir qu'ils étaient en faveur de l'intégrité territoriale du Liban comme l'avait indiqué M. Kissinger dans un message à M. Rachid Karamé, chef du gouvernement libanais, le 5 novembre dernier. Washington a clairement fait connaître aux gouvernements de la région son opposition à toute ingérence étrangère. Les vues des Etats-Unis n'ont pas changé. »

Les combats ont fait rage toute la journée du jeudi 8 janvier à Beyrouth et dans sa banlieue, faisant au moins une trentaine de morts. La situation paraissait se détériorer encore ce vendredi matin.

Violents combats à Beyrouth

De notre correspondant

Beyrouth. — A 100 mètres de distance, paroi à 50 mètres, on se bat au canon et à la mitrailleuse lourde dans les faubourgs de Beyrouth. Les fedayin tentent de forcer le blocus que leur imposent les miliciens phalangistes et de rétablir leurs lignes de communication avec les camps de Tel-Zaatar et de Jisr-El-Bachra, privés de ravitaillement.

L'extension des zones de combat devrait permettre aux fedayin de disperser les forces de leurs adversaires et d'assurer la jonction entre les différentes poches palestiniennes et islamoprogressistes qui flanquent les quartiers chrétiens de Beyrouth. C'est pourquoi un nouveau front a été ouvert jeudi sur la route de Chihab qui mène au quartier général des palestiniens de Sabra. Les combats les plus violents se sont déroulés le jeudi 8 janvier sur cet important axe routier où les adversaires se sont affrontés dans des combats meurtriers qui ont coûté la vie à plusieurs dizaines de personnes.

A Gen-X-Fil, théâtre des violents combats de mercredi, la situation n'a guère changé. Les Palestiniens se maintiennent en certains points stratégiques près du camp de Tel-Zaatar. Toute la panoplie des armes lourdes est engagée : canons antiaériens, lance-roquettes, mortiers, obus antichars, mitrailleuses de différents calibres. Un journaliste américain a eu voir, à la tête des artilleurs phalangistes, un capitaine de l'armée libanaise dirigeant le tir.

« Nous sommes sur la défensive et nous n'avons pas, cette fois, un but stratégique à atteindre », nous a déclaré un milicien des forces chrétiennes de droite quittant le champ de bataille après quarante heures de combat presque ininterrompu. « Ils ont mené cette histoire de blocus pour nous pousser dans une bataille que nous ne voulions pas. »

« A quelques jours du début du Conseil de sécurité consacré à la question palestinienne, les libanais nous ont fait une surprise en trouvant de meilleurs complaisants », explique, de son côté, un combattant du F.P.L.P. que nous rencontrons deux heures plus tard.

En fait, ce nouveau déchaînement de violence est soigneusement provoqué par les extrémistes des deux camps dont les chefs paraissent nettement débordés. MM. Pierre Gemayel et Camille Chamoun soutiennent qu'ils ne pouvaient rien contre la « popu-

lation chrétienne » de la périphérie de Beyrouth, qui a d'elles-même saisi les canons chargés de farine et destinés au camp palestinien de Tel-Zaatar. C'est exact si l'on entend par « population chrétienne » les chefs militaires locaux des phalangistes et leurs alliés.

Il en est de même des extrémistes palestiniens qui contrôlent les deux camps assiégés et qui sont restés sourds aux conseils de modération de M. Yasser Arafat. Le F.P.L.P. et le F.P.L.P.-Commandement général seraient, en effet, très satisfaits si ces affrontements pouvaient entraver la mission de la désignation de l'O.L.P. au Conseil de sécurité et compromettre le processus de normalisation dans la région qui doit déboucher sur une paix négociée avec Israël.

Un plan politique, la crise semble atteindre son paroxysme. Le conseil des ministres ne s'est toujours pas réuni à cause des

divergences entre le chef de l'Etat et le ministre de l'Intérieur, d'une part, et le président du conseil, d'autre part. Ce dernier refuse toujours de faire appel à l'armée pour qu'elle rétablisse la sécurité dans le pays et craint par-dessus tout qu'une telle mesure ne débouche en un conflit entre la troupe et la résistance palestinienne.

Jeudi soir, à la télévision, M. Rachid Karamé s'en est pris « aux extrémistes des deux bords », à son propre ministre de l'Intérieur, M. Camille Chamoun, et au chef des forces progressistes, M. Kamal Joumblatt. A M. Chamoun, qui commande une milice alliée des phalangistes, le premier ministre a reproché d'être à la fois juge et partie et a évoqué le célèbre apologue arabe « du voleur chargé de peindre sur les objets volés ». Pour sa part, le ministre de l'Intérieur s'est déclaré une fois de plus favorable à une intervention de l'armée, « celle-ci pouvant seule encore sauver le pays du chaos ».

ÉDOUARD SAAB.

OUTRE-MER

Territoire français des Afars et des Issas

LES ADVERSAIRES DE M. AREF RÉCLAMENT DE NOUVELLES ÉLECTIONS

M. Ali Aref Bourhan, président du gouvernement du Territoire français des Afars et des Issas, a réclaté, jeudi 8 janvier, au cours des entretiens préparant l'indépendance, qui se déroulent actuellement au secrétariat d'Etat aux territoires et départements d'outre-mer, le maintien à Djibouti du dispositif militaire français.

Dans un memorandum remis à M. Olivier Stirn, le sénateur Barkat Gourat, chef de file des treize parlementaires qui ont refusé leur confiance, le 18 novembre, à M. Aref, fait état d'une « menace de guerre civile » et écrit : « Si la population ne peut, avant la date de l'indépendance, manifester démocratiquement, notamment par des élections libres, sa volonté ; si le pays doit être remis, pleins et poignés, à l'actuel président du gouvernement, où est l'indépendance ? Où est la justice ? Où est la liberté ? »

M. Aref a assuré, pour sa part, qu'il ne voyait pas « la nécessité d'organiser de nouvelles élections à Djibouti ».

D'autre part, le Mouvement de libération de la Côte des Somalis, dans un communiqué publié jeudi à Alger, a exigé comme préalable à toute négociation la démantèlement du mur de la honte qui isole la capitale du reste du territoire, le retour de tous les réfugiés qui vivent en dehors du pays, la libération de tous les détenus politiques, et le démantèlement de la base française de Djibouti.

Enfin, la Somalie, dans un communiqué de son ambassade à Rome, a protesté contre « la volonté française de rester à Djibouti ». « Le gouvernement français, conclut ce texte, veut dialoguer avec son propre reflet au détriment d'un véritable dialogue avec le peuple intéressé. »

EN DIRECT DU BRÉSIL

LE CUIR...



La Boutique du Brésil

43, Avenue de Friedland Paris 8^e tél. 359.22.10
5, Promenade des Anglais Nice tél. 87.16.07

SALON EN CUIR
20 AUTRES MODELES - 16 COLORIS
SOFA 3 PLACES 3120 F
2 FAUTEUILS A 1240 F L'UN

5600 F

مكتبة من الأصل

McD

SOLDE

AFRIQUE

La Syrie et Israël ou au Liban

Le 9 janvier, y compris la Syrie et Israël, les forces de l'intégrité territoriale du Liban ont été rétablies. M. Kissinger, dans un message adressé à M. Karame, chef du gouvernement libanais, a déclaré que les forces de l'intégrité territoriale du Liban ont été rétablies. M. Karame, chef du gouvernement libanais, a déclaré que les forces de l'intégrité territoriale du Liban ont été rétablies.

Le 9 janvier, y compris la Syrie et Israël, les forces de l'intégrité territoriale du Liban ont été rétablies. M. Kissinger, dans un message adressé à M. Karame, chef du gouvernement libanais, a déclaré que les forces de l'intégrité territoriale du Liban ont été rétablies.

Beirut

Le 9 janvier, y compris la Syrie et Israël, les forces de l'intégrité territoriale du Liban ont été rétablies. M. Kissinger, dans un message adressé à M. Karame, chef du gouvernement libanais, a déclaré que les forces de l'intégrité territoriale du Liban ont été rétablies.

MER

Le 9 janvier, y compris la Syrie et Israël, les forces de l'intégrité territoriale du Liban ont été rétablies. M. Kissinger, dans un message adressé à M. Karame, chef du gouvernement libanais, a déclaré que les forces de l'intégrité territoriale du Liban ont été rétablies.

Le séisme des Afars et des Issas

Le 9 janvier, y compris la Syrie et Israël, les forces de l'intégrité territoriale du Liban ont été rétablies. M. Kissinger, dans un message adressé à M. Karame, chef du gouvernement libanais, a déclaré que les forces de l'intégrité territoriale du Liban ont été rétablies.

NOUVELLES ÉLECTIONS

Le 9 janvier, y compris la Syrie et Israël, les forces de l'intégrité territoriale du Liban ont été rétablies. M. Kissinger, dans un message adressé à M. Karame, chef du gouvernement libanais, a déclaré que les forces de l'intégrité territoriale du Liban ont été rétablies.

LEUR

Le 9 janvier, y compris la Syrie et Israël, les forces de l'intégrité territoriale du Liban ont été rétablies. M. Kissinger, dans un message adressé à M. Karame, chef du gouvernement libanais, a déclaré que les forces de l'intégrité territoriale du Liban ont été rétablies.

LEUR

Le 9 janvier, y compris la Syrie et Israël, les forces de l'intégrité territoriale du Liban ont été rétablies. M. Kissinger, dans un message adressé à M. Karame, chef du gouvernement libanais, a déclaré que les forces de l'intégrité territoriale du Liban ont été rétablies.

LEUR

Le 9 janvier, y compris la Syrie et Israël, les forces de l'intégrité territoriale du Liban ont été rétablies. M. Kissinger, dans un message adressé à M. Karame, chef du gouvernement libanais, a déclaré que les forces de l'intégrité territoriale du Liban ont été rétablies.

LEUR

Le 9 janvier, y compris la Syrie et Israël, les forces de l'intégrité territoriale du Liban ont été rétablies. M. Kissinger, dans un message adressé à M. Karame, chef du gouvernement libanais, a déclaré que les forces de l'intégrité territoriale du Liban ont été rétablies.

A LA VEILLE DU «SOMMET» D'ADDIS-ABEBA

L'O.U.A. ne semble pas en mesure de mettre un terme à la guerre civile angolaise

Si l'annonce, de source américaine, du prochain retrait des troupes sud-africaines d'Angola — qui n'a pourtant pas été confirmée par Pretoria — a été bien accueillie par les délégations africaines à Addis-Abeba, la conférence préparatoire au «sommet extraordinaire» de l'Organisation, a tourné court, le 9 janvier, à l'avant-veille de l'ouverture de la réunion.

Les ministres des affaires étrangères des quarante-six pays membres de l'O.U.A. qui devaient discuter deux jours durant du programme de la conférence se sont en effet séparés après deux heures, laissant aux chefs d'Etat le soin de traiter cet épineux problème. C'est ce que leur avait conseillé le général Teferi Bante, président du gouvernement militaire provisoire d'Éthiopie, dans son discours inaugural, en leur demandant de «se garder de toute décision prématurée».

Ce faux départ donne un avant-goût des difficultés qu'auront les chefs d'Etat africains à se mettre d'accord au cours de ce «sommet», réuni à l'initiative du général Siyad Barre, président de la République démocratique de Somalie.

Le 6 janvier, le ministre des affaires étrangères de la Guinée-Bissau déclarait, pour sa part, avant de gagner la capitale éthiopienne : «Nous allons à Addis-Abeba défendre une position claire d'appui inconditionnel au M.P.L.A.».

Un certain désarroi règne dans les rangs de ceux qui soutiennent les adversaires de M. Neto. Rare sont les chefs d'Etat — c'est le cas, par exemple, des dirigeants angolais — qui se sont abstenus de prendre, de quelque façon que ce fut, position pour aucun des trois mouvements en compétition. Le fait que le M.P.L.A. se présente à Addis-Abeba en position de force n'implique point, pour autant que la cohésion de l'Organisation de l'unité africaine ne soit pas, une fois encore, comme à l'époque de la guerre civile nigéro-biafraise par exemple, soumise à une rude épreuve.

Les difficultés s'annoncent d'autant plus sérieuses pour l'organisation panafricaine que le maréchal Amine, son président en exercice, et M. William Eteki

Mbomoua, son secrétaire général, sont deux personnalités à l'opinion contestée. Le naturel fantasque et les revirements imprévisibles du chef de l'Etat ougandais ont à peu près réduit à néant son crédit international. Quant au secrétaire général de l'O.U.A., on lui reproche d'avoir indirectement pris parti pour M. Holden Roberto dès le mois de novembre dernier.

Il paraît impossible qu'aucun des trois mouvements nationalistes angolais puisse réaliser l'unité nationale des dirigeants des Etats d'Afrique sur son nom. Le sommet d'Addis-Abeba peut néanmoins ne pas être stérile dans la mesure où ses participants parviendront à éviter une internationalisation plus ou moins du conflit. Or, dans toutes les capitales sud-africaines, on est d'ores et déjà résolu à intervenir dans la mesure où les dirigeants des Etats d'Afrique sur son nom. Le sommet d'Addis-Abeba peut néanmoins ne pas être stérile dans la mesure où ses participants parviendront à éviter une internationalisation plus ou moins du conflit.

Le 6 janvier, le ministre des affaires étrangères de la Guinée-Bissau déclarait, pour sa part, avant de gagner la capitale éthiopienne : «Nous allons à Addis-Abeba défendre une position claire d'appui inconditionnel au M.P.L.A.».

Philippe Decraene.

Mauritanie

NOUAKCHOTT RETIRE DE LA CIRCULATION SES BILLETS DE BANQUE IMPRIMÉS EN ALGÉRIE

(De notre correspondant.)

Dakar. — La Mauritanie vient de procéder au changement de la plupart de ses billets de banque. Effet de vertu d'un décret du 23 décembre et terminés le 31 décembre, cette mesure avait officiellement pour but d'«homogénéiser» les billets actuellement en circulation en retirant ceux dits de l'émission type 1973, soit les billets de 1 000 et 200 ouguyas et la plupart des billets de 100 ouguyas.

En fait, bien qu'aucune déclaration n'ait été officiellement faite à ce sujet, tous les observateurs constatent que ce sont ces billets imprimés en Algérie lors du lancement de la monnaie nationale mauritanienne qui ont été retirés de la circulation pour être remplacés par d'autres imprimés en République fédérale d'Allemagne.

Ces mêmes observateurs en déduisent que les autorités mauritanaises craignent certainement depuis quelque temps que le Front polaire n'utilise des billets qui auraient pu être spécialement imprimés pour son compte à Alger où les «planètes» se trouvent encore. Les responsables algériens auraient pu aussi prêter, par des émissions clandestines, l'appui de l'onguyas. — P.B.

Le séjour à Paris du premier ministre marocain

M. Ahmed Osman annonce que le roi Hassan II fera une visite officielle en France au début d'avril

Au terme des entretiens de Paris du premier ministre marocain, M. Ahmed Osman, il a été annoncé que le roi Hassan II effectuera une visite officielle en France début avril. La visite du souverain marocain était, certes, prévue, mais la date n'avait pas été fixée. L'accord à cet égard a été conclu au cours d'un entretien en tête à tête entre M. Osman et le président Ciscard d'Estaing, qui avait offert, le 9 janvier, un déjeuner en l'honneur de son hôte.

L'annonce de la prochaine visite du roi prend un relief particulier à un moment où la tension est vive entre l'Algérie et le Maroc et où les relations franco-algériennes traversent une phase délicate. Rien n'est venu confirmer jusqu'ici le projet de visite en France du président Boumediène, elle aussi prévue pour le début de cette année. Pour sa part, M. Ahmed Osman a révélé la date du voyage de Hassan II, le jour même où le Front Polisario a mis la France en garde contre une éventuelle «collusion» avec le pays qui pratique, selon lui, un véritable «génocide» contre les populations sahraouies.

Dans l'après-midi de jeudi, M. Chirac et Ahmed Osman se sont entretenus pendant près d'une heure avant que la réunion soit ouverte à l'ensemble des deux délégations. Ces conversations, selon le premier ministre français, se sont déroulées dans une «atmosphère extrêmement cordiale». Elles ont porté tant sur la situation internationale que sur les questions bilatérales. M. Osman a exprimé le vœu que le déficit de la balance

commerciale soit réduit, mais M. Chirac lui a fait remarquer que la balance des paiements était, en revanche, favorable au Maroc grâce au envoi d'argent des travailleurs immigrés en France.

A M. Osman, qui s'interrogeait de la baisse des acquisitions de phosphates, le premier ministre français a indiqué que le gouvernement français en sorte de stimuler les achats marocains.

Le problème de l'augmentation de l'aide financière de la France au Maroc sera «étudié de près par le gouvernement français». Dans le domaine de la coopération industrielle, de nouveaux projets sont envisagés. Un accord de principe a été conclu pour la réalisation par les entreprises françaises d'un contrat de 300 millions de francs pour l'installation du complexe pétrochimique de Mohammédia II.

D'autres projets ont été envisagés comme celui de l'irrigation de 100 000 hectares dans la plaine du Gharb. Ce plan nécessiterait notamment, la construction d'un barrage.

Tous ces projets seront mis au point à l'occasion du voyage que doit faire au Maroc en février prochain M. Norbert Ségard, ministre du commerce extérieur.

M. Ahmed Osman devait quitter Paris ce vendredi soir après une conférence de presse à l'hôtel Crillon.

LE TOURISME SÉNÉGALAIS EST-IL BIEN PARTI ?

Le tourisme sénégalais a quelques années d'existence. C'est peu pour ériger victoires. C'est assez pour dresser un premier bilan et en tirer les enseignements pratiques. Vous trouverez dans le No 77 d'Afrique, la seule revue économique et sociale africaine, un état des lieux de l'industrie touristique en Afrique noire (avec mieux qu'un bon petit) Abon. 5 francs par an (70 FF par chèque C.C.P. 93 22 Africa, Dakar, B.P. 1822)

Algérie

Un «réseau de saboteurs» est appréhendé

(Suite de la première page.)

Après sa libération, il regagne l'Europe et publie, en 1970, un ouvrage intitulé *Reconstruire l'Occident*, préfacé par M. Georges Bidault.

Après avoir noté que le S.O.A. a été fondé pendant la guerre d'octobre et au lendemain du «sommet» des non-alignés à Alger, l'A.P.S. accuse le S.D.E.C.E. d'avoir «utilisé un ramassage de mercenaires, de trahisons et de collaborations, et de nostalgiques de l'O.A.S. Les pseudo-mouvements successifs de 1963, 1965, 1973 et 1975, affirme-t-elle, ont été inventés par les services spéciaux pour attaquer l'Algérie et tout ce qu'elle représente».

Commentant l'attentat contre El Moudjahid, l'A.P.S. écrit encore : «Le but évident recherché par les auteurs de l'opération demeure à l'étranger était de créer des troubles à l'intérieur du territoire national, de

faire croire à l'existence de problèmes intérieurs et de polariser, par voie de conséquence, l'opinion publique interne sur des problèmes fabriqués de toutes pièces par les ennemis du peuple algérien et de la révolution socialiste. L'explosion des bombes devait couvrir le campagne de presse menée sous azimuts par certains pays, et notamment en France, pour accréditer l'idée que l'Algérie connaît des difficultés de tous ordres».

Les dirigeants algériens affirment que, en dépit des promesses faites à maintes reprises par les plus hautes autorités françaises, les enquêtes menées en France traînent en longueur ou n'aboutissent pas lorsqu'il s'agit d'attentats racistes contre des biens ou des ressortissants algériens. Ils s'en étonnent d'autant plus aujourd'hui que M. Medeghri, alors ministre de l'Inté-

rieur, avait fourni avant sa mort nombre de renseignements à M. Piotrowski, lors de la visite de ce dernier, à Alger, en décembre 1974. L'affaire qui vient d'éclater a semé la consternation dans les milieux algériens d'Algérie. Elle risque d'avoir de sérieuses répercussions sur les rapports franco-algériens. Déjà mauvais sur le plan économique, ces rapports se sont également détériorés sur le plan politique. L'Algérie reprochant à la France de soutenir le Maroc et la Mauritanie dans la crise du Sahara occidental.

PAUL BALTA.

(Dans les milieux autorisés proches des services français de renseignements on dément que les noms rapportés de source algérienne soient ceux d'agents des services spéciaux, et on refuse formellement les accusations rapportées par l'Algérie-Presse Service.)

DANS LE CADRE DE L'ENQUÊTE

Une directrice d'école de Marseille est gardée à vue à Alger

De notre correspondant régional

Marseille. — La directrice d'une école maternelle de Marseille, Mlle Marie-Hélène Schloesing, trente-deux ans, qui avait passé ses vacances de Noël en Algérie a été interpellée le 4 janvier, à bord du *Stella Normandica*, qui allait vers l'Algérie. Mlle Schloesing est, depuis cette date, gardée à vue dans les locaux de la police de Marseille. Mlle Schloesing est, depuis cette date, gardée à vue dans les locaux de la police de Marseille.

Le 4 janvier dans la matinée, alors que nous nous apprêtons à embarquer à Alger, les passagers de nationalité française ont été retenus dans le hall de la gare maritime. Nous avons appris à ce moment-là le pistage du journal *El Moudjahid* qui avait

eu lieu la veille au soir, vers 22 h. Après qu'une dizaine de personnes, dont je faisais partie, ait été interrogée par la police de port, nous avons pu embarquer sur le *Stella Normandica*, qui a quitté Alger vers 14 h 30.

Deux Français, M. Jean-Luc Nétou et Philippe Laconte, avaient cependant été retenus à terre. Leurs amis, Mlle Marie-Hélène Schloesing et Marie-Thérèse Roustan, résidant également à Marseille, ont téléphoné à leur intermédiaire alors que deux de leurs dévoués, M. Hadj-Dris et Ben Zegoutia, n'auraient pas encore eu accès au dossier. Quant à l'avocat désigné par la S.S.C.M., M. Sakr, il n'a pas encore été agréé par la justice militaire.

Répondant à une lettre que lui a adressée M. Pierre-Bernard Cousté, député apparenté U.D.R. du Rhône, qui s'interrogeait du sort des deux ingénieurs, M. Mohamed Bedjaoui, ambassadeur d'Algérie en France, écrit notamment que M. Pellole et Chaudard ont été «normalement déjétés devant la justice et que les autorités françaises compétentes ont été régulièrement informées. En particulier, le consul de France a pu leur rendre visite conformément à la convention consulaire algéro-française, bien que celle-ci n'ait toujours pas été ratifiée par la France».

Le diplomate ajoute que ce ne sont pas deux cadres, l'un britannique, l'autre tunisien, qui sont détenus dans les mêmes conditions (le *Monde* du 17 décembre 1975), mais trois : un autre britannique étant impliqué dans l'affaire. «Je note, poursuit-il, que, jusqu'ici, la Grande-Bretagne, qui, traditionnellement, porte haut le principe de l'innocence présumée, ne s'est pas mobilisée sur option pour une affaire de droit commun et a fait sagement confiance à la justice algérienne. Il est à peine besoin de dire que l'Unité en a fait de même».

GUYPORTE.

L'attentat au consulat d'Algérie à Marseille avait fait quatre morts

De notre correspondant régional

L'explosion d'une bombe de forte puissance dans le hall d'entrée du consulat d'Algérie, 28, rue Dieudé à Marseille, le 14 décembre 1975, avait fait quatre morts et une vingtaine de blessés, dont cinq grièvement atteints. Cet attentat avait soulevé une grande émotion en France et suscité de vives réactions en Algérie. Une organisation se disait composée d'anciens Français d'Algérie, le Club Charles Martel, en avait revendiqué la responsabilité.

L'enquête menée par le S.R.P.J. de Marseille s'était notamment orientée vers les milieux d'extrême droite des Bouches-du-Rhône et du Var. La police avait indiqué au début de février 1976 que deux cent quarante personnes avaient été entendues à titre de témoins. En dépit de ces nombreuses auditions et des perquisitions opérées au domicile des personnes interrogées, ainsi que dans les

locaux de plusieurs organisations, aucune piste sérieuse ne devait être trouvée.

Dans les mois suivant l'attentat contre le consulat, deux autres attentats avaient été dirigés contre des organismes algériens à Marseille. Dans la nuit du 18 au 19 juillet 1976, un engin avait explosé devant le siège de l'Association des Algériens en Europe, 71, rue Saint-Jacques, ne causant que des dégâts matériels limités. Dans la nuit du 12 au 13 septembre, une explosion endommageait gravement les locaux du siège régional de la compagnie Air Algérie, 19, boulevard Maurice-Bourdrel, face à la gare Saint-Charles. Ce dernier attentat avait été revendiqué dans une communication téléphonique à l'Agence France-Presse, par une personne disant appartenir à l'Organisation des Soldats de l'Opposition des Algériens (S.O.A.) amis par Mouloud Kouame. — G.P.

Aujourd'hui et jours suivants

Mc Douglas

BOUTIQUE 155, FAUBOURG SAINT-HONORÉ 51, cours de l'Intendance BORDEAUX

SOLDE Vêtements de peau, jusqu'à 60 %

Le Monde réalise chaque semaine
UNE SÉLECTION HEBDOMADAIRE
Réservez aux lecteurs résidant à l'étranger

Numéro spécimen sur demande
5, rue des Italiens, 75427 PARIS cedex 08

ON EN CUIT
15 COLORES
ACES 9107
1240 F-011

5600

Les grèves de solidarité avec les travailleurs du métro de Madrid s'étendent

J.A. N.

NOUS DÉCLARE M. CAMACHO

Une reconversion nationale

Italie

De notre correspondant

(1) Du nom de M. Marcelo Caetano, qui avait succédé, comme chef du gouvernement portugais, au dictateur Salazar.

L'AGENCE TASS: la santé de Pliouchitch s'est améliorée.

« Actuellement, Leonid Pflouchitch se prépare à partir pour Israël en compagnie de Tatiana Jitnikova. »

M. NORDLI SUCCEDERA A M. BRATTEN


[En avril 1976, le congrès du parti travailliste avait, en raison de la décision de M. Bratelli de quitter la présidence du parti et d'abandonner

LE RAPPORT DE M. TINDEMANS

L'AMBASSADE DU ROYAUME DU MAROC A PARIS
présente à
LA MAISON DU MAROC
161, rue Saint-Honoré, PARIS 1^{er}
UNE EXPOSITION CONSACREE A

LA MONNAIE MAROCAINE

Du 9 au 23 janvier 1976



هكذا من الأصل

POLITIQUE

L'ÉLECTION DU PARLEMENT DE STRASBOURG AU SUFFRAGE UNIVERSEL

M. PONTILLON (P.S.) : certaines objections du P.C.F. pourraient être levées.

Dans une interview à l'hebdomadaire le *Monde*, le député M. Robert Pontillon, membre du secrétariat du parti socialiste (chargé des relations internationales), évoque la perspective de l'élection du Parlement européen au suffrage universel, et note : « Le parti socialiste est très favorable à cette élection. (...) Il est vrai que socialistes et communistes sont en désaccord sur le principe de cette élection. Il me semble pourtant que certaines objections du P.C.F. pourraient être levées si un mode de scrutin démocratique était adopté. Le parti communiste italien partage d'ailleurs notre point de vue. »

M. CHIRAC : un faux problème.

Dans une interview accordée à *Midi Libre*, et que ce journal publie vendredi 9 janvier, M. Jacques Chirac évoque les problèmes de politique étrangère en disant notamment :

« Le président de la République continue de pratiquer la politique étrangère que le gouvernement français a menée depuis le début de la V^e République. C'est tout particulièrement vrai en matière d'indépendance nationale, où M. Valéry Giscard d'Estaing a maintenu les principes de notre défense. Il en est de même pour la politique européenne. »

« Je sais que l'on voudrait susciter des tensions à l'intérieur de la majorité à propos de l'élection du Parlement européen au suffrage universel. Je crois que c'est en fait un faux problème : le traité de Rome a prévu expressément cette procédure, et il ne m'apparaît pas, dans ces conditions, que nous transgressions sur ce point les principes essentiels de notre politique étrangère. »

Après les attentats contre la NAF

UN TEXTE DE SOUTIEN AU MOUVEMENT ROYALISTE

Après les attentats récemment commis contre le local parisien de la Nouvelle Action française (le *Monde* du 24 décembre), un certain nombre de personnalités ont publié un texte de soutien au jeune mouvement royaliste. Cet appel a notamment reçu les signatures de MM. Pierre Bontange, Henri Clavel, sénateur du Lot-Garonne (gauche démocratique), Maurice Clavel, Jean Duport, Georges Montaron, Alain Peyrefitte, ancien ministre, Philippe Tesson et Gustave Thibon.

Le texte précise : « Les sous-signés ne sont pas tous membres de la Nouvelle Action française. Ils sont même, pour certains d'entre eux, en désaccord total avec la plupart de ses options. Mais ils constatent que la NAF s'est efforcée de nouer un dialogue avec les représentants de toutes les familles politiques et intellectuelles du pays, et qu'elle a su instaurer en France un climat de guerre civile. (...) Ils redoutent la montée d'un climat de provocation qui, résidant des royalistes aujourd'hui, peut atteindre demain tous les hommes libres de ce pays. »

★ NAF, 17, rue des Petits-Champs, 75002 Paris.

● Huit des treize conseillers municipaux de Soudouche (Lot-et-Garonne) ont donné leur démission, jeudi 8 janvier. élus en 1971, ils reprochent au maire, M. Joseph Caillieux, âgé de soixante-trois ans, « de ne pas les associer suffisamment à la gestion de la commune, et de prendre des décisions sans que soient tenus au courant les conseillers et la population ». M. Caillieux exerce ses fonctions depuis trente et un ans.

● L'Union des jeunes pour le progrès de l'Ile-de-France organise une Journée régionale dimanche 14 janvier, à l'hôtel de ville de Créteil (Val-de-Marne), au cours de laquelle prendront notamment la parole MM. Michel Jobert, Jean Charbonnel et Jacques Daur.

● M. François Mitterrand, premier secrétaire du parti socialiste, s'est entretenu, jeudi 8 janvier, à Paris, avec M. Felipe Gonzalez, secrétaire général du parti socialiste ouvrier espagnol. Outre la situation en Espagne, les deux hommes ont notamment évoqué la prochaine conférence des partis socialistes de l'Europe du Sud qui se tiendra à Paris les 24 et 25 janvier.

Une lettre de M. Étienne Hirsch

M. Étienne Hirsch, ancien président de la commission de l'Économie, nous écrit :

Dans son article : « Une diplomatie au centre ? » (le *Monde* du 31 décembre 1975), M. André Fontaine résume fort pertinemment le procès d'inconstitutionnalité que M. Michel Debré fait à l'élection du Parlement européen. Il paraît par contre bien difficile de suivre son raisonnement lorsque, faisant état des penchants atlantiques de l'opinion des autres pays membres de la Communauté et des conséquences qui peuvent en résulter pour une Europe dotée d'un Parlement élu au suffrage universel direct, il conclut ainsi :

« Les choses étant ce qu'elles sont, il faut beaucoup d'optimisme pour croire que c'est ainsi qu'on aboutira à créer une Europe suffisamment distincte des États-Unis pour se faire respecter et par eux et, ce qui n'est pas moins important, par l'autre Super-Grand. »

Il s'agit là d'une situation purement statique d'une situation que souligne bien l'expression « les choses étant ce qu'elles sont ». Or les choses sont en mouvement, et ce mouvement est différent de ce qu'elles sont quand l'intérêt commun européen dispose d'un puissant moyen d'expression publique, et surtout quand un gouvernement fédéral européen, contrôlé démocratiquement, possède la compétence dans le domaine de la politique étrangère. L'Europe parlant d'une seule voix, ce sera un monde totalement différent du monde actuel dans lequel chacun de nos pays, moyen ou petit, fait du tête-à-tête avec finalement plus puissants que lui, que ce soit à l'Ouest ou à l'Est, et où chacun s'efforce de montrer qu'il est un interlocuteur plus écouté que son voisin par le géant soit américain, soit soviétique.

A l'appui de ceci on peut citer l'expérience probante qui a été

faite dans le domaine des échanges commerciaux qui relevait de la compétence de la Communauté économique européenne lors du « Kennedy round ». Les États-Unis, comprenant fort bien la situation, se sont efforcés alors d'obtenir que les discussions, dans le cadre du GATT, se déroulent avec chaque État pris individuellement. Fort heureusement, la Communauté, qui ne comptait encore que six membres, ne s'est pas laissée manœuvrer et s'est exprimée d'une seule voix, celle de Jean Rey, et a obtenu des succès impossibles à espérer autrement.

Bien loin de maintenir une dépendance, ou pire même de l'accroître, à l'égard des États-Unis, une union politique de l'Europe, dotée d'instruments efficaces d'expression et de décision, est seule en mesure de nous faire respecter et traiter sur un pied d'égalité par les grands pays. Elle seule nous permettra aussi de surmonter nos complexes d'infériorité qui se traduisent trop souvent dans des attitudes d'hostilité mesquine et négative.

Par ailleurs, on a soulevé, en ce qui concerne la composition du Parlement européen, la question d'une représentation proportionnelle au nombre des habitants. Le Parlement actuel, élu au second degré — est parvenu à un accord sur une proposition fort sage. Tout en tenant largement compte du nombre des habitants, elle donne un coup de pouce en faveur des petits pays. Elle fait donc très mauvaise querelle que de s'en offusquer. Dans notre propre pays, un député de la Lozère n'a-t-il pas dix fois moins d'électeurs qu'un député de région parisienne ? Aux États-Unis, le minuscule État de Delaware n'a-t-il pas deux sénateurs comme l'immense Californie ?

LA TRIBUNE DE DISCUSSION DU XXII^e CONGRÈS DU P.C.F.

M. Silvain (C.G.T. Renault) s'interroge sur le militantisme politique dans l'entreprise

M. Roger Silvain, secrétaire général du syndicat C.G.T. de la région Renault, membre de la cellule Khan de la section de Boulogne-Billancourt, intervient dans la tribune de discussion du XXII^e congrès du P.C.F. (l'Union) du 8 janvier sur le thème des rapports entre le parti et le syndicat à l'entreprise. Il rappelle que dans la tradition de la gauche réformatrice « le syndicat est, d'abord, un lieu de l'émancipation syndicaliste, militait pour l'idée que la politique se fait en dehors du travail, le syndicat seul dans l'entreprise ayant place et droit de cité — idée que nous retrouvons d'ailleurs portée actuellement par la C.F.D.T. »

« Ces idées, note-t-il, ont profondément marqué la classe ouvrière, y compris dans son avant-garde. »

De nombreux communistes, selon M. Silvain, se posent encore la question : « À quel moment, et à quel endroit, ai-je le droit de militer politiquement dans l'entreprise ; ne vais-je pas porter tort au syndicat, etc. ? »

Après avoir distingué l'exercice des responsabilités syndicales du travail en faveur du parti, M. Silvain ajoute, en répondant à ceux qui sont tentés de s'orienter vers « un désengagement des communistes de leur activité dans les organisations de masse pour se consacrer essentiellement à la vie

du parti » : « Il est normal que le parti demande à ses militants de se consacrer essentiellement à la vie de leur parti, surtout à un moment où la question des changements fondamentaux se pose avec force. Mais la réflexion doit-elle s'arrêter à cette situation de désengagement syndical pour l'engagement politique, au moment où le parti grandit et grandira encore, au moment où, sur la base de leur travail et de leur travail les travailleurs des entreprises demanderaient à des militants communistes de prendre des responsabilités dans le syndicat ? Ceux-ci ne doivent pas avoir conscience que consacrer un temps nécessaire à faire de la politique dans leur cellule est une nécessité à la fois pour eux, pour le parti et les travailleurs ? »

[En 1972, la direction du P.C.F. avait demandé à certains cadres du parti d'exprimer des fonctions syndicales de revenir à une activité plus nettement politique pour restaurer l'implantation communiste dans les lieux de travail. La volonté de rester « le parti des travailleurs » est toujours présente au P.C.F. En même temps qu'ils favorisent le pluralisme au sein de la C.G.T., pour que cette centrale conserve sa primauté, les communistes sont conduits à renforcer leur présence politique dans les entreprises. L'engagement syndical et l'engagement politique ne peuvent être assumés conjointement, sans que l'un nuise à l'autre.]

LE P.C.F. ET LA « DICTATURE DU PROLÉTARIAT »

Les déclarations de M. Marchais donnent satisfaction au P.S.

En plusieurs épisodes de la rude contrainte qui avait opposé le P.C. au P.S. à partir de la fin de septembre 1974 et qui s'était prolongée pendant toute l'année 1975, le problème des libertés et celui du « contenu » de la démocratie avaient donné lieu à de vives prises de bec. Ainsi, par exemple, M. François Mitterrand avait-il déclaré avec constance, le 14 janvier 1975, sur les antennes de TF1 : « Le P.S. est un parti très démocratique. J'en connais les inconvénients. Un parti démocratique représente un immense avantage, et je serais très content que Georges Marchais veuille y réfléchir. »

Il n'est pas surprenant dans ces conditions que les dernières prises de position du secrétaire général du P.C.F., estimant mercredi 10 janvier qu'il serait opportun de renoncer au dogme de la « dictature du prolétariat », aient été accueillies avec satisfaction par les socialistes, qu'il s'agisse des « majoritaires » ou des « minoritaires ».

M. Gaston Defferre, maire de Marseille, président du groupe de l'Assemblée nationale et membre du bureau exécutif du P.S., a déclaré jeudi 8 janvier sur les antennes d'Europe 1 : « Il semble que le parti communiste veuille consacrer l'opinion qu'il peut participer au pouvoir sans que cela présente un danger pour les libertés. C'est une évolution importante après les incidents et

l'atmosphère qui avaient été créés par le parti communiste au cours de ces derniers mois. Dire que cela changera complètement l'attitude du P.C. à notre égard, c'est peut-être excessif. En tout cas, cela nous rapproche. »

Le même jour, M. Jean-Pierre Chevènement, député de Belfort, membre du comité directeur où il est l'un des représentants de la tendance du C.E.R.E.S., a déclaré à Rennes : « L'évolution du parti communiste français est prometteuse pour le développement de l'union de la gauche dans notre pays. » Quant à M. Gilles Martinet, membre du bureau exécutif du P.S., il relève dans le *Quotidien* de Paris que M. Marchais « ne journal pas la moindre justification théorique de cet abandon de la tradition leniniste », mais il n'en constate pas moins : « Le parti communiste a maintenant repris le cours d'une évolution qui avait été interrompue à l'automne 1974 pour faire place à une phase de durcissement. On nous disait que les communistes demeureraient toujours ce qu'ils ont été. C'est faux. La pression des faits les oblige à changer. Donc l'union de la gauche est une bonne stratégie. »

Les dernières déclarations du secrétaire général du P.C.F. semblent ne pouvoir que favoriser le « dégel » entre communistes et socialistes qui s'était amorcé dans les dernières semaines de 1975.

LES AFFAIRES EXTRAORDINAIRES

de JANVIER aux FOURRURES DU NORD les prix

MANTEAUX

| | |
|---------------------------|--------|
| Lapin fantaisie | 980f |
| Regondin morceaux | 1250f |
| Agneau doré | 1350f |
| Murmel | 2850f |
| Pattes d'Astrakan | 1850f |
| Astrakan pleines peaux | 2450f |
| Astrakan pleines peaux | 3650f |
| Astrakan pleines peaux | 4350f |
| Astrakan Breitschwanz | 6350f |
| Astrakan Swakara | 7250f |
| Pahmi | 3250f |
| Vison morceaux | 3650f |
| Rat d'Amérique | 3750f |
| Weasel | 3850f |
| Petit Gris | 4150f |
| Pattes de Guanaco | 4250f |
| Queues de Vison | 4350f |
| Renard bleu | 5650f |
| Castor du Canada | 8250f |
| Vison ranch pleines peaux | 7650f |
| Vison dark | 8250f |
| Vison saphir | 9250f |
| Vison pastel | 10850f |
| Vison tourmaline | 1250f |
| Vison dark allongé | 13850f |
| Vison Blackglama | 15650f |

Vison Black Diamond, Saga, Blackglama, Emba, Chinchilla, Zibeline, Breitschwanz, Astrakan-Swakara, Castor, Renard blanc, bleu, roux.

Service après-vente. Reprise en compte de vos fourrures au plus haut cours. Les plus larges facilités de paiement. Garantie totale sur tous vos achats.

Pour participer à l'opération de sauvegarde des félins tachetés en voie de disparition, aucune fourrure, panthère, ocelot, tigre, guépard, léopard, jaguar, ne sera vendue.

2 ADRESSES LAFAYETTE PASSY

115 à 119 rue Lafayette PARIS 10^e près Gare du Nord

100 avenue Paul-Doumer (Angle rue de la Pompe) PARIS 16^e métro: Muette



Magasins ouverts tous les jours de 9h. à 19h sans interruption, sauf Dimanche

MÉDECINE

L'HUMANISATION DES HOPITAUX

Il faut doubler les crédits pour la disparition des salles communes estime la Fédération hospitalière

Pour réaliser la promesse faite aux élections qu'il n'y aurait plus de salles communes dans les hôpitaux en 1980 il faut doubler la part du budget de l'Etat qui y est consacrée, a déclaré jeudi 8 janvier, M. Pierre Raynaud, délégué général de la Fédération hospitalière de France. Au cours d'une conférence de presse à Paris, à l'occasion des journées nationales de l'hospitalisation publique, au Parc des expositions de la porte de Versailles, qui auront lieu du 11 au 16 janvier prochains, sur le thème « L'hôpital et l'industrie », il a indiqué que, pour moderniser les 180 000 lits d'hôpitaux encore en salles communes, il faudrait un budget annuel de 5 milliards à 6 milliards de francs, dont 2 milliards à la charge de l'Etat, contre un peu plus de 1 milliard inscrit au budget de l'Etat de 1976.

Faisant le point sur la situation actuelle de l'hospitalisation publique en France, M. Raynaud a ensuite noté que chacune des cinq dernières années avait vu naître d'environ 200 000 le nombre d'admissions dans les hôpitaux, et que, parallèlement, la durée moyenne de séjour avait diminué du quart en six ans, passant de 17 jours en 1968 à 13,7 jours en 1974. D'ici cinq à six ans, cette durée devrait encore pouvoir être abaissée à 9 ou 10 jours, notamment au prix d'un effort spectaculaire sur les plateaux techniques, qui, accélérant les examens médicaux, devraient permettre de poser le diagnostic plus vite : aux Etats-Unis, a-t-il précisé, il est courant de trouver quinze à vingt salles de radiodiagnostic pour un établissement de 500 lits, alors qu'en France, on en est fier d'en avoir cinq ou six.

Soulignant que les hôpitaux accueillent chaque année vingt millions de personnes, dont quinze millions en consultation externe, il a indiqué que, à son avis, « l'hôpital peut avoir un rôle important dans le cadre d'une politique de prévention », notamment en développant l'information vers le malade et sa famille.

Il faut donner au médecin conscience des conséquences économiques de sa décision thérapeutique, a encore déclaré M. Raynaud, qui estime que les soins ambulatoires et l'hospitalisation à domicile sont insuffisamment développés. Selon lui, 20 % des personnes hospitalisées n'ont rien à faire dans les hôpitaux, et il a notamment appelé à ce propos l'exemple de la Grande-Bretagne, où les hôpitaux renvoient chez eux 50 % à 60 % des patients pour le week-end. Il a également indiqué que, à la fin du mois de février à Lyon, sera ouvert un hôtel qui accueillera en priorité les malades et leurs familles, à des tarifs conventionnés : il bénéficiera peut-être d'une convention avec la Sécurité sociale, qui permettrait d'assurer à moindre frais le séjour des malades ayant besoin de soins quotidiens mais légers, et de courte durée, radiothérapie, par exemple.

ARMÉE

Sur l'initiative de la C.F.D.T.

UN APPEL POUR LE LIBRE EXERCICE DES DROITS CONSTITUTIONNELS

A l'appel de la C.F.D.T., plusieurs personnalités ont signé un texte qui réclame à la suite de l'incrimination et du maintien en détention de soldats et de militants syndicaux pour participation à une tentative de démolition de l'armée — que « les lumières soient faites, les réactions des faits incriminés et l'arrêt de toutes les incriminations pour délit d'opinion ». Les signataires sont : MM. Robert Badinter, Roland Barthes, Jean-François Bloch-Aïné, Jean-Denis Bredin, Robert Chapsus, Jean-Pierre Chevènement, Jean Daniel, Jacques Delors, Edouard Depreux, Eugène Descamps, Albert Detraz, Mme Marie-Thérèse Eyquem, MM. Jean-Pierre Faya, Roger Garaudy, Philippe d'Iribarne, André Jeanson, Denis Langlois, Jean-William Lapierre, François Leric, Roger Lyon, Gérard Lyon-Caen, Gilles Martinet, Georges Montaron, Didier Motchane, Pierre Naville, Jacques Paris de Bollardière, Laurent Schwartz, Alain Touraine et Pierre Uri.

Par ailleurs, les signataires au nombre d'une centaine, ont relevé les noms de MM. Robert Badinter, Roland Barthes, Jean-François Bloch-Aïné, Jean-Denis Bredin, Robert Chapsus, Jean-Pierre Chevènement, Jean Daniel, Jacques Delors, Edouard Depreux, Eugène Descamps, Albert Detraz, Mme Marie-Thérèse Eyquem, MM. Jean-Pierre Faya, Roger Garaudy, Philippe d'Iribarne, André Jeanson, Denis Langlois, Jean-William Lapierre, François Leric, Roger Lyon, Gérard Lyon-Caen, Gilles Martinet, Georges Montaron, Didier Motchane, Pierre Naville, Jacques Paris de Bollardière, Laurent Schwartz, Alain Touraine et Pierre Uri.

(*) Pour plus d'informations, s'adresser à M. Robert Uri-Ogry, 26 rue Montholon, 75330 Paris Cedex 09.

● Le Syndicat des avocats de France, qui demande, lui aussi, la libération des douze personnes encore détenues sous l'incrimination de démolition de l'armée, a rappelé que la détention provisoire doit être seulement exceptionnelle. En l'occurrence, dit-il, « l'appareil qui rien ne la justifie ». D'autant que « le dossier paraît viser essentiellement un délit d'opinion ». Le S.A.F. a aussi prononcé une nouvelle fois pour la suppression de la cour de sûreté de l'Etat.

● Le général Marcel Bigeard, secrétaire d'Etat à la défense, a déclaré jeudi 8 janvier à Paris qu'il traitait « volontiers » sa « recréation » sur les restes des camarades de Dien-Bien-Phu en réponse à des propos de M. Jules Roy (le Monde daté 9 janvier) selon lesquels le Nord-Vietnam serait prêt à recevoir « avec sympathie » l'ancien officier parachutiste qui participa à la bataille d'Avril à mai 1954.

● PRECISION. — Dans son article sur l'armée de métier (le Monde du 6 janvier 1976), Gaudy avait cité une phrase de la revue Esprit (octobre 1975, p. 354), affirmant : « Il n'est donc pas étonnant que les officiers, privés d'avancement et isolés du reste du pays, rêvent de guerres et de révolutions ». M. Jean Legrand, auteur de l'article auquel cette phrase a été empruntée, nous prie de préciser qu'il n'avait pas voulu émettre un jugement sur l'actuel corps des officiers de l'armée française. Il résumait simplement un texte de Tocqueville, écrit il y a cent quarante ans et trop long pour être cité intégralement dans son article d'Esprit (De la démocratie en Amérique, Ed. 10/18, pp. 346 à 348).

ÉDUCATION

La réforme du deuxième cycle universitaire va être publiée

M. Soisson a fait plusieurs concessions aux syndicats

L'arrêté fixant l'organisation du deuxième cycle universitaire de droit, sciences économiques, sciences exactes, lettres et sciences humaines va être publié d'ici quelques jours, a annoncé M. Jean-Pierre Soisson, secrétaire d'Etat aux universités, le jeudi 8 janvier, au cours d'une conférence de presse. Ainsi doit être achevée la réforme des « formations supérieures » annoncée par la loi d'orientation de l'enseignement supérieur de 1968. Le projet présenté par M. Soisson (et que nous avons analysé dans le Monde des 27 novembre et 27 décembre 1975) a été amendé sur plusieurs points, après une longue, serrée et parfois confuse discussion au Conseil supérieur de l'enseignement supérieur et de la recherche (C.N.E.S.E.R.), le 7 janvier.

Mais le schéma général a été maintenu. Le secrétaire d'Etat a souligné que « pour la première fois, on reconnaît un objectif professionnel, sur la base d'une formation scientifique de deuxième cycle jusqu'à l'orientation presque exclusivement vers l'enseignement. Celui-ci doit rester un débouché important, mais ne peut suffire. Les habilitations devront tenir compte des possibilités d'emploi à l'échelon national et local ». A ajouté M. Soisson, qui a aussi précisé que « la concertation » commencée avec les universités continuerait : les programmes de développement présentés par les établissements devront aussi être basés sur ces habilitations.

D'une durée de deux ans, comme actuellement, le deuxième cycle comportera deux « stages » : la licence et la maîtrise. Du « diplôme d'études universitaires générales » (D.E.U.G.) — qui couronne le premier cycle — à la

licence et à la maîtrise, les formations seront de plus en plus spécialisées ou professionnalisées. La licence doit être conçue comme une formation « cohérente ». Cela répond aux vœux de nombreuses associations d'étudiants qui souhaitent que l'on puisse obtenir un diplôme en fin de troisième année, mais aussi de la fonction publique qui veut maintenir le niveau actuel de recrutement des fonctionnaires de la catégorie A. Mais, concession aux syndicats d'enseignants de gauche, la licence ne sera pas un diplôme « terminal ». D'autre part, selon le vœu du C.N.E.S.E.R., on définira une liste « nationale » de formations de premier cycle, et l'UNEF (tendance Renouveau), qui était vigoureusement hostile à un projet qu'ils jugeaient « mathématisé, ségrégat », se félicite du « maintien de la valeur nationale des diplômes » et de « l'unité du deuxième cycle » grâce au vote du C.N.E.S.E.R. Mais le S.N.T. — Sup appela, dans un communiqué, les conseils d'université à « imposer le respect des engagements pris » par le secrétaire d'Etat, « combattre les abus de l'enseignement, les lobbies et l'autoritarisme », et « s'opposer à tout abaissement du niveau et de la qualité de la formation des maîtres ». Le S.N.E.S. — comme le Syndicat général de l'éducation nationale (S.G.E.N.) — s'opposait en effet à une disposition du projet permettant d'« étaler » sur deux années la préparation de la licence pour les listes A, professeurs de l'enseignement secondaire, pour permettre à ceux-ci de suivre en même temps une « formation préprofessionnelle ». Cette disposition a été maintenue par M. Soisson.

Une application progressive

Le secrétaire d'Etat a fait deux autres concessions. L'une sur la composition des groupes d'études techniques : chargés d'examiner les projets présentés par les universités et correspondant aux « grands secteurs d'activité économique, sociale et culturelle ». Ceux-ci comprendront une majorité d'universitaires au lieu de la moitié. L'autre porte sur l'accès au deuxième cycle : dans les universités, qui ont obtenu les quatre cinquièmes des U.V. de premier cycle peuvent commencer une licence, à condition de

rattrapper ce retard dans l'année. La réforme doit être appliquée progressivement. Les universités pourront obtenir l'habilitation de formations nouvelles — comme la licence de « télécommunications » — déjà organisée à Limoges et à Reims — pour la rentrée 1976. La disparition des formations traditionnelles commencera à la rentrée 1977 et devra être achevée à la rentrée 1979. Des mesures transitoires sont notamment prévues pour les études de droit et sciences économiques, où la licence se fait actuellement en quatre ans.

Le Syndicat national de l'enseignement supérieur (S.N.E.S.) et l'UNEF (tendance Renouveau), qui étaient vigoureusement hostiles à un projet qu'ils jugeaient « mathématisé, ségrégat », se félicitent du « maintien de la valeur nationale des diplômes » et de « l'unité du deuxième cycle » grâce au vote du C.N.E.S.E.R. Mais le S.N.T. — Sup appela, dans un communiqué, les conseils d'université à « imposer le respect des engagements pris » par le secrétaire d'Etat, « combattre les abus de l'enseignement, les lobbies et l'autoritarisme », et « s'opposer à tout abaissement du niveau et de la qualité de la formation des maîtres ». Le S.N.E.S. — comme le Syndicat général de l'éducation nationale (S.G.E.N.) — s'opposait en effet à une disposition du projet permettant d'« étaler » sur deux années la préparation de la licence pour les listes A, professeurs de l'enseignement secondaire, pour permettre à ceux-ci de suivre en même temps une « formation préprofessionnelle ». Cette disposition a été maintenue par M. Soisson.

Le licenciement d'un éducateur syndicaliste à Marseille

Marseille. — La récente décision du ministre du travail d'autoriser le licenciement de M. Henri Mandrille (le Monde daté 4-5 janvier), directeur adjoint de l'Institut de formation d'éducateurs spécialisés (IFES) basé à Marseille, qui dépend du Centre régional pour l'enfance et l'adolescence handicapées, C.R.E.A.J., provoque de nombreuses protestations de la part de

la C.F.D.T., dont M. Mandrille est délégué dans cet établissement. Les formateurs appartenant à ce syndicat ont appelé, jeudi 8 janvier, à une grève reconductible de jour en jour. Sont également prévues une grève des élèves, les 12 et 13 janvier, et une manifestation dans les rues de Marseille, le 16 janvier.

LE MILITANT ET LA PRÉSIDENTE

De notre envoyé spécial

M. Henri Mandrille, n'a-t-il été licencié que « pour motif économique », comme l'affirme la présidente du C.R.E.A.J. ou bien cette décision est-elle fondée — comme elle le semble — sur les activités syndicales de l'intéressé, thèse que défend son syndicat, la C.F.D.T. ? Mme Polino-Chapus, ancien ministre M.R.P. de la Santé et présidente du C.R.E.A.J., a toujours été catégorique, et elle ne fait que répéter aujourd'hui ce qu'elle affirmait déjà au mois de mars 1975 : « Personne n'a jamais démissionné de la C.F.D.T. à cause de ses opinions, et ne le sera jamais ». Pour elle, M. Mandrille s'est acharné à causer sa propre perte en refusant à deux reprises le poste qui lui était

offert pour éviter un licenciement qui a été l'objet d'un vote défavorable. Directeur adjoint de l'IFES Sanderval depuis septembre 1971, M. Mandrille y avait pourtant acquis la réputation d'un technicien de la commande — qui ne conteste pas dans la conduite des actions d'adaptation, qui lui étaient confiées. Selon Mme Polino-Chapus, ce sont les revirements d'une politique ministérielle, marquée du sceau de « l'incohérence la plus totale » qui ont contraint le C.R.E.A.J. à remanier l'organigramme de son personnel : après les circulaires du 31 janvier et du 19 juin 1975, qui réglementent les normes d'encadrement des élèves de financement des centres de formation, il n'était plus possible de continuer dans leurs fonctions, six salariés de l'IFES. La plupart des licenciements envisagés ont été évités par des départs volontaires ou des reclassements dans d'autres établissements.

Des « agitateurs » ?

Pourquoi M. Mandrille, dont le seul cas était réservé, a-t-il été le poste de chef de service du Centre d'action sociale médico-pédagogique (CASME), voisin de Sanderval, qui lui était proposé ? Il y a eu une tentative d'apaiser le militant syndicaliste très actif qu'il est, et son syndicat s'était déclaré hostile à toute mesure individuelle et répressive. L'élaboration d'un plan social d'ensemble.

C'est cette présomption qui a amené l'inspection du travail à refuser, le 9 septembre 1975, le licenciement de M. Mandrille, décision qui avait provoqué le recours introduit par Mme Polino-Chapus auprès du ministre du travail. Depuis 1972, le syndicat C.F.D.T. a fait l'objet à diverses reprises de critiques souvent violentes. Un tract, anonyme, affiché en juin 1972 sur les panneaux officiels de l'IFES au moment des élections dans l'établissement, invitait tout un chacun à ne plus « se fier au terrorisme de ces agitateurs » et à « barrer définitivement les noms des représentants C.F.D.T. ».

Plus récemment, le directeur de l'IFES Sanderval, M. Verdier, crut pouvoir devancer la décision de l'inspection du travail en faisant savoir dès le 1^{er} septembre à M. Mandrille : « Dans l'organigramme de l'IFES, qui m'a été donné par le C.R.E.A.J., je constate que vous ne faites plus partie de cet institut », et en déclarant ne plus pouvoir admettre sa présence. Enfin, la conception d'ensemble de la profession de travailleur social que M. Mandrille défendait ouvertement, n'a pu que peiner puis irriter les « pionniers » de l'éducation spécialisée, et un certain nombre de responsables d'associations qui gèrent des établissements. L'association n'est pas la lot de tous dans une région où circulent des listes noires d'éducateurs connus pour leurs

options syndicales et le radicalisme de leurs conceptions professionnelles.

M. Jacques Papay, délégué C.G.T. des éducateurs de l'IFES, voit, pour sa part, dans cette affaire les conséquences d'une « politique antisociale du pouvoir » et réclame « la nationalisation des établissements ». Il dénonce « le licenciement d'un délégué syndical » et « exige la réintégration des licenciés dans l'ensemble des établissements dépendant du C.R.E.A.J. ».

Dans ces circonstances de crise multiforme — financière (l'IFES Sanderval, après avoir été le plus « riche » de France, dont maintenant qu'on demande des emprunts qui lui permettent de boucler son budget), idéologique (les tenants de l'esprit charitable, les partisans du « juste milieu » et les défenseurs d'une critique totale de la société en train de se affronter de plus en plus vigoureusement) et même syndicale (la solidarité entre la C.G.T. et la C.F.D.T. s'est rompue à la veille d'une journée d'insubordination combinée prévue le 19 novembre dernier) — M. Mandrille pouvait-il connaître un autre sort ? Il le croit, comme le pense, pour des raisons opposées, Mme Polino-Chapus. C'est le seul point d'accord qui subsiste entre un militant convaincu et une personnalité connue à Marseille et ailleurs pour sa détermination inébranlable.

MICHEL KAJMAN.

● L'association des journalistes universitaires vient de renouveler son bureau. Président : Pierre-Bernard Marquet (l'Espresso) ; secrétaire général : Dominique Laury (TF 1) ; secrétaire général adjoint : Jean-Pierre Spirit (Sud-Ouest) ; trésorier : Edmond Vandermeech (Pétroglyte) ; membres : Catherine Arditi (le Monde), Philippe Boggio (le Quotidien de Paris).

SCIENCES

UNE INITIATIVE DU COLLÈGE DE FRANCE : DES CONFÉRENCES POUR NON-SPECIALISTES

Le Collège de France vient de prendre l'heureuse initiative d'organiser, au cours du premier trimestre 1976, trois conférences pour un public non spécialisé et des chercheurs débutants. L'équipe dirigée par le neurologue et malade des mentales, le lundi 12 janvier à 20 h. 30 (salle 8) ; J.C. Peckol, de l'activité solaire et la météorologie terrestre, le lundi 16 février à 18 heures (salle 8) ; et P.-G. Gennes de « problèmes de percolation : alliages, caoutchoucs, épidémies », le lundi 15 mars à 18 heures (salle 8).

GRÈVE D'ENSEIGNANTS ET DE PARENTS D'ÉLÈVES

Plusieurs établissements primaires et secondaires sont touchés ces jours-ci par des grèves d'enseignants ou de parents d'élèves.

● A MARSEILLE, notre correspondant nous indique que les syndicats d'enseignants, le personnel non enseignant et les parents d'élèves du lycée Fauriel ont fait grève — à 90 % — les 8 et 9 janvier pour protester contre l'extinction du premier cycle dans cet établissement, qui doit débiter à la rentrée de 1976 par la suppression des classes de sixième.

● A VIC-SUR-CERRE (Cantal), les parents des cinq cents élèves des écoles maternelle et primaire et du collège d'enseignement général observent une grève depuis le 1^{er} janvier pour demander la construction du collège d'enseignement secondaire depuis 1965.

● PRES D'ALLES (Gard), les parents d'élèves de l'école maternelle de Rochefelle (cent quarante enfants, dont quarante grévistes depuis jeudi 8 janvier) ont obtenu l'ouverture d'une quatrième classe.

● DANS QUATRE DÉPARTEMENTS DE LA RÉGION PARISIENNE (le Val-d'Oise, les Yvelines, les Hauts-de-Seine et la Seine-Saint-Denis), les directeurs d'écoles maternelles et primaires ont décidé, à l'appel des sections départementales du Syndicat national des instituteurs (S.N.I.), une grève administrative pour demander une augmentation des « décharges » de classes. Cette action comprend : refus de communiquer les listes d'élèves et les effectifs, blocage des dossiers de bourses et des dossiers d'entrée, refus de répondre au téléphone, refus de recevoir toute visite pendant les heures où ils sont classés.

UNE GRÈVE D'ÉTUDIANTS PARALYSE L'UNIVERSITÉ DE NANTES

Les enseignements n'ont pratiquement pas repris depuis la rentrée de janvier, à l'université de Nantes, en sciences, droit, sciences économiques et lettres. La médecine, l'odontologie, la pharmacie, l'école d'ingénieur et l'institut universitaire de technologie ne sont toutefois pas touchés par ce mouvement déclenché par les étudiants pour protester contre la réforme du second cycle universitaire (le Monde du 9 janvier 1976).

C'est une grève « dure » qui est menée : les militants empêchent, par des interventions dans les amphithéâtres et les salles de cours, le déroulement des enseignements et des examens partiels. Les directeurs des unités d'enseignement et de recherche, qui se sont réunis sous la présidence de M. Loïc Sparrel, président de l'université, déclarent réprouver, « à l'unanimité, les insultes et les violences physiques dont ont été victimes certains collègues et étudiants ». Ils affirment que la grève « tire sa source d'une information erronée relative au projet de réforme du second cycle de l'enseignement supérieur ».

Les étudiants, qui ont réuni jeudi soir 8 janvier une nouvelle assemblée, organisent, samedi 10, une manifestation. M. Jean-Pierre Soisson, secrétaire d'Etat aux universités, ne se rendra pas à Nantes pour participer à un colloque à l'I.U.T. comme il en avait l'intention.

JEUNESSE

« TERMINAL » NOUVEAU JOURNAL POUR LES LYCÉENS

Terminal, le dernier-né des journaux pour les treize à dix-huit ans, vient de paraître. Mesuel de vingt-quatre pages, il s'adresse plus particulièrement aux lycéens. Son directeur de publication, M. Gérard Rosenthal, est également directeur d'Expo-Jeunes, association qui organise chaque année, sous le patronage de divers ministères, une exposition d'information sur le mouvement de la jeunesse, la formation professionnelle et les loisirs.

Terminal, sorti à deux cent mille exemplaires au mois de janvier, pourrait devenir progressivement hebdomadaire s'il rencontre le succès espéré par ses promoteurs.

Terminal, 3, rue Ampère, 92000 Ivry.

● Un nouveau mouvement de scouts, les Scouts musulmans de France, vient de se créer à Paris. Il est présidé par un jeune musulman français (la plupart d'anciens bacheliers). Il sera ouvert cependant aux étrangers. L'équipe d'encadrement, qui va suivre un stage de formation de trois semaines, sera composée en majorité de musulmans. Le président de l'association, M. François Sauvage, est lui-même chrétien et faisait partie jusqu'à l'an passé des Scouts de France.

(*) Scouts musulmans de France, 26, rue d'Annam, 75006 Paris.

SPORTS

Basket-ball

En Coupe d'Europe des clubs champions

LES CLEMENTOISES GAGNENT FACILEMENT DEVANT SAN GIOVANNI

Les basketballeuses du Clermont Université (C.U.) ont obtenu jeudi 8 janvier une facile et large victoire sur Sesto San Giovanni pour leurs débuts en quarts de finale de la Coupe d'Europe.

Les Italiennes, très inférieures à l'équipe de la saison passée, n'ont pu s'opposer à l'efficacité de leurs adversaires et notamment à celle d'Irene Guidotti, d'Elizabeth Rifford et de Jackie Chazalon, qui marquèrent respectivement 28, 21 et 20 points.

En gagnant finalement par 83 à 45, le CUC s'est bien placé pour terminer en tête de sa poule dont font également partie Barcelone et Bruxelles.

L'intérêt de la Coupe d'Europe féminine se trouve renforcé cette année du fait que son détenteur habituel, le club soviétique Daugava de Riga, a déclaré forfait. Les Clementoises, qui sont déjà parvenues trois fois en finale de cette compétition, ont donc quelques raisons d'espérer conquérir le titre pour la première fois.

Dans l'autre poule de ces quarts de finale, Sparta Prague a battu Belgrade par 97 à 65.

Chez les hommes, en match « aller » du deuxième tour de la Coupe d'Europe des clubs champions, le Real Madrid a battu Maccabi d'Izraël par 125 à 78.

Voile

La course autour du monde

« ANACONDA » SE RAPPROCHE DE « GREAT BRITAIN »

Le ketch australien Anaconda-II s'est considérablement rapproché du voilier britannique Great-Britain-II, dans la seconde étape de la course Londres-Sydney-Londres. Great-Britain-II, qui disposait d'une avance de 500 milles environ, a vu son concurrent lui reprendre 200 milles au cours des dernières quarante-huit heures. Le bateau anglais se trouvait, jeudi 8 janvier, à environ huit jours de navigation du cap Horn.

Les Australiens ont réussi à combler une partie de leur retard en empruntant un itinéraire situé plus au sud, où les vents profitent d'un courant favorable. Ils devront aussi affronter un froid plus rigoureux avec le danger de glaces plus importantes.

فكرنا من الأصل

OU VA LE TRAVAIL

ODOU Gard-meubles

208 10-30

AUTOMOBILE

L'invasion japonaise au 54^e Salon de Bruxelles

Bruxelles. — En Belgique, Mitsubishi fête son premier anniversaire. La firme japonaise a déjà immatriculé deux mille deux cent soixante-deux voitures et compte en vendre cinq mille cette année. Pour cela, elle offre trois ans de

garantie et ses délais de livraison ne dépassent pas trois semaines, quels que soient le modèle et la couleur désirés. Mazda a doublé ses ventes, Datsun progresse de 30 %, Toyota de 15 %, Honda multiplie ses ventes par 3,5 et Subaru

présente un coupé G.F.T. « hard top » à traction avant et roues indépendantes consacré « voiture importée de l'année » aux États-Unis. Au total, les Japonais détiennent désormais 16,62 % du marché belge. Leur part était nulle il y a dix ans.

De notre envoyé spécial

Monde du 9 janvier, la Porsche 924 présentée au public pour la première fois et des modifications dans la gamme Saab (la firme suédoise présente une version à injection de la 90 GL), Toyota, Datsun et Mitsubishi se taillent la part du lion.

Le premier propose notamment un coupé Corolla 30 Sprinter Litbeck à trois portes, assez réussi, dont la ligne n'est pas sans rappeler celle de la Lancia H.P.E., les chromes en plus. Datsun présente sa version F.A. des modèles Cherry 100 A et 120 A qui gagne en habitabilité, en tenue de route et en confort général. Une grosse berline 280 C Super de luxe fait son apparition ainsi qu'un moteur Diesel sur la 220 C.

On espérait la présentation de la « petite gamme » Mercedes. Ce sera pour Genève.

Enfin, les Soviétiques proposent un break et une berline Volga équipées de moteurs Diesel Indenor (Peugeot) de 2 112 centimètres cubes. Leur commercialisation en France est à l'étude.

Les « grosses » américaines, dont les ventes avaient progressé en 1974, sont en recul. Leur part du marché est passée de 1,5 à 0,7 % en 1975, et rien ne laisse prévoir une quelconque reprise des importations d'outre-atlantique. La situation des filiales européennes elles-mêmes n'incite pas à l'optimisme. Ford conserve ici la première place qu'il défend en Belgique depuis quinze ans, mais Opel — en troisième position derrière Renault — termine

l'année en perdant 1,7 % du marché. En fait, on s'abstient de citer victoire même si les résultats de l'année dernière sont meilleurs qu'en 1974. VW-Audi-N.S.U. est en progrès ainsi que Fiat, British Leyland, Moskvitch (la marque soviétique a doublé ses ventes avec un total de huit mille deux cent quarante-deux automobiles l'an dernier, B.M.W. et Alfa-Romeo).

Mais, chez les Français, seul Peugeot améliore ses ventes, et l'ensemble de nos constructeurs perdent

des points. On leur reproche ici des hausses de tarifs très sensibles. Les Citroën CX diesel, Peugeot 604, Renault 20 et 30, présentées pour la première fois en Belgique, apparaissent bienvenues au moment même où les goûts de la clientèle belge évoluent vers les cylindrées comprises entre 1 000 et 1 500 centimètres cubes. C'est le domaine des Simca 1307-1308. Mais c'est aussi celui des Japonais.

MICHEL BERNARD.

* Salon de l'automobile, Palais du Centenaire, à Bruxelles, du 9 au 19 janvier.

Aux États-Unis

LES IMPORTATEURS ONT CONQUIS 18,3 % DU MARCHÉ EN 1975

Les ventes de voitures neuves ont atteint 4,63 millions d'unités, soit 2,5 % de moins qu'en 1974. Les constructeurs américains ont perdu du terrain au profit des importateurs, les Japonais notamment.

Les ventes des quatre firmes nationales ont en effet chuté de 5 % par rapport à 1974, tandis que celles des constructeurs étrangers augmentaient de 13 %, ce qui a permis à ceux-ci de couvrir 18,3 % du marché total (contre 16 % l'année précédente). Cette progression est liée pour l'essentiel aux performances réalisées par les firmes japonaises, qui ont vendu l'an passé 817 000 voitures aux États-Unis, soit plus de la moitié des importations et presque 10 % des ventes totales. Toyota, avec 284 000 véhicules vendus, a ravi

la place de premier importateur de Volkswagen, dont les ventes ont reculé de 28 % et ont atteint 288 000 unités.

Parmi les constructeurs américains, General Motors seul est parvenu à augmenter ses ventes (de 1,4 %) par rapport à 1974, tandis que celles d'American Motors déclinaient de 4 %, celles de Ford de 10 % et celles de Chrysler de 17 %. Par rapport à l'année 1973, la chute des ventes des constructeurs américains est plus spectaculaire : moins 19 % pour American Motors, moins 26 % pour Chrysler et Ford, moins 35 % pour General Motors. La part du marché de ce dernier n'a atteint en 1975 que 14,1 % contre 16,2 % l'année précédente.

FAITS DIVERS

L'ENLÈVEMENT DU P.D.G. DE «PHONOGRAM»

L'un des auteurs du rapt de M. Hazan avait participé à l'attentat du Petit-Clamart commis en 1962 contre le général de Gaulle

Six des auteurs présumés de l'enlèvement de M. Louis Hazan sont toujours en fuite. Le président-directeur général de Phonogram a été une nouvelle fois enlevé au Quai des Orfèvres dans l'après-midi du 8 janvier. L'identité de l'un de ceux qui gardaient l'industriel dans la ville de Tremblay-les-Villages (Eure-et-Loir), où les policiers le découvrirent le 7 janvier, a d'autre part été révélée. Il s'agit de M. Jacques Prevost.

Agé de quarante-quatre ans, M. Jacques Prevost, alias « Jean-Marie de Bremonville », ancien membre de l'O.A.S. pendant la guerre d'Algérie, était l'un des conjurés impliqués dans l'attentat contre le général de Gaulle, le 22 août 1962 au Petit-Clamart (Seine-et-Marne). Engagé à vingt ans dans les parachutistes, Jacques Prevost avait été fait prisonnier en 1954 à Dien-Bien-Phu par le Vietnam. Après avoir quitté l'armée en 1957, il était devenu ingénieur-conseil dans une entreprise d'électricité du 15^e arrondissement. Condamné à mort le 4 mars 1963 par la cour militaire de justice, sa peine avait été commuée le 11 mars suivant en détention criminelle à perpétuité. Gracié le 15 juin 1968, il avait été libéré aussitôt.

Son nom devait à nouveau être cité par la suite à l'occasion de l'activité de certaines milices paraterritoriales. Dans leur livre « Une milice patronale », Peugeot, Claude Angeli et Nicolas Brimo affirment qu'il fut l'un des principaux éléments de l'organisation mise en place par une entreprise de travail temporaire, la NOTA, dans les usines de la firme automobile. La personnalité de M. Prevost ne saurait cependant — pas plus

Dans les Hautes-Pyrénées

LE DIRECTEUR DU CASINO DE CAPVERN EST ARRÊTÉ POUR PROXÉNÉTISME

(De notre correspondant.)

Tarbes. — La municipalité de Capvern (Hautes-Pyrénées) vient d'obtenir du sous-préfet de Bagneres la possibilité de réaffecter le contrat qui la liait depuis quelques jours à M. Jean-Marie Boli, vingt-huit ans, originaire de Millau, pour l'exploitation de la station de Capvern-les-Bains. M. Boli a été appréhendé, vendredi 2 janvier, sur mandat du juge d'instruction de Pau, pour proxénétisme et abus de confiance.

Prétendant être un animateur de courses tauromachiques et avoir exploité un night-club à Madrid, M. Boli avait acquis la confiance de la municipalité. Celle-ci avait vu l'occasion de grossir son budget en obtenant du nouveau directeur qui assurait pouvoir faire progresser les recettes du casino, la promesse d'une redevance annuelle de 50 000 francs et la possibilité d'organiser des manifestations publiques dans un très beau parc jusqu'ici indisponible.

La commune ignorait probablement que M. Boli faisait avant même son entrée en fonction l'objet d'un mandat d'arrêt. Il avait présenté à la municipalité un casier judiciaire vierge et accepté, sans discuter, les exigences du cahier des charges. Assurément, que sa famille possédait quatre-vingt mille pieds de vigne à Béziers, et qu'il disposait lui-même de revenus importants. M. Boli avait aussitôt commencé à faire d'importants achats d'équipements. — G. D.

Atentats contre l'UNESCO

et les Nations unies à Paris. — Plusieurs engins incendiaires ont été lancés dans la nuit du 8 au 9 janvier à Paris contre les portes du siège de l'UNESCO, place Fontenay, dans le 7^e arrondissement, et contre l'entrée d'un bâtiment des Nations unies, rue Molitor, dans le 15^e arrondissement. Les dégâts sont peu importants. Dans un communiqué transmis à l'agence France-Presse, le Front d'auto-défense juive a revendiqué ces deux attentats, déclarant avoir agi pour protester contre les « résolutions antisémites qui se succèdent à l'ONU et les motions racistes votées à l'UNESCO ». Le communiqué précise que ce nouveau mouvement a été créé le 8 janvier et que ses membres sont « peu nombreux ».

Le triple meurtre de Bures

LA POLICE RECHERCHE UN ANCIEN ACCESSOIRISTE DES TROIS MÈNESTRELS

Ce serait un jeune accessoiriste, connu sous le nom de Cherif, qui, avec deux complices, aurait assassiné, jeudi 8 janvier, neuf des dix inculpés dans l'affaire de la catastrophe ferroviaire de Vierzay au tribunal de grande instance de Soissons ; M. Vauzouille, directeur honoraire de la S.N.C.F., a bénéficié d'un non-lieu.

Les neuf inculpés — sept ingénieurs de la S.N.C.F., un responsable des ouvrages d'art et le chef de chantier de la société chargée des travaux — devront être jugés avant le 31 mars. La chambre d'accusation a pris cette décision après avoir statué à la suite d'un complément d'information qu'elle avait ordonné après le dépôt du rapport des contre-experts sur la catastrophe de Vierzay.

Les nominations dans la police. — Contrairement à ce que nous avons écrit dans le Monde du 7 janvier, M. Maurice Paoli, qui vient d'être nommé inspecteur général de la police nationale, reste directeur du cabinet de M. Robert Pandraud, directeur général de la police nationale.

La catastrophe de Vierzay

NEUF INCULPÉS SONT RENVOYÉS AU TRIBUNAL DE SOISSONS

La chambre d'accusation de la cour d'appel d'Amiens a renvoyé, jeudi 8 janvier, neuf des dix inculpés dans l'affaire de la catastrophe ferroviaire de Vierzay au tribunal de grande instance de Soissons ; M. Vauzouille, directeur honoraire de la S.N.C.F., a bénéficié d'un non-lieu.

Les nominations dans la police. — Contrairement à ce que nous avons écrit dans le Monde du 7 janvier, M. Maurice Paoli, qui vient d'être nommé inspecteur général de la police nationale, reste directeur du cabinet de M. Robert Pandraud, directeur général de la police nationale.

LA CONFÉRENCE DES BATONNIERS VEUT FAIRE RETARDER L'APPLICATION DES TEXTES DE PROCÉDURE

Le mécontentement s'étend chez les avocats après la publication, peu avant leur entrée en vigueur, le 1^{er} janvier, des textes de procédure sur le divorce, la procédure civile ou la procédure pénale. Ce vendredi 9 janvier, les deux co-présidents de la Conférence des bâtonniers, MM. Francis Mollet-Vieville (Paris) et Jean Rozier (Bordeaux), devaient être reçus, en tant que représentants de l'ensemble des barreaux français, par M. Jean Lecanuet, ministre de la Justice.

Dans un communiqué publié jeudi, M. Rozier rappelle d'abord les divers mouvements de protestation enregistrés à Nantes, Riom, Clermont-Ferrand, Lorient, Montpellier, Marseille. Puis il observe : « L'absence de concertation (...) rend l'adoption et l'application de ces textes à partir du 1^{er} janvier, c'est-à-dire la Conférence des bâtonniers estime et espère de voir ces textes, et à titre préalable, d'en retarder l'application ».

A Valenciennes, nous indiquons notre correspondant, les avocats (vingt-six personnes dont trois stagiaires) viennent de décider de

s'abstenir de toute participation aux audiences pendant une semaine, à compter du lundi 12 janvier. Ils n'ont d'ailleurs pas assisté mercredi 6 janvier à l'audience inaugurale de l'année judiciaire au tribunal de grande instance.

M. André Dechezelle, premier président de la cour d'appel de Paris, a été élu, jeudi 8 janvier, membre du comité des Nations unies pour l'élimination de la discrimination raciale.

Pour bris de clôture, M. Marc Prevost, vingt-trois ans, vendeur en confection, a été condamné mercredi 7 janvier à six mois d'emprisonnement avec sursis et 1 000 francs d'amende, par la vingt-troisième chambre correctionnelle de Paris. Un témoin des manifestations de la gauche du 18 décembre l'accusait formellement d'avoir été l'un des six manifestants qui brisèrent dans la soirée des vitrines de deux agences bancaires de l'avenue Parmentier, dans le onzième arrondissement, avec des pavés et des barres de fer. Le prévenu avait nié les faits.

JUSTICE

SURIS À STATUER SUR LES POURSUITES VISANT LES DIRIGEANTS DU «PARISIEN LIBÉRÉ»

Au rôle de la deuxième chambre correctionnelle du tribunal de Paris étaient inscrits mercredi 7 janvier trois procès intentés par des syndicats du Livre et des membres du personnel congédié du Parisien libéré aux dirigeants du journal pour entrave au fonctionnement du comité d'entreprise et licenciements abusifs.

Le tribunal a fait droit aux conclusions déposées en défense par le bâtonnier René Boudoux en renvoyant l'affaire au 14 avril. Constatant que « les droits de la défense ne peuvent en l'état des faits, s'exercer avec la plénitude indispensable », il a refusé aux parties civiles toute audience « tant que ces parties n'auront pas communiqué aux procureurs les pièces sur lesquelles elles entendent appuyer leurs poursuites et tant que celles des parties qui sont en cause n'auront pas mis en mesure les procureurs d'apprécier librement à tous les degrés de la S.A. le Parisien libéré, sis 7, rue des Petites-Ecuries et 18, rue d'Enghien, afin que les procureurs puissent en tirer les conclusions et réviser les pièces et documents se trouvant dans ces locaux dont ils jugeront avoir besoin pour assurer leur défense ».

« Dossier B... comme barbouzes »

LA NEUVIÈME DEMANDE DE SAISIE EST REJETÉE

M. Jean Aubouin, premier vice-président du tribunal de Paris, s'est rangé à la thèse soutenue en défense par M. Alain Moreau, éditeur de « Dossier B... comme barbouzes », et par M. Patrice Chailoff, l'auteur, en rejetant, mercredi 7 janvier, la demande de saisie du livre présentée par M. François Genoud, un banquier genevois qui se plaignait d'avoir été cité dans l'ouvrage comme entretenant des relations avec diverses organisations secrètes et s'étant livré au commerce des armes.

Dans son ordonnance, le magistrat remarque que les défenses « font valoir qu'en l'absence de toute imputation d'une activité illégale, les énonciations incriminées ne portent atteinte à l'honneur, ni à la considération du demandeur qui ne fait, par ailleurs, aucun grief à l'auteur de relater ses activités dans le domaine de l'édition, notamment en faveur d'anciens criminels de guerre nazis ».

M. Aubouin ajoute : « Dossier B... comme barbouzes, a déjà suscité neuf demandes de saisie ; aucune n'a abouti. Ces énonciations présentent d'autant moins le caractère intolérable qui serait seul de nature à justifier les mesures sollicitées, qu'il existe en la cause une coïncidence curieuse sur l'attitude à l'honneur qu'elles comporteraient ».

Actuellement à tous les rayons du C.C.C.

SOLOIDS

Hommes, dames, enfants

39/41, bd Haussmann

هكذا من الأصل

Le 1

SPELEOLOGIE

Quatre saisons sous la terre

Voiver sa maison de campagne

habiter que les autres géolient, des prendre le soleil en Tunisie.

VACANCES SCOLAIRES
— EGYPTE
— MALTE et SARDAIGNE
— MAROC
— SAÏNE
— SAINTES
— LES RONTES OMBLIGES
— LES JUMES ET LA YUN
— SAINTE

Le Monde du TOURISME et des LOISIRS

SPÉLÉOLOGIE

Quatre saisons sous la terre

Il va falloir réviser les atlas ! La profondeur attribuée au principal gouffre de la planète a été fortement modifiée cet été ; dans cette course au record, l'outsider, quant à lui, a changé d'identité ; la plus grande cheminée souterraine connue s'est vue détruite par une autre, plus haute encore. Arrivant de partout, les comptes rendus apportent leur tribut de résultats retentissants. En 1975, les spéléologues ont bien travaillé...

Pourtant, on aurait pu craindre qu'à l'heure des bilans la moisson serait maigre : la crise économique a sévi jusque dans les grottes. Au lieu du chassé-croisé habituel des spéléologues en quête d'abîmes exotiques, les expéditions lointaines se sont fait rares cette année. Les finances des amateurs d'abîmes ne leur permettaient pas les longs rayons d'action. C'est à peine si l'on vit une expédition française s'en aller chercher l'aventure dans les grottes du Guatemala, une expédition suisse partir en quête de cavités au-delà du cercle polaire (dans la région de Muskelen, en Norvège) et des spéléologues britanniques s'enfoncer dans la jungle du territoire papou, sur la foi de photos aériennes. A leur propos, une phrase qu'on répète à l'envi dans les spéléo-clubs en dit long sur le rêve des amateurs d'abîmes : « Ces gouffres de Nouvelle-Guinée sont si grands

qu'ils contiennent leurs propres sauges. » Les mondes perdus seront toujours recettés !

Quant aux autres, ceux qui ne sont pas partis vers des gouffres exotiques, ceux qui prospectent le Vieux Continent, les Pyrénées, les Alpes, les Causses ou les Karpathe, ceux-là ont bouleversé notre géographie souterraine. Ainsi, au-dessus de Chambéry, dans la commune des Déserts, le Spéléo-club de Savoie a réussi à prendre pied dans une rivière souterraine, et, grâce à ce collecteur, on devine désormais le sort des eaux infiltrées à l'intérieur du mont Revard. En Espagne, la rencontre, par le Groupe spéléologique des Pyrénées, d'un siphon suspendu à 562 mètres dans le gouffre Arcuate fournit une bonne explication à la présence de cascades jaillissant de façon surprenante en pleine muraille dans la falaise méridionale du Parc national d'Ordessa, et non à leur pied. A la four de Garrel, dans l'Ezraut, l'investigation — d'ailleurs assez facile — de galeries qui développent déjà 7 kilomètres, accrédite l'existence d'un considérable réseau souterrain sous la montagne de la Sérénité, en dépit d'une faille tectonique qui la coupe en deux. Une à une, les anomalies du sous-sol trouvent une explication.

Il est vrai que, pour les explorateurs, les seuls chiffres qui comptent sont souvent ceux du record. L'été venu, chaque spéléologue part en campagne avec ce bâton de maréchal dans sa gi-

berne. Et cette soit du record n'est pas si mauvaise qu'on le dit. « On ne fait rien de grand qui ne soit fondé sur un espoir avéré », affirmait Jules Verne. Ce qui était vrai pour lui l'est aussi pour les modernes émules du professeur Lidenbrock. Le record du monde de profondeur, il y a deux façons de le battre. La première est théoriquement la plus simple : il suffit de pénétrer dans un gouffre par sa gueule et de descendre dans ses entrailles jusqu'à dépasser la cote maximale atteinte dans n'importe quelle cavité. L'autre recette repose sur une astuce. Choisissez un abîme déjà exploré jusqu'à une profondeur importante ; déniez dans les environs l'orifice d'un autre gouffre dont l'altitude est nettement plus élevée que celle du précédent ; reliez entre elles les deux cavités par quelque conduit insoupçonné. La dénivellation totale du réseau a toutes chances de valoir le record ! Ainsi, à la Pierre-Saint-Martin (frontière franco-espagnole), le record du monde a-t-il été amélioré par deux fois au mois d'août. Le 10 août, par des spéléologues tchèque et toulousain qui ont relié une rivière souterraine connue de la Pierre-Saint-Martin à partir du gouffre M3 dont la bouche s'ouvre 102 mètres au-dessus du point supérieur déjà connu dans le réseau. Le 23 août, une équipe anglo-saxonne a fait de même en partant de l'orifice SC3, situé plus haut encore dans la montagne. La profondeur totale du réseau de la Pierre-Saint-Martin atteint désormais 1 332 mètres.

Un abîme plein de promesses

Cette suprématie du grand gouffre pyrénéen qui semblait bien établie chancelait pourtant avec l'apparition d'un outsider sérieux. Situé au-dessus de Samboens (Haute-Savoie) le gouffre Jean-Bernard a été découvert en 1964 par le groupe spéléologique Vaulsain de Lyon. Fretant du gel qui tarit partiellement en hiver le torrent souterrain qui y roule ses « inventeurs » sont parvenus à franchir le siphon qui en occultait le passage à la cote — 864 mètres et à atteindre la profondeur de — 934 mètres ; c'était le 4 janvier 1975. Le gouffre Jean-Bernard prenait une place honorable dans

la liste des grands abîmes mondiaux. Le 11 novembre, les conditions météorologiques redevenant favorables, une liaison put être établie entre le Jean-Bernard et l'avenue B6 située 274 mètres plus haut. Profondeur totale : 1 238 mètres. L'abîme Jean-Bernard arracha au gouffre Berger la seconde place au sein des cavités les plus profondes de l'écorce terrestre. Mais les Pyrénées tiennent en réserve un autre abîme, plein de promesses, dans le massif de Carnarie - Mont-Perdu. Le groupe spéléologique des Pyrénées y a repris cet été l'investigation du gouffre du Marboré, en territoire

espagnol, et a dépassé la cote des — 500 m. Si l'on tient compte de l'altitude élevée où s'ouvre le gouffre (2 900 m) et du niveau des résurgences (1 200 m), on peut prophétiser un bel avenir à l'exploration dans ce réseau espagnol. La descente dans des puits où règne une verticalité absolue possède aussi son record. Jusqu'à présent, la plus importante verticale souterraine était le grand puits du gouffre basque d'Aphancé. Une plongée de 328 m à pic dans les ténèbres. Mais, en 1974, les spéléologues autrichiens annoncèrent qu'ils avaient repéré, dans le massif du Höllegebirge, au nord de Bad-Ischell, un gouffre, le Hochlecken - Grosshöhle, renfermant dans ses profondeurs une prodigieuse verticalité. Ils étaient parvenus à s'enfoncer de 300 m au



(Dessin de Cadier.)

Il a plu dans cette mémorable cheminée, mais, au-delà, le gouffre continuait à fuir dans les profondeurs. Le mérite de descendre pour la première fois au fond de cet énorme puits devait revenir à une équipe française venue de Cavallion. Le puits mesure 350 ou 380 mètres, suivant les calculs. La sécheresse des chiffres traduit souvent assez mal la réalité souterraine, sauf par référence à d'autres chiffres comparables. Les 530 m de profondeur, dont le célèbre gouffre de la Henne-Morte (Haute-Garonne) est crédité depuis l'exploration de cet été, ne prennent toute leur valeur qu'en comparaison de la profondeur précédemment acquise ici : 358 m, 50 % d'amélioration ! De même, que signifient les 22 kilomètres explorés dans la grotte des Sie-

benhengst, en Suisse, ou les 21 kilomètres dus à la jonction entre le gouffre du Bief-Bonnet et la source du Verneau (Doubs) devant les 200 kilomètres (et bientôt sans doute 300 kilomètres) de Flint Ridge System (Etats-Unis), le géant parmi les géants du monde souterrain. Pourtant, il faut savoir que, à Flint Ridge, on déboule dans des couloirs plats, faciles (et monotones), tandis que l'exploration à Siebenhengst se déroule dans un étage coupé de siphons, et pour relier le Bief-Bonnet au Verneau, il a fallu franchir en saophaire autonome de multiples tronçons noyés, dont un siphon de 280 m en basses eaux.

Pour les marginaux

Derrière ces rafales de chiffres, il ne faut pas chercher de calmes comptables ; on risquerait la déception. La spéléologie est tout le contraire, une activité effervescente, un sport de jeunes. A tel point que l'on est en droit de se demander si le sport souterrain n'est pas un laboratoire privilégié pour une analyse sociologique des jeunes. Ce loisir pour marginaux recrute une jeunesse du refus, du mal-être urbain, celle qui cherche la culture dans la vie plus que dans les musées. Naguère, mal 68 leur inspira quelques baptêmes significatifs : puits des Affreux (gouffre Jean-Bernard), puits de la Chienlit (réseau Ded), vire des Ganchistes (gouffre M3 de la Pierre-Saint-Martin), puits des Pirates (gouffre d'Aphancé). Depuis lors, la sauvegarde de la nature a raisonné pour ces jeunes comme un appel véhément. Phénomène sans frontière qui s'étend aussi bien à la Belgique — où la récente journée nationale de protection des grottes remonte au 4 décembre — qu'il intéresse les pays de l'Est — en Pologne vient de paraître une plaquette intitulée *Protections des cavernes de la patrie*.

En France, pour la sixième journée nationale de protection des cavernes, on s'est par dizaines les clubs de spéléologues se mobiliser pour sauvegarder le patrimoine souterrain. C'est un élan général et confus.

PIERRE MINVILLE.

(Lire la suite page 14.)

EUROPE OUVERTE

LES tracasseries, les embûches, les difficultés, ne sont pas l'apanage des voyages : aux antipodes. Au cœur du Vieux Monde, en dépit des progrès accomplis pour assouplir les réglementations et les pratiques, bien des obstacles subsistent qui ne rendent pas toujours commode le franchissement des frontières.

La communauté touristique des Neuf, à l'instar de l'Europe politique et économique, passe alternativement par des phases d'optimisme et de doute.

M. Léo Tindemans, premier ministre belge, qui, dans son rapport, demande « la disparition progressive des mesures de contrôle de personnes aux frontières », ne pouvait pas ne pas avoir à l'esprit cet aspect des choses, puisque aussi bien c'est par les échanges et les rencontres de plus en plus fréquentes que les hommes construisent pierre après pierre, pas après pas, une communauté vivante, une communauté avec une âme.

Le gouvernement français, pour sa part, dira la semaine prochaine comment il entend favoriser la mise à place de cette Europe ouverte lorsqu'il révélera les grandes lignes de sa politique frontalière.

Il y a encore nombreux, ces Français, à ne pas connaître la France : ces Européens, à ne pas connaître l'Europe : les échanges touristiques ont toujours, jusqu'à présent, subi les contrecoups des querelles et des désaccords des gouvernements en présence.

Il est grand temps que les Neuf s'en aperçoivent et engagent enfin à s'accorder sur la mise en valeur mutuelle et l'exploitation des richesses touristiques de leur vaste territoire enfin unifié : de la Romantique strasse aux pentes de l'Etna, des étangs de Camargue aux noirs Ardennes belges.

TOURISME HOTELS RECOMMANDÉS

Côte d'Azur
VILLEFRANCAISE
HOTEL WELCOME *** bord de mer.
Tél. 4721. Téléphone (93) 80-88-81.

Montagne
Alpes du Sud - 04400 LE SAUZE -
1 400 m - HOTEL « LE DART » *** NN
Frères des plates, Planches chauffées, Sauna, Restaurant d'altitude.

Paris
MONTFARNASSE
Hôtel LITTE *** Paris (8^e), à rue Littré, tél. 222-71-74, Tél. 270-557
Hollivie Paris 120 chambres calmes, Restaurant, Garage.
VICTORIA PALACE *** Paris (9^e), 8, rue St-Jacques, tél. 548-30-40, Tél. 270-557 Hollivie Paris 120 chambres calmes, Restaurant, Garage.

Province
BORDEAUX
LE GRAND HOTEL DE BORDEAUX *** N. App. calmes 40 à 80 P.T.T.C. Centre d'affaires et spectacles à la place de la Comédie, Bordeaux. Garage gratuit - Tél. : 52-41-43 à 45.

Angleterre
CROMWELL HOTEL, Cromwell Place, London SW7 2LA. Tél. 01-89-5328. Fris Micro South Kensington. M. Thom, propriétaire résident. Prix modérés.

VICTORIA (Londres)
HAMILTON HOUSE HOTEL. Bed and Breakfast à partir de 40 F par personne, 60 Warwick Way, SW1. Téléphone : 01-821-7113.

Suisse
AROSA (Grisons)
HOTEL VALSANA - Première classe. Cours de tennis - Piscines plein air et piscine couverte.

Crédits

Rénover sa maison de campagne

Le régime des prêts du Crédit agricole pour l'acquisition ou la rénovation des résidences secondaires en zone rurale — communes de moins de cinq mille habitants lorsque le chef-lieu en comporte moins de cinquante mille, ou communes de moins de cinquante mille habitants en zone de rénovation rurale et d'économie de montagne — vient d'être libéralisé par un arrêté du 2 décembre 1975.

Le montant des prêts est dé plafonné. Alors que les crédits ne pouvaient excéder 75 000 F pour l'achat ou la construction, et 80 000 F pour la rénovation de résidences secondaires, quel que soit le montant des opérations, les

prêts pourront représenter jusqu'à 60 % du coût de l'acquisition ou de la transformation. Les délais de remboursement, qui ne pouvaient dépasser sept ans pour les prêts de rénovation et douze ans pour ceux d'acquisition, sont portés uniformément à quinze ans.

Enfin, le taux des prêts, désormais fixé par le conseil d'administration de la Caisse nationale et non plus par le ministère des finances, varie de 11,75 % (taux moyen des prêts consentis aux non-agriculteurs pour leur résidence principale) à 13 %.

Les prêts du Crédit agricole pour les résidences secondaires ne représentent toutefois qu'une faible part de l'activité logement de la « banque paysanne » : pour 1974 (dernières statistiques connues), ils ont représenté 31,6 millions de francs, alors que l'ensemble des prêts au logement atteignait 7,8 milliards de francs, mettant le Crédit agricole au second rang pour le financement immobilier après la Caisse des dépôts et consignations.

Pendant que les autres grelottent, allez prendre le soleil en Tunisie.

En Tunisie, il fait beau aujourd'hui. Nous vous offrons la mer turquoise comme toile de fond au vert profond des oliviers et des cyprès, les oasis qui émergent comme des îles des sables et les hôtels les plus modernes du monde méditerranéen.

• ENVOI A TUNIS
1 semaine Paris/Paris à partir de 795 F
• HAMEMET
1 semaine de séjour Paris/Paris en pension complète à l'hôtel Méditerranée... 975 F
• MONTE-CASINO
8 jours Paris/Paris à partir de... 935 F
• PÉRIODE TRUENNE
Tunis, Nafrouan la ville sainte, les oasis du sud, Djirba joyau posé sur la mer, Hammamet. 8 jours Paris/Paris... 1550 F

GRANDES VACANCES
A TUNIS DU LOUVRE
75000 PARIS - TEL. 269-24-35

Je désire recevoir votre brochure «TUNISIE»
Mon nom : _____
Mon adresse : _____
En collaboration avec l'Office National de Tourisme Tunisien

Hôtels

PLM double la mise

AVEC la prise en gestion de cinq nouveaux hôtels en France, aux Antilles, en Grèce et en Iran, la chaîne P.L.M. voit passer son potentiel de douze à dix-sept établissements, et sa capacité d'hébergement de deux mille vingt à trois mille soixante chambres, soit plus de 50 % d'augmentation.

En France, il s'agit d'un quatre étoiles de cinquante chambres, le Pignonnet, situé à la sortie d'Albi-en-Provence, dont une extension est déjà en cours d'étude. L'hôtel de la Marina, ouvert depuis juillet 1975 dans la baie de Port-de-France (Martinique), à la pointe du Bout, est une résidence hôtelière (en copropriété) de catégorie trois étoiles, qui sera complétée, dès cette année, par un hôtel trois étoiles de cent soixante chambres.

Grèce et Iran

Le Porto Heli est en cours d'achèvement. A 200 kilomètres au sud d'Athènes, face aux îles d'Egine et de Spetsai, il s'agit d'une quatre étoiles de deux cent vingt-six chambres, dont l'ouverture est prévue pour avril prochain. Tous les jours en Grèce, le Marisa Bay (cent trente-trois chambres en catégorie trois étoiles et soixante-douze bungalows) sera mis en service en 1977. Il est situé face à Athènes, et sera relié à la capitale grecque par une navette-bateau permanente. Enfin, le P.L.M.-Kish, édifié sur l'île de Kish, au sud de l'Iran, dans le golfe Persique, est un quatre étoiles luxe de deux cent dix-huit chambres. Ouverture en octobre 1978.

Rappelons à ce propos que M. Jacques Bellin a été nommé au mois de novembre 1975, directeur général de la Société hôtelière et touristique du réseau P.L.M., société chargée de gérer directement tous les établissements (restaurants et hôtels) battant pavillon de la compagnie.

Étalement

Opération Nord-Sud

TOUTES les étés — avant, pendant et après l'été — on recommence. Et chaque, — pourvoit publique, presse, responsables de la circulation routière et des chemins de fer, usagers eux-mêmes — entonne le même refrain : « Cela ne peut plus durer, c'est infernal, intolérable... Il faut que les Français étalent leurs vacances ! » Le mois d'août 1975 n'a évidemment pas fait à la règle, et la complainte saisonnière a compté un peu plus de choristes encore.

Or, M. Gérard Ducray, secrétaire d'Etat au tourisme, vient d'annoncer le lancement, pour l'été prochain, un été déjà tout proche, d'une « expérience pilote » d'étalement des vacances. Et de la baptiser « opération touristique Nord-Sud ». « Pour mettre au dépiement des vacances en amont et en aval de la période stude entre le 14 juillet et le 20 août 1976, cette action se déroulera, à titre expérimental, entre, d'une part, les régions Nord-Pas de Calais et Picardie, et, d'autre part, les régions allant des Pyrénées au Massif Central, c'est-à-dire l'Aquitaine et le Midi-Pyrénées, le Languedoc-Roussillon, l'Auvergne et le Limousin », peut-on lire dans la circulaire rédigée par ses services à cette intention.

Pourquoi le Nord ? Parce qu'il est « représentatif sur le triple

plan économique, démographique et géographique » (?). Quoi qu'il en soit, « l'expérience, destinée aux populations placées sur un grand axe nord-sud, devrait être significative et faire prendre conscience au plus grand nombre des avantages obtenus en modifiant, dans un sens ou dans l'autre, la date des départs en vacances ». Pour donner à la tentative un maximum de chances de succès, le secrétariat d'Etat a demandé « non seulement aux régions, mais encore à l'ensemble des stations du Sud-Ouest, de faire un effort exceptionnel d'accueil touristique », effort auquel on souhaite, avenue de l'Opéra, voir s'associer l'Auvergne et le Limousin, « régions de passage entre le Nord et le Sud ».

Forcé est de constater que rien de bien original — ni de très nouveau — n'apparaît dans ce vœu pieux, déjà formulé jadis, et qui devait même aller jusqu'à l'établissement, lors des dernières années, d'une liste des stations décidées à « jouer le jeu » en garantissant à leur clientèle de juin et d'octobre des tarifs moudres pour une animation égale à celle des mois d'affluence.

J.-M. D.-S.

(Lire la suite page 14.)

Nouvel hôtel de sports d'hiver de tout premier rang.
Hospitalité individualisée dans un cadre rustique de bon aloi. Une gamme complète de services et de divertissements.

TSCHUGGEN HOTEL

De janvier à mars, fortes réductions de prix suivant la période et le type de chambre.
SEMAINES DE SKI DE DÉCEMBRE
l'offre forfaitaire avantageuse d'avant-saison pour la première quinzaine de décembre.



Propriété et direction:
Famille A. Wyssmann-von Kessel
CH-7050 Arosa Grisons/Suisse
Tél. 194181/31 02 21, tél. 74 224

Maison



ELLES CHAUFFENT !

La galette des flammes bondissant dans la cheminée réjouit les yeux — et les oreilles — mais la cheminée spectacle, qui se contente de fasciner, n'est pas à peu près la seule qui chauffe. Grâce à divers systèmes étudiés pour récupérer une partie de la chaleur qui s'envole vers le ciel, il est possible d'avoir un foyer ouvert à bon rendement calorifique.

Art et Cheminée a mis au point un appareil à récupération et diffusion d'air chaud. L'air frais, pris en sous-sol ou à l'extérieur, se réchauffe dans des tubulures en fonte placées derrière le foyer ; il est ensuite diffusé dans la pièce par deux bouches placées de chaque côté de la cheminée. Ce « Fontaine » comporte deux éléments : l'un, vertical, formant plaque de foyer, l'autre horizontal, avec chemise ; ils s'adaptent à tous les types de cheminées, avant leur pose. (1800 F en fonte ; il existe aussi des modèles en bronze ou en nickel, d'une esthétique plus raffinée).

Richard Le Droff propose, lui, un échangeur de chaleur, sorte

de boîte à double paroi étanche qui se dissimule entre l'avaloir de la cheminée et le conduit de fumée. L'air ambiant, aspiré par un ventilateur, se réchauffe dans cet échangeur (sans se mélanger aux fumées) avant d'être pulsé dans la pièce. Le système s'encastonne ou s'arrête à volonté. (« Mirattherm », 1350 F pour conduit de section 20x20 ; 1950 F pour conduit de 20x40). Pour les possesseurs d'une cheminée ancienne fonctionnant mal, ce constructeur a créé un dispositif d'extraction des fumées qui accélère le tirage (1400 F).

Autre système de récupération de chaleur, avec prise d'air à l'extérieur et réchauffage sur le fond du foyer et dans l'avaloir, tous deux à double paroi : l'air chaud est diffusé dans la pièce par la cheminée elle-même. Le « Monochauffe » coûte 1500 F, et s'adapte sur les cheminées modèle Philippe.

Foyer fermé

Le foyer — cheminée Suprafire est conçu pour diffuser le maximum de chaleur dans la pièce. L'air frais, pris à l'extérieur, arrive à la partie postérieure du foyer et se répartit en deux directions. Il aboutit, d'une part, directement sous la grille du foyer (pour accélérer la combustion) et, d'autre part, traverse la chambre de chauffe placée à l'ar-

rière du foyer en fonte. L'air ainsi réchauffé pénètre dans la pièce par deux bouches situées près du sol, de part et d'autre de la cheminée. Ce foyer-cheminée existe en diverses dimensions et s'agrémente de nombreuses possibilités d'habillage, de style traditionnel ou moderne (A partir de 1700 F).

D'aspect classique — marmelle en pierre, hotte en céramique blanche bordée d'une poutre — la nouvelle cheminée Supra fonctionne à la manière d'un poêle à bois. Elle présente deux particularités : raccorder sur un conduit de fumée ordinaire, son foyer, contrairement aux « feux ouverts », est fermé par une porte en glace trempée. Le chauffage est assuré par une circulation d'air : venant de la pièce, il s'infiltre dans la cheminée, à la base de la hotte, est réchauffé sur le foyer en fonte puis diffusé depuis le sommet de la hotte par une large grille. Cette cheminée se fait avec ou sans bûcher incorporé, en modèle de milieu de panneau ou d'angle, et coûte entre 3974 et 4264 F.

JANY AUJAME.

★ Art et Cheminée : 180, rue Maréchal, 92120 Montrouge. Richard Le Droff : 88, avenue Gabriel-Péri, 91330 Yerres. Philippe : 23 P. 231, 92403 Béthune ; à Paris : 10, rue de France, 75001 Paris. Suprafire : 45, rue Waldeck-Rousseau, 92161 Clichy. Supra : 67210 Obernai.

TRUCS

Des cadres modernes vendus par correspondance, aux mesures exactement souhaitées, au millimètre près, de 88 à 200 F en dimensions courantes. Ils sont en aluminium (poil, laqué blanc ou bleu, ou anodisé or, argent, noir) et sont expédiés avec verre, fond, fil d'écrochage réglable en hauteur, et même avec le clou. Le système d'assemblage du cadre, par vis, permet un montage et un démontage faciles. (Esthétique nouvelle, 19, rue Tonduti-de-l'Escarène, 06000 Nice, qui envoie tarif et bon de commande avec explication des prises de mesures).

Un porte-serviettes à poser au sol est monté sur un pied de 85 cm de haut, en métal chromé. Il se termine par une croix au bout de laquelle s'articulent trois branches (251 F, Clenn, 30 bis, place Saint-Ferdinand, 75017, et 308, rue de la Croix-Nivert, 75015 Paris).

Une nouvelle cocotte électrique permet de cuire tous les aliments, dans des temps un peu plus courts qu'un autocuiseur. D'une puissance de 1300 watts, en 220 volts, elle se branche sur une prise de courant et constitue un moyen de cuisson autonome. La cuve, en aluminium moulé, a une capacité de 8 litres ; elle est recouverte d'une carrosserie en acier à double paroi, assurant une bonne isolation thermique, et dotée d'un thermostat qui règle et limite la température de cuisson. (« Cocotte express », Bauknecht, 300 F, grands magasins et électroménagistes).

Des canapés contemporains habillés spécialement pour vous.

Nous avons sélectionné quelques-uns des plus beaux canapés contemporains. Puis nous avons recherché les tissus que nous aimions et qui nous permettraient de personnaliser avec vous le modèle que vous aurez choisi.

PERSONA

Ameublement contemporain, décoration. 47, rue de l'Université, PARIS 7^e. Tél. : 548-85-83.

Mal de gorge ? Passez à l'action.



Les tablettes Humex Fournier Kinaldine Vitamine C contiennent de la Kinaldine, antiseptique, puissant qui combat l'infection. A base de Vitamine C, elles renforcent et stimulent les défenses de l'organisme. Et comme la gorge c'est aussi le palais, les pastilles Humex ont un bon goût de citron.

HUMEX

FOURNIER. Demandez-les à votre pharmacien. Laboratoires Fournier, Dijon. Visa n° GP 207 E 378.

LE TEMPS DU TROC

PARTICIPANT à Liège à une émission de la télévision belge avec Corinne Peers de Nieuwburgh et Anne Wendelen, nous avons assisté à des prises de vues filmées dans leur extraordinaire magasin de troc de mode, les Enfants d'Edouard, où elles allient l'aisance de la noblesse d'affaires à la désinvolture des moins de trente ans. Le résultat ? Explosif.

En effet, le Tout-Bruxelles (et jusqu'au palais royal) se retrouve dans ce grand hôtel particulier de quatre étages pour y laisser en dépôt, acheter et revendre une robe du soir au prix d'une jupe, un chemisier au prix de quelques collants, etc. Le système est des plus simples : on fixe d'avance le prix à l'amiable, et le vêtement — en parfait état — est mis en vente. La cliente est payée dans les trois mois ou reprend son bien. Au deuxième étage, un atelier de transformations, du « faites-le-vous-même », une mini-boutique pour hommes. Le mobilier contemporain est vendu de la même façon, et un rayon de brocante complète les activités multiples des Enfants d'Edouard.

Si nous ne disposons pas encore à Paris d'une organisation aussi poussée, plusieurs boutiques pratiquent le dépôt-vente : Mlle a choisi le point mousso géant, traité à la verticale pour former des rayures « allongées » ; son gilet se ferme à l'enclenchement d'un bouton-pression à briolette en forme de fleur, et ses poches plaquées s'ouvrent sur le côté, ce qui leur évite de se déformer. Vous pourriez, comme elle le fait, composer vous-même votre fil, plus ou moins chiné. Elle a choisi trois fils rouges unis de Welcomme Fernelle, tous différents (4,5 F la pelote), avec un motif cuiré (8,70 F) pour en velouter la surface. Les aiguilles numéro 10 permettront avec huit pelotes de fil de réaliser ce gilet. Le temps d'un week-end.

Si vous habitez Paris, allez choisir vos couleurs chez Lydia Morabla (11, rue de Luynes, 75007 Paris, tél. 558-84-11), mais les pelotes sont aussi vendues chez tous les dépositaires de la marque à travers la France. Pour recevoir toutes explications, adressez une enveloppe timbrée à votre nom au Club du tricot Welcomme Fernelle (130, rue du Fg-Poissonnière, 75010 Paris).

Actuellement les hommes peuvent faire des tas de bonnes affaires, 180, fg St-Honoré, chez Marcel BUR. Pardessus en shetland, en poil de chamois, costumes en tissu Dormeuil, vestes, pantalons, imperméables, pulls, chemises et cravates sont démarqués jusqu'à 60 %. n'attendez pas trop !

Les jupes de jour s'y vendent de 40 F à 150 F environ, les ensembles de sports d'hiver de 100 F à 240 F, tandis que les anoraks d'enfants se trouvent entre 20 F et 80 F et les ensembles à combinaisons, de 60 à 130 F.

Quelques Retouches reprend des modèles de haute couture et de prêt-à-porter de luxe à une clientèle d'ambassades, de ministères, de mannequins et de Parisiennes élégantes. On fait aussi les retouches... le tout d'une parfaite discrétion sur les prix. Boulevard du Troc échange directement les articles du magasin, tout en acceptant aussi le dépôt. Comme dans toutes les maisons citées ici, il ne s'agit aucunement de « laissés-pour-compte », mais de modèles à la mode. On peut même louer des robes du soir, entre 80 F et 100 F.

Si les maisons de couture et de fourrure ne pratiquent pas le troc, certaines ont cependant un rayon de soldes permanent. En outre, Scherrer, Laroche, Nina Ricci, Courrèges — et d'autres — les confient à Bob's, 7, avenue Marceau et 34, place du Marché Saint-Honoré.

NATHALIE MONT-SERVAN.



(Croquis de MARCO).

Ce n'est pas encore le printemps, mais on peut avoir envie d'un petit vêtement de transition, dans les tons qui seront à la mode aux beaux jours. La styliste Lydia Morabla a créé pour nos lectrices un modèle de gilet chand, facile à exécuter. Elle a choisi le point mousso géant, traité à la verticale pour former des rayures « allongées » ; son gilet se ferme à l'enclenchement d'un bouton-pression à briolette en forme de fleur, et ses poches plaquées s'ouvrent sur le côté, ce qui leur évite de se déformer.

Vous pourriez, comme elle le fait, composer vous-même votre fil, plus ou moins chiné. Elle a choisi trois fils rouges unis de Welcomme Fernelle, tous différents (4,5 F la pelote), avec un motif cuiré (8,70 F) pour en velouter la surface. Les aiguilles numéro 10 permettront avec huit pelotes de fil de réaliser ce gilet. Le temps d'un week-end.

Si vous habitez Paris, allez choisir vos couleurs chez Lydia Morabla (11, rue de Luynes, 75007 Paris, tél. 558-84-11), mais les pelotes sont aussi vendues chez tous les dépositaires de la marque à travers la France. Pour recevoir toutes explications, adressez une enveloppe timbrée à votre nom au Club du tricot Welcomme Fernelle (130, rue du Fg-Poissonnière, 75010 Paris).

Actuellement les hommes peuvent faire des tas de bonnes affaires, 180, fg St-Honoré, chez Marcel BUR. Pardessus en shetland, en poil de chamois, costumes en tissu Dormeuil, vestes, pantalons, imperméables, pulls, chemises et cravates sont démarqués jusqu'à 60 %. n'attendez pas trop !

DAIM style spécialiste du vêtement de peau H et F. prêt à porter, avec mesure ou selon votre croquis réadapté, transformé, nettoyage. 8, place Voltaire - Paris - 75003 95.15

Animaux

LES JEUX DU CIRQUE

La présence d'animaux dans les cirques est aujourd'hui vivement critiquée par bon nombre de défenseurs des animaux. En effet, les cirques attirent le trafic des espèces exotiques. Les bêtes sont logées dans des cages exigües. Enfin, le dressage implique, assure-t-on, des procédés cruels.

Lors d'une représentation, il est facile de se rendre compte que le public assiste quelque peu lorsqu'un dompteur donne des coups, même légers, à un fauve. Déjà, des pays nordiques ont interdit l'exhibition des animaux dans les cirques.

La plupart des protecteurs de la nature estiment que seules des espèces domestiques devraient désormais figurer dans les cirques, et encore faudrait-il que les numéros qu'ils exécutent ne présentent pas de dangers pour eux.

La psychologie du dresseur ou du dompteur (ce dernier terme

étant réservé à celui qui s'occupe de fauves) est fort intéressante. S'il peut en exister de brutaux, la plupart aiment leurs bêtes, à leur façon, et comprennent mal les attaques dirigées contre eux. Pour eux, l'animal en cage n'est pas malheureux : la présence humaine, surtout si elle se double d'une certaine attention, atténue les effets de la captivité.

Fait notable : les dresseurs sont le plus souvent très opposés à la chasse. Voici peu d'années d'ailleurs, Jean Richard était l'un des bêtes par excellence. Aujourd'hui, par suite de l'évolution des idées, son étoile a pâli.

Les numéros de dressage particulièrement contre nature, le travestissement, le saut des fauves dans un cercle de feu, sont désormais très critiqués. On a dû mettre plus facilement les numéros où le comportement naturel est, seulement un peu « exagéré ». Si des méthodes barbares ont pu être employées, ce sont encore des employés (comme, par exemple, les plaques chauffantes), le principe des réflexes conditionnés est en général suffisant, mais l'animal n'accepte pas n'importe quel dressage : « Autant dresser du bétail que demander à un éléphant un numéro qu'il ne veut pas faire », dit Alexis Grass.

Mais, parfois, le dompteur se sent « possédé » par le public. Il veut alors accomplir un exploit, et dépasse la limite à ne pas enfreindre vis-à-vis du fauve, et c'est le drame. Nombreux sont les belluaires qui ont payé de leur vie un instant d'audace irréfutable.

Les numéros les plus complexes sont en fait des additions d'exercices plus simples. Jean Michon, qui a présenté des tigres au cirque Pinder-Jean Richard, explique comment s'obtient le numéro du tigre cavalier. Dans un premier temps, un cheval est amené devant la cage du tigre ; quand les deux animaux se sont habitués l'un à l'autre, ils sont placés face à face, sur la piste cette fois. On fait alors tourner le cheval autour de la piste, au centre de laquelle se trouve le tigre. Celui-ci doit ensuite sauter sur un tabouret auprès duquel le cheval passe en tournant. A l'étape suivante, un panneau est fixé sur le dos du cheval. Puis à l'aide d'un morceau de viande, le tigre est attiré du tabouret vers le cheval. Enfin, ce dernier marche avec le tigre sur son dos.

Une curieuse symbiose finit par unir l'homme à la bête. Celle-ci se rend compte de l'état physique ou psychologique de son dresseur, et si un fauve devine que le dompteur est fragile ou manque de volonté, il peut devenir dangereux. Wendy Farrington, qui plonge avec les dauphins du Moulin-Rouge, assure que la communication entre elle et eux est motus intense lorsqu'elle est souffrante.

« On ne peut rien cacher à un dauphin », dit-elle. André Jambert, qui a également présenté des dauphins, rapporte que, lorsqu'il n'était pas en forme en commençant, il se sentait revigoré à l'issue du spectacle. Les numéros d'animaux domestiques, outre qu'ils soulèvent moins de critiques, permettent une communication encore plus poussée. Le Cirque de Paris, qui a parcouru la capitale l'année dernière, préfère se limiter à eux : des ours, des poneys, des lapins, en sont les vedettes, avec un mulet. Mais celui-ci est plus encore pour les fondateurs de ce cirque : presque un associé.

JEAN-JACQUES BARLOY.

Jusqu'à fin Janvier

-50%
TED LAPIDUS
DIFFUSION FEMMES

BELLE JARDINIÈRE 2 Rue du Pont-Neuf

LYON BONFILS
JACQUES GILES PARIS

SOLDES 14 RUE DES CANETTES 326 49-40

SOLDES
10% à 50% jusqu'au 31 Janvier

Revillon



FOURRURES

40, rue La Boétie, Paris 8^e - 44, rue du Dragon, Paris 6^e

emanuel ungaro

SOLDES

2 avenue montaigne 256.27.70
25 fg saint-honoré 266.45.70
56 rue de rennes 548.83.50

DAIM style spécialiste du vêtement de peau H et F. prêt à porter, avec mesure ou selon votre croquis réadapté, transformé, nettoyage. 8, place Voltaire - Paris - 75003 95.15

Jeux

Échecs

N° 640

EN FORME D'ÉTAU

43^e CHAMPIONNAT D'URSS.
Erevan, décembre 1975.
Blancs : A. BELIAVSKY.
Noirs : A. BELIAVSKY.
Défense sicilienne, Dragon accéléré.

1. e4 c5 2. Dc3 a6 3. Cf3 c6 4. d4 cxd4 5. Cxd4 Cf6 6. Cc3 e6 7. Cg5 d5 8. Cxf6 gxf6 9. f3 f5 10. g4 f4 11. g5 f3 12. Tf1 f6 13. Td1 f7 14. Td2 f8 15. Td3 f9 16. Td4 f10 17. Td5 f11 18. Td6 f12 19. Td7 f13 20. Td8 f14 21. Td9 f15 22. Td10 f16 23. Td11 f17 24. Td12 f18 25. Td13 f19 26. Td14 f20 27. Td15 f21 28. Td16 f22 29. Td17 f23 30. Td18 f24 31. Td19 f25 32. Td20 f26 33. Td21 f27 34. Td22 f28 35. Td23 f29 36. Td24 f30 37. Td25 f31 38. Td26 f32 39. Td27 f33 40. Td28 f34 41. Td29 f35 42. Td30 f36 43. Td31 f37 44. Td32 f38 45. Td33 f39 46. Td34 f40 47. Td35 f41 48. Td36 f42 49. Td37 f43 50. Td38 f44 51. Td39 f45 52. Td40 f46 53. Td41 f47 54. Td42 f48 55. Td43 f49 56. Td44 f50 57. Td45 f51 58. Td46 f52 59. Td47 f53 60. Td48 f54 61. Td49 f55 62. Td50 f56 63. Td51 f57 64. Td52 f58 65. Td53 f59 66. Td54 f60 67. Td55 f61 68. Td56 f62 69. Td57 f63 70. Td58 f64 71. Td59 f65 72. Td60 f66 73. Td61 f67 74. Td62 f68 75. Td63 f69 76. Td64 f70 77. Td65 f71 78. Td66 f72 79. Td67 f73 80. Td68 f74 81. Td69 f75 82. Td70 f76 83. Td71 f77 84. Td72 f78 85. Td73 f79 86. Td74 f80 87. Td75 f81 88. Td76 f82 89. Td77 f83 90. Td78 f84 91. Td79 f85 92. Td80 f86 93. Td81 f87 94. Td82 f88 95. Td83 f89 96. Td84 f90 97. Td85 f91 98. Td86 f92 99. Td87 f93 100. Td88 f94 101. Td89 f95 102. Td90 f96 103. Td91 f97 104. Td92 f98 105. Td93 f99 106. Td94 f100 107. Td95 f101 108. Td96 f102 109. Td97 f103 110. Td98 f104 111. Td99 f105 112. Td100 f106 113. Td101 f107 114. Td102 f108 115. Td103 f109 116. Td104 f110 117. Td105 f111 118. Td106 f112 119. Td107 f113 120. Td108 f114 121. Td109 f115 122. Td110 f116 123. Td111 f117 124. Td112 f118 125. Td113 f119 126. Td114 f120 127. Td115 f121 128. Td116 f122 129. Td117 f123 130. Td118 f124 131. Td119 f125 132. Td120 f126 133. Td121 f127 134. Td122 f128 135. Td123 f129 136. Td124 f130 137. Td125 f131 138. Td126 f132 139. Td127 f133 140. Td128 f134 141. Td129 f135 142. Td130 f136 143. Td131 f137 144. Td132 f138 145. Td133 f139 146. Td134 f140 147. Td135 f141 148. Td136 f142 149. Td137 f143 150. Td138 f144 151. Td139 f145 152. Td140 f146 153. Td141 f147 154. Td142 f148 155. Td143 f149 156. Td144 f150 157. Td145 f151 158. Td146 f152 159. Td147 f153 160. Td148 f154 161. Td149 f155 162. Td150 f156 163. Td151 f157 164. Td152 f158 165. Td153 f159 166. Td154 f160 167. Td155 f161 168. Td156 f162 169. Td157 f163 170. Td158 f164 171. Td159 f165 172. Td160 f166 173. Td161 f167 174. Td162 f168 175. Td163 f169 176. Td164 f170 177. Td165 f171 178. Td166 f172 179. Td167 f173 180. Td168 f174 181. Td169 f175 182. Td170 f176 183. Td171 f177 184. Td172 f178 185. Td173 f179 186. Td174 f180 187. Td175 f181 188. Td176 f182 189. Td177 f183 190. Td178 f184 191. Td179 f185 192. Td180 f186 193. Td181 f187 194. Td182 f188 195. Td183 f189 196. Td184 f190 197. Td185 f191 198. Td186 f192 199. Td187 f193 200. Td188 f194 201. Td189 f195 202. Td190 f196 203. Td191 f197 204. Td192 f198 205. Td193 f199 206. Td194 f200 207. Td195 f201 208. Td196 f202 209. Td197 f203 210. Td198 f204 211. Td199 f205 212. Td200 f206 213. Td201 f207 214. Td202 f208 215. Td203 f209 216. Td204 f210 217. Td205 f211 218. Td206 f212 219. Td207 f213 220. Td208 f214 221. Td209 f215 222. Td210 f216 223. Td211 f217 224. Td212 f218 225. Td213 f219 226. Td214 f220 227. Td215 f221 228. Td216 f222 229. Td217 f223 230. Td218 f224 231. Td219 f225 232. Td220 f226 233. Td221 f227 234. Td222 f228 235. Td223 f229 236. Td224 f230 237. Td225 f231 238. Td226 f232 239. Td227 f233 240. Td228 f234 241. Td229 f235 242. Td230 f236 243. Td231 f237 244. Td232 f238 245. Td233 f239 246. Td234 f240 247. Td235 f241 248. Td236 f242 249. Td237 f243 250. Td238 f244 251. Td239 f245 252. Td240 f246 253. Td241 f247 254. Td242 f248 255. Td243 f249 256. Td244 f250 257. Td245 f251 258. Td246 f252 259. Td247 f253 260. Td248 f254 261. Td249 f255 262. Td250 f256 263. Td251 f257 264. Td252 f258 265. Td253 f259 266. Td254 f260 267. Td255 f261 268. Td256 f262 269. Td257 f263 270. Td258 f264 271. Td259 f265 272. Td260 f266 273. Td261 f267 274. Td262 f268 275. Td263 f269 276. Td264 f270 277. Td265 f271 278. Td266 f272 279. Td267 f273 280. Td268 f274 281. Td269 f275 282. Td270 f276 283. Td271 f277 284. Td272 f278 285. Td273 f279 286. Td274 f280 287. Td275 f281 288. Td276 f282 289. Td277 f283 290. Td278 f284 291. Td279 f285 292. Td280 f286 293. Td281 f287 294. Td282 f288 295. Td283 f289 296. Td284 f290 297. Td285 f291 298. Td286 f292 299. Td287 f293 300. Td288 f294 301. Td289 f295 302. Td290 f296 303. Td291 f297 304. Td292 f298 305. Td293 f299 306. Td294 f300 307. Td295 f301 308. Td296 f302 309. Td297 f303 310. Td298 f304 311. Td299 f305 312. Td300 f306 313. Td301 f307 314. Td302 f308 315. Td303 f309 316. Td304 f310 317. Td305 f311 318. Td306 f312 319. Td307 f313 320. Td308 f314 321. Td309 f315 322. Td310 f316 323. Td311 f317 324. Td312 f318 325. Td313 f319 326. Td314 f320 327. Td315 f321 328. Td316 f322 329. Td317 f323 330. Td318 f324 331. Td319 f325 332. Td320 f326 333. Td321 f327 334. Td322 f328 335. Td323 f329 336. Td324 f330 337. Td325 f331 338. Td326 f332 339. Td327 f333 340. Td328 f334 341. Td329 f335 342. Td330 f336 343. Td331 f337 344. Td332 f338 345. Td333 f339 346. Td334 f340 347. Td335 f341 348. Td336 f342 349. Td337 f343 350. Td338 f344 351. Td339 f345 352. Td340 f346 353. Td341 f347 354. Td342 f348 355. Td343 f349 356. Td344 f350 357. Td345 f351 358. Td346 f352 359. Td347 f353 360. Td348 f354 361. Td349 f355 362. Td350 f356 363. Td351 f357 364. Td352 f358 365. Td353 f359 366. Td354 f360 367. Td355 f361 368. Td356 f362 369. Td357 f363 370. Td358 f364 371. Td359 f365 372. Td360 f366 373. Td361 f367 374. Td362 f368 375. Td363 f369 376. Td364 f370 377. Td365 f371 378. Td366 f372 379. Td367 f373 380. Td368 f374 381. Td369 f375 382. Td370 f376 383. Td371 f377 384. Td372 f378 385. Td373 f379 386. Td374 f380 387. Td375 f381 388. Td376 f382 389. Td377 f383 390. Td378 f384 391. Td379 f385 392. Td380 f386 393. Td381 f387 394. Td382 f388 395. Td383 f389 396. Td384 f390 397. Td385 f391 398. Td386 f392 399. Td387 f393 400. Td388 f394 401. Td389 f395 402. Td390 f396 403. Td391 f397 404. Td392 f398 405. Td393 f399 406. Td394 f400 407. Td395 f401 408. Td396 f402 409. Td397 f403 410. Td398 f404 411. Td399 f405 412. Td400 f406 413. Td401 f407 414. Td402 f408 415. Td403 f409 416. Td404 f410 417. Td405 f411 418. Td406 f412 419. Td407 f413 420. Td408 f414 421. Td409 f415 422. Td410 f416 423. Td411 f417 424. Td412 f418 425. Td413 f419 426. Td414 f420 427. Td415 f421 428. Td416 f422 429. Td417 f423 430. Td418 f424 431. Td419 f425 432. Td420 f426 433. Td421 f427 434. Td422 f428 435. Td423 f429 436. Td424 f430 437. Td425 f431 438. Td426 f432 439. Td427 f433 440. Td428 f434 441. Td429 f435 442. Td430 f436 443. Td431 f437 444. Td432 f438 445. Td433 f439 446. Td434 f440 447. Td435 f441 448. Td436 f442 449. Td437 f443 450. Td438 f444 451. Td439 f445 452. Td440 f446 453. Td441 f447 454. Td442 f448 455. Td443 f449 456. Td444 f450 457. Td445 f451 458. Td446 f452 459. Td447 f453 460. Td448 f454 461. Td449 f455 462. Td450 f456 463. Td451 f457 464. Td452 f458 465. Td453 f459 466. Td454 f460 467. Td455 f461 468. Td456 f462 469. Td457 f463 470. Td458 f464 471. Td459 f465 472. Td460 f466 473. Td461 f467 474. Td462 f468 475. Td463 f469 476. Td464 f470 477. Td465 f471 478. Td466 f472 479. Td467 f473 480. Td468 f474 481. Td469 f475 482. Td470 f476 483. Td471 f477 484. Td472 f478 485. Td473 f479 486. Td474 f480 487. Td475 f481 488. Td476 f482 489. Td477 f483 490. Td478 f484 491. Td479 f485 492. Td480 f486 493. Td481 f487 494. Td482 f488 495. Td483 f489 496. Td484 f490 497. Td485 f491 498. Td486 f492 499. Td487 f493 500. Td488 f494 501. Td489 f495 502. Td490 f496 503. Td491 f497 504. Td492 f498 505. Td493 f499 506. Td494 f500 507. Td495 f501 508. Td496 f502 509. Td497 f503 510. Td498 f504 511. Td499 f505 512. Td500 f506 513. Td501 f507 514. Td502 f508 515. Td503 f509 516. Td504 f510 517. Td505 f511 518. Td506 f512 519. Td507 f513 520. Td508 f514 521. Td509 f515 522. Td510 f516 523. Td511 f517 524. Td512 f518 525. Td513 f519 526. Td514 f520 527. Td515 f521 528. Td516 f522 529. Td517 f523 530. Td518 f524 531. Td519 f525 532. Td520 f526 533. Td521 f527 534. Td522 f528 535. Td523 f529 536. Td524 f530 537. Td525 f531 538. Td526 f532 539. Td527 f533 540. Td528 f534 541. Td529 f535 542. Td530 f536 543. Td531 f537 544. Td532 f538 545. Td533 f539 546. Td534 f540 547. Td535 f541 548. Td536 f542 549. Td537 f543 550. Td538 f544 551. Td539 f545 552. Td540 f546 553. Td541 f547 554. Td542 f548 555. Td543 f549 556. Td544 f550 557. Td545 f551 558. Td546 f552 559. Td547 f553 560. Td548 f554 561. Td549 f555 562. Td550 f556 563. Td551 f557 564. Td552 f558 565. Td553 f559 566. Td554 f560 567. Td555 f561 568. Td556 f562 569. Td557 f563 570. Td558 f564 571. Td559 f565 572. Td560 f566 573. Td561 f567 574. Td562 f568 575. Td563 f569 576. Td564 f570 577. Td565 f571 578. Td566 f572 579. Td567 f573 580. Td568 f574 581. Td569 f575 582. Td570 f576 583. Td571 f577 584. Td572 f578 585. Td573 f579 586. Td574 f580 587. Td575 f581 588. Td576 f582 589. Td577 f583 590. Td578 f584 591. Td579 f585 592. Td580 f586 593. Td581 f587 594. Td582 f588 595. Td583 f589 596. Td584 f590 597. Td585 f591 598. Td586 f592 599. Td587 f593 600. Td588 f594 601. Td589 f595 602. Td590 f596 603. Td591 f597 604. Td592 f598 605. Td593 f599 606. Td594 f600 607. Td595 f601 608. Td596 f602 609. Td597 f603 610. Td598 f604 611. Td599 f605 612. Td600 f606 613. Td601 f607 614. Td602 f608 615. Td603 f609 616. Td604 f610 617. Td605 f611 618. Td606 f612 619. Td607 f613 620. Td608 f614 621. Td609 f615 622. Td610 f616 623. Td611 f617 624. Td612 f618 625. Td613 f619 626. Td614 f620 627. Td615 f621 628. Td616 f622 629. Td617 f623 630. Td618 f624 631. Td619 f625 632. Td620 f626 633. Td621 f627 634. Td622 f628 635. Td623 f629 636. Td624 f630 637. Td625 f631 638. Td626 f632 639. Td627 f633 640. Td628 f634 641. Td629 f635 642. Td630 f636 643. Td631 f637 644. Td632 f638 645. Td633 f639 646. Td634 f640 647. Td635 f641 648. Td636 f642 649. Td637 f643 650. Td638 f644 651. Td639 f645 652. Td640 f646 653. Td641 f647 654. Td642 f648 655. Td643 f649 656. Td644 f650 657. Td645 f651 658. Td646 f652 659. Td647 f653 660. Td648 f654 661. Td649 f655 662. Td650 f656 663. Td651 f657 664. Td652 f658 665. Td653 f659 666. Td654 f660 667. Td655 f661 668. Td656 f662 669. Td657 f663 670. Td658 f664 671. Td659 f665 672. Td660 f666 673. Td661 f667 674. Td662 f668 675. Td663 f669 676. Td664 f670 677. Td665 f671 678. Td666 f672 679. Td667 f673 680. Td668 f674 681. Td669 f675 682. Td670 f676 683. Td671 f677 684. Td672 f678 685. Td673 f679 686. Td674 f680 687. Td675 f681 688. Td676 f682 689. Td677 f683 690. Td678 f684 691. Td679 f685 692. Td680 f686 693. Td681 f687 694. Td682 f688 695. Td683 f689 696. Td684 f690 697. Td685 f691 698. Td686 f692 699. Td687 f693 700. Td688 f694 701. Td689 f695 702. Td690 f696 703. Td691 f697 704. Td692 f698 705. Td693 f699 706. Td694 f700 707. Td695 f701 708. Td696 f702 709. Td697 f703 710. Td698 f704 711. Td699 f705 712. Td700 f706 713. Td701 f707 714. Td702 f708 715. Td703 f709 716. Td704 f710 717. Td705 f711 718. Td706 f712 719. Td707 f713 720. Td708 f714 721. Td709 f715 722. Td710 f716 723. Td711 f717 724. Td712 f718 725. Td713 f719 726. Td714 f720 727. Td715 f721 728. Td716 f722 729. Td717 f723 730. Td718 f724 731. Td719 f725 732. Td720 f726 733. Td721 f727 734. Td722 f728 735. Td723 f729 736. Td724 f730 737. Td725 f731 738. Td726 f732 739. Td727 f733 740. Td728 f734 741. Td729 f735 742. Td730 f736 743. Td731 f737 744. Td732 f738 745. Td733 f739 746. Td734 f740 747. Td735 f741 748. Td736 f742 749. Td737 f743 750. Td738 f744 751. Td739 f745 752. Td740 f746 753. Td741 f747 754. Td742 f748 755. Td743 f749 756. Td744 f750 757. Td745 f751 758. Td746 f752 759. Td747 f753 760. Td748 f754 761. Td749 f755 762. Td750 f756 763. Td751 f757 764. Td752 f758 765. Td753 f759 766. Td754 f760 767. Td755 f761 768. Td756 f762 769. Td757 f763 770. Td758 f764 771. Td759 f765 772. Td760 f766 773. Td761 f767 774. Td762 f768 775. Td763 f769 776. Td764 f770 777. Td765 f771 778. Td766 f772 779. Td767 f773 780. Td768 f774 781. Td769 f775 782. Td770 f776 783. Td771 f777 784. Td772 f778 785. Td773 f779 786. Td774 f780 787. Td775 f781 788. Td776 f782 789. Td777 f783 790. Td778 f784 791. Td779 f785 792. Td780 f786 793. Td781 f787 794. Td782 f788 795. Td783 f789 796. Td784 f790 797. Td785 f791 798. Td786 f792 799. Td787 f793 800. Td788 f794 801. Td789 f795 802. Td790 f796 803. Td791 f797 804. Td792 f798 805. Td793 f799 806. Td794 f800 807. Td795 f801 808. Td796 f802 809. Td797 f803 810. Td798 f804 811. Td799 f805 812. Td800 f806 813. Td801 f807 814. Td802 f808 815. Td803 f809 816. Td804 f810 817. Td805 f811 818. Td806 f812 819. Td807 f813 820. Td808 f814 821. Td809 f815 822. Td810 f816 823. Td811 f817 824. Td812 f818 825. Td813 f819 826. Td814 f820 827. Td815 f821 828. Td816 f822 829. Td817 f823 830. Td818 f824 831. Td819 f825 832. Td820 f826 833. Td821 f827 834. Td822 f828 835. Td823 f829 836. Td824 f830 837. Td825 f831 838. Td826 f832 839. Td827 f833 840. Td828 f834 841. Td829 f835 842. Td830 f836 843. Td831 f837 844. Td832 f838 845. Td833 f839 846. Td834 f840 847. Td835 f841 848. Td836 f842 849. Td837 f843 850. Td838 f844 851. Td839 f845 852. Td840 f846 853. Td841 f847 854. Td842 f848 855. Td843 f849 856. Td844 f850 857. Td845 f851 858. Td846 f852 859. Td847 f853 860. Td848 f854 861. Td849 f855 862. Td850 f856 863. Td851 f857 864. Td852 f858 865. Td853 f859 866. Td854 f860 867. Td855 f861 868. Td856 f862 869. Td857 f863 870. Td858 f864 871. Td859 f865 872. Td860 f866 873. Td861 f867 874. Td862 f868 875. Td863 f869 876. Td864 f870 877. Td865 f871 878. Td866 f872 879. Td867 f873 880. Td868 f874 881. Td869 f875 882. Td870 f876 883. Td871 f877 8

RADIO-TÉLÉVISION

ARTS ET SPECTACLES

Seize et demi

Dix-huit anciens délinquants américains réunis à leur sortie de prison dans la société, utiles à leurs concitoyens, aimés, respectés ; dix-huit sur deux cent cinquante mille, ou plutôt dix-sept — l'un d'entre eux est de retour à Saint-Quentin, à perpétuité cette fois ; dix-sept ou plutôt seize et demi — un autre encore, découragé, nous a avoué que, entre le chômage (il en sort) et le cambriolage, non il ne veut pas y revenir bien sûr, mais... seize, dix-sept, dix-huit, ce chiffre dérisoire donne sa tragédie, son étonnante grandeur au fantastique reportage de Daniel Karlin sur une expérience unique, privilégiée, tentée, en 1965, par le sociologue Douglas J. Grant.

Il a sélectionné des détenus moyens, typiques, sans aucune éducation, des Noirs, des Blancs, des récidivistes (un sur deux aux États-Unis, et dans les deux ans qui suivent), des détenus sur le point d'être libérés ; il les a formés et leur a permis de devenir des « travailleurs sociaux » d'un genre un peu particulier, rattachés à l'administration pénitentiaire ou à la prévention de la délinquance. Que sont devenus aujourd'hui ces hommes qualifiés autrefois de dangereux, de délinquants, de psychopates, de schizophrènes, immatriculés, catalogués, fichés de face et de profil ? Et comment en étaient-ils arrivés là ?

Ceux que nous avons rencontrés jeudi (nous en verrons

D'une chaîne à l'autre

TRIBUNES ET DÉBATS

TRIMEDI 9 JANVIER
M. Jacques Barrot, secrétaire d'État au Logement, et de nombreux représentants de sociétés immobilières aborderont la question des charges locatives au cours du magazine « Vendredi », sur FR 3, à 20 h 30.

SAMEDI 10 JANVIER
L'Agence de Radio-France sera épuisée par Mme J. Baudry et par les directeurs des différentes chaînes de la radio nationale au cours de l'émission de Louis Bérlioz et Jean-Pierre Bérlioz, « Question pour un samedi », sur France-Inter, de 10 heures à 12 heures.

DIMANCHE 11 JANVIER
M. Pierre Juquin, du comité central du P.C.F., retracera sa carrière de « cadet de la politique », au cours de l'émission de Pierre Migon et d'Anne Caillaud, à 22 h 35, sur FR 3.

DIMANCHES ININTERROMPUS POUR GUY LUX SUR ANTEENNE 2

Nouveaux dimanches, sur Antenne 2 à partir du 11 janvier. Portion consacrée, pour Pierre Tcherno (qui garde la « tranchée » enfantine de 17 h 25 à 18 h 30, avec « Monsieur Cinéma ») ; part du lion pour Guy Lux, qui prend la barre à 12 heures (émission de « Ring-Parade » et « Système 2 »). Doubles pour Léon Zitrone, qui, outre le commentaire du tiré (16 h 15), assure la présentation du « Schmilbrouck », nouvelle version d'un jeu célèbre. D'autre part, l'après-midi sera occupé par un film.

LES PROGRAMMES

VENDREDI 9 JANVIER

CHAÎNE I : TF1

20 h 30. Au théâtre ce soir : « Le Fil à la patte » de G. Feytaud, mise en scène J. Charon. Avec J. Charon, R. Hirsch, P.-E. Delber, M. Boudet, J. Piat.
22 h 35. Émission musicale : Arcana (Edgar Varèse, de M. Dumoulin, première partie) ; 23 h 30, TF1 actualités.

CHAÎNE II : A 2

Boldoflorine
bonne infusion pour le foie et la constipation

20 h 30. Série : Simplicius, simplissimus, de L. Abbesse, réal. C. Umiker ; 21 h 30, Apostrophes, de B. Pivrot ; Qui est fou ?
22 h 35 (R.). Ciné-club : « Je suis un évadé », de M. Le Roy (1932) ; avec P. Muni, G. Farrell, H. Vinson, P. Forster (v. o. s.-t. n.).
Jim Allen, qui veut vivre en honnête

CHAÎNE III : FR 3

19 h 40. Tribune libre : Institut d'études occidentales ; 20 h 30, Service public : Les charges locatives. (Voir tribunes et débats.)
21 h 20 (R.). Les dossiers noirs : « Al Capone, tsar du crime ». Al Capone, le petit tueur napolitain devenu empereur du crime aux U.S.A. ; Elliot Ness et son armée secrète.

FRANCE-CULTURE

20 h, Poésie ; 20 h 5, La musique et les hommes ; « La Voix », radiophonie de l'émission de C.-C. Clément avec « Les Maîtres chanteurs » (Wagner) et « Ombre pour un poème d'Arthur Rimbaud » (Luciano Bérlioz) ; 22 h 25, Entretiens avec Alain Corbi, par F. Schumann ; 23 h, C. de nuit ; 23 h 30, Poésie.

FRANCE-MUSIQUE

20 h, Présentation du concert ; 20 h 30, Orchestre symphonique de Paris ; 20 h 45, Concerto pour piano de Beethoven ; 21 h 30, Orchestre symphonique de Paris ; 21 h 45, Concerto pour piano de Beethoven ; 22 h 30, Orchestre symphonique de Paris ; 23 h, Jazz forum ; 24 h, En marge.

SAMEDI 10 JANVIER

CHAÎNE I : TF1

20 h 30. Variétés : Numéro un (Marcel Amont) ; 21 h 30, Série : Shaft ; 22 h 15, Magazine de théâtre : L'œil en coulisses ; 23 h 40, TF1 actualités.

CHAÎNE II : A 2

De 12 h 35 à 20 h, Programme ininterrompu avec, à 15 h 5, le match de rugby France-Ecosse en direct de Murrayfield.
20 h 30, Téléroman : Splendeurs et misères des courtisanes, d'après H. de Balzac, réal. M. Cazeneuve. Avec B. Garcin, C. Le Poulain, G. Géraud.
22 h 5, Variétés : Dix de der, par Ph. Bourvart ; 23 h 40, Journal.

CHAÎNE III : FR 3

19 h 40. Une industrie, un événement : Les Boussac (le textile dans les Vosges) ; 20 h, Festival du court métrage : « Le Dormeur » de P. Aubier, et « La ligne de Scaux », de J.-P. Torok.
20 h 30, Feuilleton : Les peupliers de la Prétentaine, d'après M. Blancpain. Réal. J. Her-

man. (Cinquième épisode : Le retour de Charles.)
21 h 50, Journal.

FRANCE-CULTURE

20 h, Poésie ; 20 h 5, Carte blanche : « Le Conseil », de M. Bérlioz, réal. C. Umiker ; 21 h 30, Apostrophes, de B. Pivrot ; 22 h 25, « La Fausse du samedi ou mifous, mifous », divertissement de J. Chouquet ; 23 h 30, Poésie.

FRANCE-MUSIQUE

20 h, Pitoche et les légendes ; 20 h 5, Mélodies sans paroles ; 9 h 30, Ensemble symphonique ; 10 h, Étude ; 11 h 30, Séduction concert ; 12 h, Notes sur la culture ; « Trois danses sur un poème d'Arthur Rimbaud » (Luciano Bérlioz) ; 22 h 25, Entretiens avec Alain Corbi, par F. Schumann ; 23 h, C. de nuit ; 23 h 30, Poésie.

DIMANCHE 11 JANVIER

CHAÎNE I : TF1

De 9 h 15 à 20 h, Programme ininterrompu avec, à 12 h 20, Le petit rapporteur, et, à 17 h 45, un téléfilm : « La Marque de Zorro » ; 20 h 30, Film : « Les Héros de Telemark », d'A. Mann (1955), avec K. Douglas, R. Harris, M. Redgrave, U. Jacobsson, A. Dittling.
En 1922-1924, un Norvégien, un ingénieur et un groupe de résistants luttent contre les Allemands pour empêcher d'utiliser l'eau lourde produite dans un laboratoire à la fabrication de la bombe atomique.

22 h 20, Questionnaire, de J.-L. Servan-Schreiber (la fin de l'Occident, par M. J. Elliott) ; 23 h 25, TF1 actualités.

CHAÎNE II : A 2

De 12 h à 20 h, Programme ininterrompu avec, à 14 h, un film : « Le Voleur de Bagdad » (1936), avec Sabu, et, à 19 h 20, Système 2, 20 h 30, Système 2 (suite) ; 21 h 40 (R.), Feuilleton : Schmilbrouck, l'espion de l'Empire (Le maître d'école) ; 22 h 35, Les cadets de la politique.

CHAÎNE III : FR 3

11 h, A écrans ouverts (pour les travailleurs immigrés) ; 19 h, Portrait du cinéaste Claude Autant-Lara (deuxième partie) ; 20 h 5, Les années épiques du cinéma (la comédie) ; 20 h 30, Film : « La Solitude du chanteur de fond », de Ch. Marker ; avec Y. Montand ; 22 h 30, Journal.

FRANCE-CULTURE

20 h, Poésie ; 20 h 5, Poésie ininterrompue ; 20 h 40, Atelier de création radiophonique : « Pense vite », par M. Cohen, suivi de « Courant d'été » ; 22 h, Black and blue, par L. Maiton ; 23 h, Poésie.

FRANCE-MUSIQUE

20 h 15, Nouveaux talents, première allée : Quatuor à cordes (Bach, Dvorak) ; 21 h, Concert, symphonie Bach d'Ansbach 1775 ; « Prélude en ut mineur BWV 999 » ; « Fugue en sol mineur BWV 1000 » ; « Suite en sol mineur BWV 999 » ; « Suite en sol mineur BWV 1001 » ; « Ragtime, luthiste et guitariste » ; 22 h, Cycle Brahms ; « Quatuor pour piano et cordes en sol mineur opus 25 », avec A. Rubinstein et le quatuor Guarnieri ; « Chansons populaires », avec E. Mithis, P. Schreier ; 23 h, Concert d'orchestre.

Théâtre

Agir sur la création

(Suite de la première page.)

Les prochaines œuvres prévues sont le *Païsa d'hiver*, de Rezvani, et *Chronique d'une solitude*, de Tahar Ben Jelloun, avec la collaboration de Betty et Michel Raffalli.

Pendant ce temps, le Centre culturel du Marais accueillera des professionnels pour un travail de recherche dramaturgique, avec la possibilité d'éventuelles représentations publiques, à des dates fixées par les créateurs eux-mêmes, mais sans obligation.

Lucien Attoun revendique « le droit au gâchis » : « Cela signifie deux choses, dit-il. La recherche dramaturgique ne doit pas être liée à une notion de rentabilité immédiate et je fais confiance aux créateurs. Que leur travail aboutisse ou non, je sais qu'ils auront vécu une expérience positive. Il ne s'agit pas pour eux de présenter un spectacle au rabais, mais de retrouver le plaisir de l'art. Quand ils appartiennent au secteur privé, ils courent après le succès. Quand ils appartiennent au secteur public, ils sont mis sur les rails de la gestion-annulation-évaluation, sans pouvoir changer l'ordre des choses, et c'est grave pour la création ».

Journaliste, Lucien Attoun veut non seulement témoigner de la vie théâtrale, il veut agir sur elle : « Financièrement, dit-il, j'ai mis sur pieds Théâtre Ouvert, parce que j'en avais assez des colloques sur les problèmes de la création contemporaine. Il faut être pratique, concret, analyser la situation dans son ensemble, sérier les questions, dégager les manques, voir ce qu'on peut faire, comment, et avec quels moyens. Il ne s'agit pas de

de vouloir dépasser ses limites. Le projet de Théâtre Ouvert, établi en 1970, prévoyait tout ce que nous avons réalisé. Nous avançons à la vitesse que nous permettent les moyens dont nous disposons ».

Lucien Attoun se défend de vouloir installer à Paris, de faire tourner en province, un nouveau théâtre, fût-il d'auteurs : « Ce serait inutile et arbitraire. Faire du jeune auteur pour se donner un alibi culturel est aussi dangereux que de se limiter aux classiques. Il y a encore cinq ans, on parlait du manque d'écrivains nouveaux. Ensuite, on a mis sur cinq ou six noms, les sollicitant de plusieurs côtés, épuisant leurs réserves, leur inspiration. Un auteur doit prendre le temps d'avoir quelque chose à dire ».

Une autre aberration consiste à réclamer le Shakespeare ou le Molière de notre temps. On devient Molière et Shakespeare après des siècles. Il est préférable de donner la parole à ceux qui ne l'ont pas. C'est le but du quatuor. Des milliers de gens écrivent. Parmi eux, combien peuvent d'exprimer leurs préoccupations ? Comment le savoir sans essayer ? Si l'on veut établir une véritable politique d'auteurs, il faut investir sur le futur avant d'exploiter le présent, et poser d'une manière cohérente les véritables problèmes de la formation et de la diffusion. Je connais au moins trois métiers qui ne s'enseignent pas, en tout cas en France : balayeur, producteur de radio, auteur dramatique. La formation se fait par la mise en pratique de l'écriture dans des conditions professionnelles. C'est ce que nous cherchons par notre formule de « mise en espace », qui est le résultat d'un travail de deux semaines. Le public sait de quoi il s'agit. Les règles sont simples, clairement énoncées, il ne se sent pas trompé, il s'intéresse. La preuve : nous elions dans certaines villes à la demande d'associations.

Pour notre part, nous essayons d'agir en même temps sur les professionnels, les spectateurs et bien entendu sur les pouvoirs publics. Mais les pouvoirs publics ne pourront rien si les spectateurs et professionnels ne sont pas engagés dans une expérience commune. Sinon, les

uns plèment pendant que les autres tournent à vide ».

L'ensemble Théâtre Ouvert (généraliste, mis en espace, spectacle) répond manifestement à un besoin puisque, lancé il y a deux mois, son programme est établi jusqu'en avril. Les directeurs d'organismes subventionnés qui l'accueillent prennent d'ailleurs un risque mesuré, la formule ayant fait ses preuves. De son métier de journaliste, Lucien Attoun garde une curiosité insatiable pour tout ce qui se fait, et la faculté de procéder ce qui pourrait se faire. Comme il va partout, pour tout voir, il connaît beaucoup de monde. De plus, Lucien Attoun est producteur du répertoire dramatique de France-Culture, directeur de la collection « Théâtre ouvert », aux éditions Stock.

« Mais, dit-il, je ne mélange pas les casquettes. Quand la collection a été créée, elle comportait un volume d'essai, *Le théâtre, le théâtre*, de Pierre-Jean Oswald, le Saul, avec leurs propres lignes. Nous, nous donnons des textes-programmes et, surtout, nous nous intéressons aux premières pièces publiées, même si elles sont refusées chez les autres. Je n'ai jamais couru après le chef-d'œuvre, je préfère ouvrir la collection à ceux qui, un jour, en écriront peut-être. »

Surtout, la situation s'est déstabilisée. Le Saul a renoncé. Pierre-Jean Oswald est en difficulté. Le papier ne cesse d'augmenter. L'indolence des organismes subventionnés est un fait permanent. Les libraires ne s'intéressent pas aux livres de théâtre, mais je trouve anormal de ne pas en disposer dans les bibliothèques des centres, foyers, maisons de la culture.

« Il existe un Centre national des

littéraires. Le théâtre y est inscrit d'une manière symbolique. L'édition théâtrale est un problème national, elle doit être subventionnée, sinon c'est la catastrophe. Publier une pièce ne suffit pas, il faut la diffuser largement, il faut savoir à qui la faire lire, mais il faut d'abord la publier, témoigner de son existence pour une éternité — de quelques semaines peut-être. Ce témoignage est indispensable à la continuité de la vie théâtrale ».

(Propos recueillis par COLETTE GODARD.)

Musique

La leçon de J. Bondon

Franc-tireur de la musique contemporaine, Jacques Bondon (né en 1927) ne se manifeste guère que par des ouvrages compliqués, l'absence de métier de ses confrères auquel il donnerait volontiers des leçons ; mais, contrairement à beaucoup, il aime également en recevoir.

Le son profane, presque impalpable, après la création de son *Concerto solitaire* pour sept cuivres, par l'Orchestre de Paris, que celle offerte en seconde partie par le *Concerto pour violon de Brahms* (soliste Henryk Szeryng). Leçon d'harmonie, de rythme — aussi persistant chez Bondon que celui des plumes tapageuses de Brahms — d'orchestration, de composition, de développement, avec cette science des variations qui n'appartient qu'aux compositeurs d'exception.

Tout cela est bien connu, peut-être de ceux qui ne vivent pas au même rythme, malheureusement, Jacques Bondon semble être de ceux-là : il ne suffit pas d'être moderne, il faut le rester, que l'on désire, en se gardant de toute recherche novatrice, pour se poser en champion de l'indépendance, face à une avant-garde souvent plus ennemie que d'élève — même qu'obligatoirement infatigable.

Excellente exécution des deux œuvres, plus que de la suite *Henry James de Kodaly* sous la direction de Jean-Pierre Jacquelin.

GÉRARD CONDE
* Concert redoublé le 10 janvier, à 20 h 30, au Théâtre de la Ville.

Cinéma

JEAN-CHARLES TACCHIELLA PRIX LOUIS-DELUC 1976

En couronnant Cousin, cousin, de Jean-Charles Tacchella (*Le Monde* du 25 novembre 1975), le jury du prix Deluc reste fidèle à sa vocation de distinguer des œuvres destinées au grand public, mais d'une certaine recherche.

Cousin, Cousin, dans les structures actuelles du cinéma français, remplit assez idéalement ces conditions. A l'appel de son premier long métrage, *Voyage en grande Tartarie* (1974) longuement mérité, Cousin, cousin est né d'un hasard : Gérard Oury, obligé de renoncer au tournage du nouveau film de Louis de Funès, malade, suggère à la société Gaumont de donner sa chance à Tacchella, qui écrit rapidement un scénario et se voit allouer un modeste budget, légèrement supérieur à 2 millions de francs. Le film est un succès, même si Gaumont distributeur, lié par des contrats antérieurs, le retire prématurément de l'affiche d'une partie des salles parisiennes où il avait entamé une carrière prometteuse.

Formes

Bram Van Velde et Borès

Bram Van Velde, Francisco Borès. On me pardonnera cette fois de ne pas explorer des thèmes vagues et de m'enfoncer dans des coins défrichés : de l'art, il en est, si peu « civilisé » qu'il mériterait des reconnaissances.

Voilà d'abord la plus sauvage, la plus joyeuse déflagration de couleurs qui soit jamais sortie de la palette de Bram (I). Mais oui, c'est (peut-être) ce qui est neuf, de moins ce qui va crescendo chez un peintre de quarante ans, qu'on a pu définir comme l'« homme du masque », qui, selon ses propres termes, « se voit à la fois à l'intérieur et à l'extérieur », à crier ses angoisses, ses découragements, et qui d'ailleurs s'est acharné à les dépasser, à proclamer que « sans joie il n'y a rien ». La joie, elle se conquiert dans la souffrance.

A part leurs expositions récentes — sur trente-quatre, vingt-cinq sont de 1975 — et leur éclat plus vif, ces peintures sur papier, chaque d'inspiration, sont marquées d'un sentiment de déjà vu. Qu'il ouvre au moins les yeux, sinon son cœur. Qu'il repousse avec le pinceau une voie douloureuse, et il comprendra. « Pour Bram Van Velde, la réussite de cette expérience est un tableau unique et chaque fois différent », écrit Jacques Pomman dans le très bon volume qu'il vient de signer avec Charles Jullier, aux Éditions Maspéro, comme pour Bram, précédemment, l'exposition accompagnait la publication d'une monographie (2).

Tout est donc dit, tout semble avoir été dit sur Bram, depuis Samuel Beckett, Georges Duthuit, Pierre Schneider et ceux autres, sans omettre l'artiste lui-même, dont Ch. Jullier a nagé recueillir les propos, plus éclairants encore que les glozes : sur sa remise en question de la peinture sur le monde dans la belle architecture (on son concept) d'écoulement, sur sa rupture avec la tradition du bien peindre, sur son rejet de l'univers créateur. Fiel, le dialogue avec le visible. C'est avec sa misère qu'il se colle. Il l'écrit en flaque de couleur qu'il comprime, en libère en des cerne labyrinthiques qui serpentent, se ferment, s'ouvrent. Tant pis pour les couleurs, les repères : « Ma toile est une circulation. La vie est liquide ».

Avant (ou après) avoir ingéré tant de nécessaires travaux d'approche d'une forme qui se dérobe, qui veut capter l'indicible est indicible, qu'on s'imprègne

(1) Galerie Maspéro, 13, rue de Téhéran.
(2) Bram Van Velde, par Jacques Pomman et Charles Jullier, Éditions Maspéro, 1975, 160 pages, 120 francs.
(3) Van Velde et Borès, 127, boulevard Hausmann.

de ces tableaux où la teinte dominante s'accroche au langage ou de l'écoulement de couleurs, mais ou flamboyantes, brillantes ou acides... Oui, « chaque fois différent ».

Ex place au poète, à Arabel :
En ses toiles se donnent rendez-vous
toute la peine
et toute la furie
du monde.

Avec Borès on change de registre, non d'intensité. Seulement, chez lui l'humour est plus sourd, la durée plus discrète, il n'a rien de précipité, boudi sous l'alignement de l'analyse des similes. Et la pauvre Madeline n'a pas assez vécu pour se voir gratifiée de quelque éclatante consécration, toujours à venir. Pour peu de temps encore, un choix de ses peintures suffisamment étalé dans le temps, de 1927 à 1971, épouse la courbe suivie par sa vision de l'univers sensible (3). Car, à l'inverse de Bram Van Velde qui, dit son âge mûr, a connu le dos à l'objet, Borès, par aversion, lui reste attaché. « L'Espagnol ne quitte pas volontiers, même aux heures du dîner, la rive aride du réel », écrit Claude Esteban à propos de Fernandez (On y reviendra).

Le réel pour le réel, l'objet pour l'objet ? Ce serait mal connaître Borès. Un prétexte, un signe, un langage, des formes, il n'a rien de précipité, boudi sous l'alignement de l'analyse des similes. Et la pauvre Madeline n'a pas assez vécu pour se voir gratifiée de quelque éclatante consécration, toujours à venir. Pour peu de temps encore, un choix de ses peintures suffisamment étalé dans le temps, de 1927 à 1971, épouse la courbe suivie par sa vision de l'univers sensible (3). Car, à l'inverse de Bram Van Velde qui, dit son âge mûr, a connu le dos à l'objet, Borès, par aversion, lui reste attaché. « L'Espagnol ne quitte pas volontiers, même aux heures du dîner, la rive aride du réel », écrit Claude Esteban à propos de Fernandez (On y reviendra).

On dirait que l'œil de Borès se mouve en dedans, ayant gardé l'empreinte des êtres et des choses qui l'avaient entouré. Et qu'il métamorphose en peinture. En peinture-peinture.

JEAN-MARIE DUNOYER.

LA VIE ÉCONOMIQUE ET SOCIALE

CONFLITS ET REVENDICATIONS

BILLET

LE DEMI-ÉCHEC DE LA GRÈVE DES POMPISTES

Les patrons et les autres

C'est un traitre... il nous a poignardés dans le dos... il nous a trahis... C'est ainsi qu'est décrit M. René Bernasconi par les leaders des pompiers qui ont fait la grève. Le poignard qu'ils veulent aux gémonies est le président de la puissante Chambre syndicale nationale du commerce et de la réparation de l'automobile, laquelle, comme on le sait, ne s'est pas associée au mouvement et porte de sa part une grande responsabilité dans son demi-échec.

M. Bernasconi nous a reçu dans les nouveaux locaux ultra-modernes de la Fédération des P.M.E. à la Défense. Il avait de la voir pour comprendre les divergences entre pompiers. Les leaders des organisations grévistes sont des gens simples, modestes, obscurs. Lui, c'est un notable connu et reconnu. J'ai trois affaires, dit-il, et à son ton, on devine qu'il est fort de l'argent. Mon organisme est le plus représentatif. Quand je fais grève, 65% des stations ferment. Vous avez vu ce que, eux, ils ont obtenu. Nous, sommes des patrons libres et nous voulons traiter l'affaire en chefs d'entreprise responsables. Les autres, c'est du genre Nicoud : ce sont des... poémi- mites.

« Voyez-vous, ajoute-t-il, il y a deux catégories de gérants de stations-services. Ceux qui sont sur le « marche-pied du patron », qui n'ont pas eu les moyens financiers de fonder leur propre affaire, et donc se sont mis en location-gérance. Ceux-là, j'ai à les représenter. C'est de la promotion d'entreprise. Les autres, ils ont des mentalités de salariés. Ils veulent devenir des salariés. Ce n'est pas à moi de les défendre. Ce n'est pas le même esprit. Et puis comment voulez-vous que je défende à la fois des patrons et des ouvriers. »

« Le fond de l'affaire, poursuit M. Bernasconi, va vous paraître

empreint de fatuité. C'est que moi je suis vice-président du conseil économique et social, vice-président des P.M.E., ancien président de l'UNEDIC (avant M. Bergeron). Je possède évidemment mes dossiers. Eux, ils n'ont même pas de dossiers à présenter. Cela fait onze mois que j'ai présenté mon dossier aux finances. C'est pourquoi monsieur le ministre Fourcade m'a reçu à la mi-décembre avant de prendre ses décisions, mais, pas aux. Bref, j'ai des moyens de discussion qu'ils n'ont pas. Alors ils m'accusent de collusion avec le pouvoir.

Mais ils raisonnent comme des enfants. Serais-je au côté de Léon Glingembre si je n'avais pas la dent dure avec le gouvernement. D'ailleurs le président de l'une des organisations grévistes, la F.N.C.A.A., est membre de l'U.D.R., mais cela « ils » ne le disent pas. Et ils sont injustes, car je pourrais rappeler tout ce que j'ai fait pour eux, les multiples procès que j'ai intentés aux sociétés pétrolières, etc.

À l'occasion M. Bernasconi élargit ses arguments : « Je n'ai pas trouvé très brillant d'inquiéter les Français au moment de Noël, alors qu'ils ont déjà tant de soucis. » Quand on lui demande ce qu'il pense de l'intention des grévistes de bloquer les dépôts, il répond catégoriquement : « Je ne donnerai jamais un tel ordre à mes adhérents. Les risques d'accident sont énormes. On n'a pas le droit. »

« Les autres », comme il dit, nous avaient déclaré : « Nous essayons de contrôler nos troupes. Mais si le gouvernement ne fléchit pas, un jour il y aura un drame. N'est-ce pas seulement ainsi que le gouvernement et l'opinion publique comprendront notre problème ? »

Il n'appartient pas, eux, comme M. Bernasconi, ou plutôt il s'en sentent exclus irresponsables ? Désespérés se- raient un mot plus juste. — Ph. S.

INCIDENTS À LA ROCHE-SUR-YON ENTRE MARINIS-PÊCHEURS ET FORCES DE L'ORDRE

Des incidents se sont produits dans l'après-midi du jeudi 8 janvier entre les gendarmes mobiles et deux cents marins-pêcheurs qui manifestaient aux abords de la préfecture de La Roche-sur-Yon (Vendée).

Venus de l'île d'Yeu, de Noirmoutier, des Sables-d'Olonne et de Saint-Gilles-Croix-Verte, les manifestants entendaient solliciter une délégation qui se rendait à la préfecture pour protester contre le prix du carburant. Mais les gendarmes mobiles ont inter- ventionné pour faire reculer les marins-pêcheurs loin des grilles de la préfecture à l'aide de grenades lacrymogènes.

Un journaliste de la rédaction locale d'Ouest-France, M. Michel Bougeard, a été blessé aux yeux par une grenade et a été hospitalisé à l'hôpital de La Roche-sur-Yon.

EMPLOI

N'ayant concerné que vingt mille cas

LES PRIMES À L'EMBAUCHE VONT ÊTRE MAINTENUES QUELQUES MOIS POUR LES ARTISANS

À l'occasion de la cérémonie de présentation des vœux entre le ministre du travail et les journalistes, M. Michel Durafour a reconnu le relatif échec du système des primes à l'embauche, qui consistait à verser à l'employeur une somme de 200 francs par mois durant un trimestre pour toute embauche effectuée entre juillet et décembre 1975. À peine 20 000 primes ont été versées.

Le ministre a annoncé que cette formule serait maintenue pendant quelques mois, vraisemblablement un trimestre (la décision définitive à ce sujet n'étant pas encore prise) au bénéfice des entreprises artisanales inscrites au registre des métiers.

M. Durafour a d'autre part, confirmé la préparation de plusieurs réformes : celles de l'entreprise, des rémunérations des travailleurs manuels, de la généralisation du financement et de l'harmonisation des régimes de sécurité sociale. Il a également fait part de son intention de « faire réexaminer la question du travail temporaire ».

M. CHARPENTIER AU PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE : la priorité doit aller à l'emploi.

MM. Yvan Charpentier, président de la C.G.C., et Coranin Calvez, Jean Menin et Jean de Saintis, principaux membres du bureau de cette centrale, ont été reçus, le 8 janvier, par le président de la République. Les syndicalistes ont souligné une nouvelle fois la « révolte » qu'avait suscitée parmi les cadres le défilé du 10 janvier, « à travers lequel se dessinait une société égalitaire où ils seraient déçus ».

Pour la C.G.C., la Sécurité sociale ne peut être un instrument de redistribution des revenus car, alors, « une grande majorité des Français se considéreraient comme des déshérités devant le fait de l'État ». « Avant et au lieu de s'occuper de la redistribution des revenus, il convient d'abord de régler la situation économique et de l'emploi en France », a déclaré M. Charpentier à l'issue de l'entretien. En estimant que rien d'efficace n'avait été fait pour lutter contre le chômage.

L'entretien a également porté sur la réforme de l'entreprise et les structures de concertation, la réorganisation du travail manuel (« Les Français se désintéressent du travail industriel »), les deux ingénieurs français détenus en Algérie depuis quarante-cinq jours, l'Europe, etc.

LA PRÉPARATION DU DIALOGUE NORD-SUD

Le groupe des dix-neuf délégués du tiers-monde réuni à Paris depuis lundi 6 janvier ne terminera pas ses travaux cette semaine. Après avoir établi la liste des sujets qui selon lui devront être traités par les deux premières commissions de « dialogue » (énergie, matières premières), le groupe va aborder les sujets des deux autres commissions (développement, finances), ainsi que les questions de procédure.

LES NÉGOCIATIONS SUR LES RÉMUNÉRATIONS

La masse salariale a augmenté de plus de 14 % en 1975 dans les secteurs public et nationalisé

Ainsi que nous l'avons indiqué dans nos dernières éditions du 8 janvier, une vingtaine d'accords salariaux ont été signés en 1975, dans l'ensemble des secteurs public et nationalisé. D'autres l'ont été dans des administrations placées sous la tutelle de l'État, telles que la Sécurité sociale ou la Mutualité agricole. À l'E.C.F., dans les Charbonnages de France ou dans les mines de potasse d'Alsace, les accords antérieurs et leurs avenants ont été reconduits.

Sauf exceptions, la C.G.T. et la C.F.D.T. se sont opposées à ces conventions signées par F.O., la C.F.T.C., la C.G.C. et les organisations autonomes.

Avec une grande diversité dans leurs modalités, ces accords ont abouti, dans leur ensemble, à un même taux de progression de la masse salariale, soit 14 à 15 % par rapport à 1974. Dans le même temps, mais cette fois, en « niveau », l'augmentation de l'indice officiel des prix aura été d'environ 9,9 %.

Dans l'industrie et le commerce, le salaire horaire moyen a progressé de 16 %. Mais la réduction de la durée du travail a ramené à 12 % l'augmentation des ressources hebdomadaires, soit une amélioration effective du pouvoir d'achat des ouvriers de 1,7 %.

Selon les formules plus ou moins diversifiées, tous les contrats 1975 présentent ces caractéristiques :

● LE MAINTIEN DU POUVOIR D'ACHAT OU TRAITEMENT DE BASE (par rapport à l'évolution de l'indice officiel des prix) a été assuré tout le long de l'année. Les accords précédents comportaient déjà des clauses couvrant (en fonction de ce même indice) la parité entre le salaire de base et les prix. Mais le rattrapage des premiers sur les seconds était opéré avec retard, en plusieurs étapes étalées sur l'année. Cette fois, l'ajustement d'une façon générale et parfois rétroactive a été fait tous les trimestres. Les salaires n'ont pas pris de retard parce qu'une première provision (en général 1,5 %) avait été versée au 1^{er} janvier et parce que chaque trimestre la hausse des prix du dernier mois, bien que non encore connue avec certitude, était évaluée par référence à la hausse des deux mois précédents. Le mécanisme peut paraître complexe, mais il a permis d'opérer en janvier 1975, une fois connu l'indice des prix du mois de décembre 1974.

● LA PROGRESSION DU POUVOIR D'ACHAT n'a été sensible que pour les rémunérations des petites catégories : elle est allée en s'amenuisant à mesure que l'on s'élevait dans l'échelle hiérarchique. Au sommet, il y a même eu, parfois, une légère régression.

Dans la pratique, la progression a été réalisée de plusieurs façons : — attribution uniforme de points d'indice à tous les niveaux de la grille hiérarchique. Parfois, une attribution un peu plus forte a compensé des distorsions ; parfois, la distribution s'est arrêtée à un certain niveau ;

— application d'un taux d'augmentation du salaire de base, en allant de 1,25 % au total et dans l'exemple à l'E.C.F. ;

— combinaison de ces deux procédés (parfois, le maintien du pouvoir d'achat a été réalisé, par partie, par l'attribution uniforme de points d'indice) ;

— garantie nettement chiffrée. — C'est le cas, de l'E.C.F., où un avenant (signé exceptionnellement par la C.G.T. et la C.F.D.T.) stipule une progression de pouvoir d'achat d'au moins 2 %. Il en est de même dans le contrat des Charbonnages de France.

— opérations de reclassement. — Elles visent une catégorie particulière d'agents (tels que ceux de la catégorie B dans la fonction publique, et certains agents de conduite à la S.N.C.F., ou, pour les mineurs, la ration de la « prime de poste »). Il s'y ajoute des retouches des grilles de façon plus ou moins limitée (ce qu'on appelle à la fonction publique, dans le jargon administratif, « le catégoriel ministériel ») ;

— enfin, des crédits ont été affectés au titre de la spécificité de l'entreprise. Cette sorte de répartition des résultats, soit par anticipation à la fin du dernier trimestre 1975, soit à venir au début de 1976, quand toutes les données seront connues, existe notamment à la S.N.C.F. et à la R.A.T.P.

Priorité aux bas salaires

Cette savante mosaïque est évidemment difficile à traduire en pourcentage précis. D'autant que le dispositif joue tantôt sur le niveau des salaires, tantôt sur la masse salariale. Lorsqu'il s'agit d'attributions de points d'indice, la valeur de chaque point va de 8,5 à 10 F par mois, selon les entreprises. Le « saupoudrage » a été répandu à des dates variant d'une société nationale à l'autre. Et les « moyennes » doivent être considérées avec deux importants correctifs : les crédits dérogés ont été prioritairement, ont été utilisés en faveur des bas salaires, leur procurant un rattrapage de 3 à 5 % en France

LES SALAIRES DES CHEMINOTS SONT AUGMENTÉS DE 1,5 % AU 1^{er} JANVIER

Après une première réunion exploratoire, le 8 janvier, consacrée à l'examen de l'évolution des salaires en 1975, les fédérations de cheminots et la direction de la S.N.C.F. doivent se rencontrer de nouveau le 27 janvier. Les syndicats ont été informés que les salaires étaient augmentés de 1,5 % au 1^{er} janvier 1976, à valoir sur le dernier ajustement de leurs rémunérations, compte tenu de la hausse des prix en 1975. La même mesure avait déjà été prise dans la fonction publique, où les syndicats réclamaient de plus, un acompte pour 1976.

D'autre part, aux Charbonnages de France, une réunion est annoncée, le 26 et le 27 janvier, entre la direction et l'ensemble des syndicats signataires ou non de l'accord tacitement reconduit.

Enfin, à la R.A.T.P., la C.G.T. et la C.F.D.T. ont déposé un préavis de grève de vingt-quatre heures, le 12 janvier, comme l'avait déjà fait F.O. et les syndicats autonomes. Il faut donc s'attendre à un arrêt des transports parisiens ce jour-là.

FOIRES ET EXPOSITIONS

Au parc floral de Paris du 23 avril au 2 mai

CAPEX, SALON INTERNATIONAL DE LA CHASSE, DES ARMES DU TIR ET DE LA PÊCHE

Capex, le salon international de la chasse, des armes, du tir et de la pêche, se tiendra au parc floral de Paris du 23 avril au 2 mai. La capitale sera à cette occasion le point de rencontre d'une part des organisations cynégétiques et halieutiques, des fabricants et revendeurs d'armes, de matériel de pêche, de vêtements et d'accessoires, des éleveurs et prestataires de services dans le domaine de la chasse et de la pêche, d'autre part des chasseurs, pêcheurs, tireurs sportifs et collectionneurs d'armes anciennes et modernes. Des conférences, débats et tables rondes auront lieu pendant toute la durée du salon. Sur le plan de l'animation, des journées de la vénerie, une exposition de trophées et la présentation d'objets d'art à motifs cynégétiques et halieutiques. Pour la pêche, alternent des démonstrations et concours de lancer mouche et cuillère. Les amateurs pourront s'initier au tir à la cible dans des stands placés sous le patronage de la Fédération française. Une bourse aux armes réunira enfin les collectionneurs.

* Renseignements : CAPEX, à rue de la République, 10, 75001 Paris. Tél. 628-17-81, 628-35-57, 363-46-39.

INDUSTRIE

Un nouveau groupe sidérurgique va être constitué sous l'égide de Paribas

Le rapprochement entre les sociétés sidérurgiques Hauts Fourneaux de la Chiers, Forges de Châtillon-Commentry-Blaiche et Aciéries et Tréfileries de Neuves-Maisons-Châtillon, qui se traduira vraisemblablement par une fusion sur le plan financier et boursier (le Monde du 9 janvier 1976), va aboutir à la constitution d'un groupe sidérurgique produisant environ 2 millions de tonnes d'acier (sur 25 millions de tonnes pour la production française moyenne des trois dernières années) et réalisant un chiffre d'affaires d'environ 4 milliards de francs (sur 28 milliards de francs en moyenne également).

Une telle opération ne manque

pas de justification. Sur le plan industriel, elle permettra d'harmoniser les productions de la Chiers et de Neuves-Maisons-Châtillon, les deux sociétés sont spécialisées dans la production de produits étirés et tréfilés (fil machine), et occupent une place de choix sur le marché international. Une complémentarité sera obtenue par l'adjonction au nouveau groupe de Châtillon-Commentry-Blaiche, premier producteur européen de tôles magnétiques à grain orienté destinées à la construction électrique, deuxième producteur français de tôles en acier inoxydable et troisième producteur de tôles en acier doux pour l'automobile.

Le déclin de l'influence belge

Cette restructuration achève le processus de regroupement annoncé dès 1949 avec la formation du groupe Usinor-Denain-Nord-Est, poursuivi en 1967 avec la constitution de Wendel-Sidélcor, par la fusion de la Sidélcor de Creusot-Loire en 1970, qui résout le dernier « grand problème » de la sidérurgie française. Elle concerne essentiellement des usines situées dans le Nord et l'Est du pays (Pas-de-Calais, Ardennes, Meurthe-et-Moselle) et a été facilitée par le fait que le groupe financier Paribas contrôle, directement ou indirectement, les trois sociétés.

Actionnaire à 21 % de Châtillon-Commentry (au lieu des 42 % indiqués dans le Monde du 9 janvier par erreur), il détient la majorité dans Neuves-Maisons-Châtillon au travers du groupe belge Hainaut-Sambre, contrôlé lui-même par sa filiale Cobepla, sise à Bruxelles, et son allié, M. Frère. Quant à la Chiers, la plus grosse

société du nouveau groupe, et qui va sans doute en constituer le pivot, elle était dirigée conjointement par Cobepla-Paribas et par le groupe financier belge Bruxelles-Lambert, qui avait partagé son contrôle à l'automne 1972, à l'issue d'une bataille boursière et de la fusion entre Lambert et Brulion.

Son intégration dans le nouvel ensemble consacre une diminution de l'influence des intérêts belges au profit du groupe Paribas-Cobepla. — F. R.

● La commission des lois de l'Assemblée nationale a repoussé la proposition du groupe socialiste de créer une commission de contrôle chargée d'examiner l'emploi du produit des taxes instituées pour financer les mesures d'aides aux commerçants et artisans âgés appelés à cesser leurs activités (loi du 13 juillet 1972).

CORRESPONDANCE

M. GENSOUS : la F.S.M. est indépendante des gouvernements et des partis politiques

M. Pierre Gensous, secrétaire général de la Fédération syndicale mondiale, nous écrit, à propos de l'entretien de M. Otto Kersten, secrétaire général de la Confédération internationale des syndicats libres, que le Monde a publié le 13 décembre dernier : « Ces déclarations au sujet de la F.S.M., estime-t-il, sont empreintes de la plus haute fantaisie, peu compatibles avec le réalisme dont devrait faire preuve le premier responsable d'une organisation syndicale internationale ; elles sont aussi insultantes pour nos organisations adhérentes. »

Lorsque O. Kersten affirme, péremptoirement, que toutes les organisations adhérentes à la F.S.M. sont des « pays de l'Est », il sait très bien qu'il s'exprime pas la réalité. Répétons, une fois

encore, que des organisations syndicales de soixante-huit pays du monde sont adhérentes à la F.S.M., dont des très nombreux d'organisations des pays socialistes.

Plus loin, O. Kersten indique que « Les Russes ont dit comment on le F.S.M. est une plaus-forme pour la politique étrangère soviétique ». Ici, nous touchons à l'insulte. O. Kersten sera bien en peine d'apporter la preuve de ce qu'il a affirmé et imputé.

« Nous voudrions répéter que la politique de la F.S.M. s'élaborait collectivement, démocratiquement, souverainement. Notre plus haute instance, c'est le congrès. Celui-ci est ouvert à toutes les organisations syndicales, adhérentes ou non, qui désirent y participer. A notre dernier congrès, elles étaient plus nombreuses que les organisations affiliées à la F.S.M. et elles ont pu y intervenir librement, y compris en commission. Nous soumettons notre politique à la discussion de tous. Nos réunions sont ouvertes, qu'il s'agisse du congrès de la F.S.M., des conférences des U.I.S. (réunions internationales syndicales), de nos initiatives. A la dernière session du conseil général, en octobre 1975 à Paris, trente organisations non affiliées ont participé. Nous croyons être les seuls à pratiquer ainsi. »

Entre les congrès, notre plus haute instance c'est le conseil général. Il est composé d'un seul représentant par pays et qui ne dispose que d'une voix, quel que soit le nombre des travailleurs représentés. Il n'y a donc pas, chez nous, de grandes et petites centrales, des centrales mineures et d'autres qui dictent leur volonté. Elles sont majeures, expérimentées et leur diversité est bien réelle. Elles n'accrocheront pas (mais personne ne veut le faire) de se laisser imposer des orientations qu'elles ne partagent pas et de laisser violer les statuts de la F.S.M., qui président qu'elle est une organisation souveraine, indépendante des gouvernements et des partis politiques. »

[La F.S.M., lors de son congrès de 1973, déclarait représenter deux cent huit millions de travailleurs. Les pays socialistes en comptent pour environ cent cinquante millions dans ce total. Les syndicats soviétiques, qui apportent cent millions de membres, ne font ni mystère, en le sait, de leurs liens avec le parti communiste d'U.R.S.S.]

AFFAIRES

ELECTROLUX PRENDRAIT LE CONTRÔLE DE TORNADO

Le groupe suédois Electrolux est en passe d'acquiescer une place de choix sur le marché français de l'électroménager. Après avoir racheté il y a quelques semaines la société Arthur Martin, Electrolux négocie l'acquisition d'une participation majoritaire dans le capital de la société Tornado (Techniques et organisations nouvelles d'applications domestiques) qui est le plus important fabricant français d'aspirateurs (25 % du marché) et qui est également bien placé sur le marché des cuisines (réfrig) et des couvertures chauffantes.

Le principal actionnaire de Tornado était jusqu'à présent M. Alain Griottier, maire de Charenton-le-Pont, membre du bureau politique des Républicains indépendants, ancien député de Val-de-Marne, qui était président de la société depuis 1961.

Electrolux, qui est un des premiers fournisseurs de Tornado, assurait par cette prise de contrôle, en de ces débouchés. L'opération, qui se ferait sous la forme d'une augmentation de capital, serait de l'ordre de 82 millions de francs. Elle est soumise à l'approbation des pouvoirs publics.

هكذا من الأصل

LA VIE ÉCONOMIQUE ET SOCIALE

LA RÉUNION MONÉTAIRE DE LA JAMAÏQUE

Accord sur l'élargissement des facilités de crédit accordées par le F.M.I.

Kingston. — C'est jeudi, en fin d'après-midi, que les vingt ministres du Comité intérimaire du Fonds monétaire ont terminé leur session, après s'être mis d'accord sur les deux questions qui, pendant toute la journée, avaient opposé la plupart des pays industrialisés aux pays en voie de développement (qui s'expriment collectivement et, en marge du

Comité intérimaire, à travers le groupe dit des «Vingt-Quatre») ainsi qu'aux pays de l'OPEP. Le communiqué publié à la fin des travaux met, d'une certaine façon, un point final à trois années de négociations, destinées à amender les statuts du Fonds monétaire et à «enterrer» les accords de Bretton Woods qui, depuis la fin de la guerre, formaient la charte monétaire de l'Occident.

Cela ne signifie pas pour autant que la date du 8 janvier constitue une «étape nouvelle de l'histoire monétaire du monde», comme l'a dit un peu imprudemment M. Jean-Pierre Fourcade, car la plupart des dispositions qui ont été décidées ou approuvées de façon définitive à Kingston sont seulement destinées à avaliser l'état de fait existant.

De notre envoyé spécial

Bien que plusieurs ministres aient annoncé après le dîner de mercredi soir que tout était pratiquement réglé, et que la mission de jeudi suffirait pour parachever le texte final, un certain suspense a régné tout au long de cette journée.

Les deux points litigieux ont fini par donner lieu aux décisions suivantes :

● En attendant que les amendements aux statuts du Fonds soient ratifiés, chacune des quatre tranches de crédit que le F.M.I. ouvre à ses membres (la tranche «A» n'étant, elle, pas incluse), sera augmentée de 45 %. Il sera possible de faire plus pour les pays qui en auraient vraiment besoin. On donne ainsi partiellement satisfaction aux pays en voie de développement, dont la principale revendication, au cours de cette session, aura été de demander un élargissement de l'accès aux ressources du F.M.I.

La décision prise a pour effet de porter le montant de chaque tranche à 36,5 % (contre 25 % actuellement) du quota alloué par le Fonds à chaque pays membre. Elle présente l'avantage, disent les pays industrialisés, soucieux de limiter cette nouvelle source de liquidités potentielles, de ne pas privilégier la première tranche de crédit, la plus intéressante et souvent la seule qui soit effectivement utilisée, parce qu'elle est accordée pratiquement sans condition. A l'origine, les pays en voie de développement avaient demandé que la première tranche soit triplée, et cela de façon permanente.

L'augmentation «linéaire» de 45 % sur laquelle on s'est entendu, en principe, un caractère temporaire ; mais le communiqué stipule que la question sera «réexaminée en temps opportun». Ce qui incline à penser que les règles du Fonds pourraient, sur ce point, être modifiées.

● IMPOSANTE MANIFESTATION PAYSANNE. Jeudi 8 janvier, à Sens, où environ six mille agriculteurs des départements de l'Yonne, de la Nièvre, de la Côte-d'Or, de la Saône-et-Loire, de l'Aube, de la Seine-et-Marne et du Loiret se sont réunis. Cette manifestation, à laquelle assistaient MM. François Guillaume, secrétaire général de la Fédération des exploitants agricoles (F.N.E.A.), et Philippe Nesser, président de l'Association des producteurs de blé, devait se dérouler sans incident. Une délégation a été reçue à la sous-préfecture où elle a présenté une motion protestant contre la dégradation du revenu des agriculteurs et les propositions de prix pour 1976-1977 de la Commission de Bruxelles. — (Corresp.)

BILAN HEBDOMADAIRE DE LA BANQUE DE FRANCE

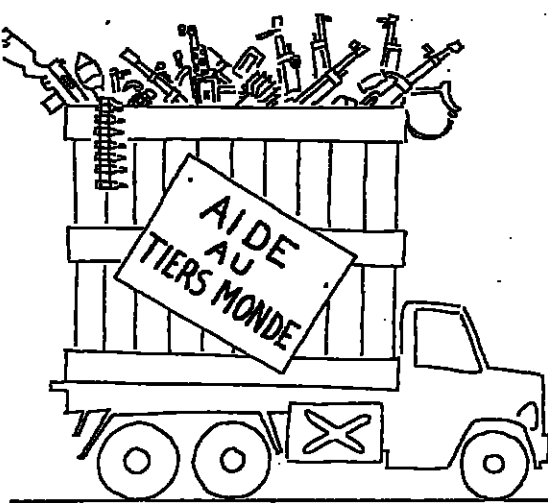
(Principales postes sujets à variation en millions de francs)

| | 24-12 | 31-12 |
|---|---------|---------|
| ACTIF | | |
| 1) OR ET CREANCES SUR L'ÉTRANGER | 105 845 | 100 098 |
| Fonds de stabilisation des changes | 7 722 | 4 855 |
| Avances de prêt de l'E.R.E.U. et de l'E.R.T. | 167 | 176 |
| 2) TRÉSOR | 12 536 | 10 686 |
| Monnaies divisionnaires | 85 | 70 |
| Comptes courants post. | 54 | 42 |
| Comptes en Trésor | 11 461 | 9 559 |
| 3) CREANCES PARTICULIÈRES D'OPÉRATIONS DE CRÉDIT | 58 528 | 62 744 |
| Effets escomptés | 17 983 | 18 282 |
| Effets acceptés sur le marché mon. et ch. 23 025 | 38 034 | 44 462 |
| Avances sur titres | 41 | 35 |
| Et. en cours de recouv. | 11 479 | 12 487 |
| 4) DIVERS | 2 712 | 3 204 |
| | 178 424 | 182 844 |
| PASSIF | | |
| 1) BILLETTS EN CIRCULATION | 106 122 | 106 742 |
| 2) COMPTES CRÉDITEURS | 5 571 | 5 814 |
| Comptes des banques, institutions et personnes physiques | 1 161 | 922 |
| Compte spéc. du Fonds de stabilisation des changes. Contrepartie des billes de la dette de l'Union soviétique | 2 410 | 2 539 |
| 3) COMPTES COURANTS DU TRÉSOR PUBLIC | 122 | 4 718 |
| 4) COMPTES CRÉDITEURS DES AGENTS ÉCONOMIQUES ET FINANCIERS | 10 588 | 12 756 |
| Comptes cour. des états, collectivités et la cour. de l'Union soviétique | 2 488 | 10 175 |
| Autres comptes : dispon. en faveur des états, à vue | 2 097 | 2 581 |
| 5) RÉSERVE DE RÉVALUATION DES AVOIRS PUBLICS EN MONNAIE ÉTRANGÈRE | 48 568 | 43 552 |
| 6) CAPITAL ET FOND DE RÉSERVE | 1 243 | 1 243 |
| 7) DIVERS | 5 231 | 7 008 |
| | 178 424 | 182 844 |

Ces derniers obstacles surmontés, l'ensemble des accords et des arrangements qui avaient été conclus depuis la fin du mois d'août sous condition suspensive

ont pu être définitivement approuvés par le Comité intérimaire, sous réserve qu'ils soient maintenus entières par le conseil d'administration du F.M.I. puis ratifiés par les Parlements nationaux.

PAUL FABRA.



(Dessin de KONE.)

Un compromis guère acceptable

● Les pays de l'OPEP qui risquent de rester pendant longtemps des créanciers nets (Arabie Saoudite, Koweït, Venezuela), devront accepter, comme les États-Unis l'ont demandé avec une particulière insistance, que leurs monnaies respectives puissent être «tirées» par les pays débiteurs. Ils sont priés de se mettre en règle avec le F.M.I. sur ce point d'ici à six mois, mais l'exécution de cette obligation est laissée à leur bonne volonté, et ils ont fait savoir auparavant que ce compromis ne leur paraissait guère acceptable.

ADMINISTRATIONS

Trois comités d'usagers font le bilan de leurs travaux

● Les abonnés d'Électricité et Gaz de France seront mieux informés

● Le versement des pensions va être accéléré

● LES USAGERS D'ÉLECTRICITÉ ET GAZ DE FRANCE vont être mieux informés de leurs droits et de leurs obligations. Ils recevront dès la fin de ce trimestre un «livre de l'abonné» leur permettant de mieux connaître la nature du contrat qui les lie à E.D.F. et G.D.F. et leur apprenant à déchiffrer les relevés et les factures. Ces mesures, annoncées jeudi 8 janvier par M. Michel d'Ornano, ministre de l'Industrie et de la Recherche, ont été retenues parmi les propositions faites par le comité des usagers de ce ministère. De plus, un groupe de travail a été institué pour améliorer la compréhension des factures.

DU MINISTÈRE DE L'ÉCONOMIE ET DES FINANCES a fait trente-trois propositions ; vingt-six d'entre elles ont été retenues, trois sont à l'étude et une doit être étudiée par le ministère du travail.

[Le nombre des propositions acceptées ne doit pas faire illusion, les suggestions faites étant vraiment d'un intérêt très mineur : les feuilles de déclaration de revenus vont être légèrement modifiées (ce qui était d'ailleurs le cas depuis plusieurs années), les contribuables trouveront plus facilement qu'auparavant le numéro de téléphone de leurs inspecteurs des impôts.]

● SUR LES SOIXANTE-CINQ PROPOSITIONS PRÉSENTÉES PAR LE COMITÉ DES USAGERS AUPRÈS DU MINISTÈRE DU TRAVAIL, trente-deux ont été adoptées. Elles consistent à simplifier certaines procédures de sécurité sociale, et notamment :

— Liquidation provisoire et plus rapide des pensions afin de réduire les délais lorsque le retraité a appartenu à différents régimes et que le calcul définitif de la pension suppose une attente supérieure à trois mois ;

— Délivrance aux cotisants d'assurance-vieillesse d'un extrait de compte ;

— Rédaction en langue étrangère des documents de vulgarisation et des lettres de réclamation émanant des caisses de sécurité sociale.

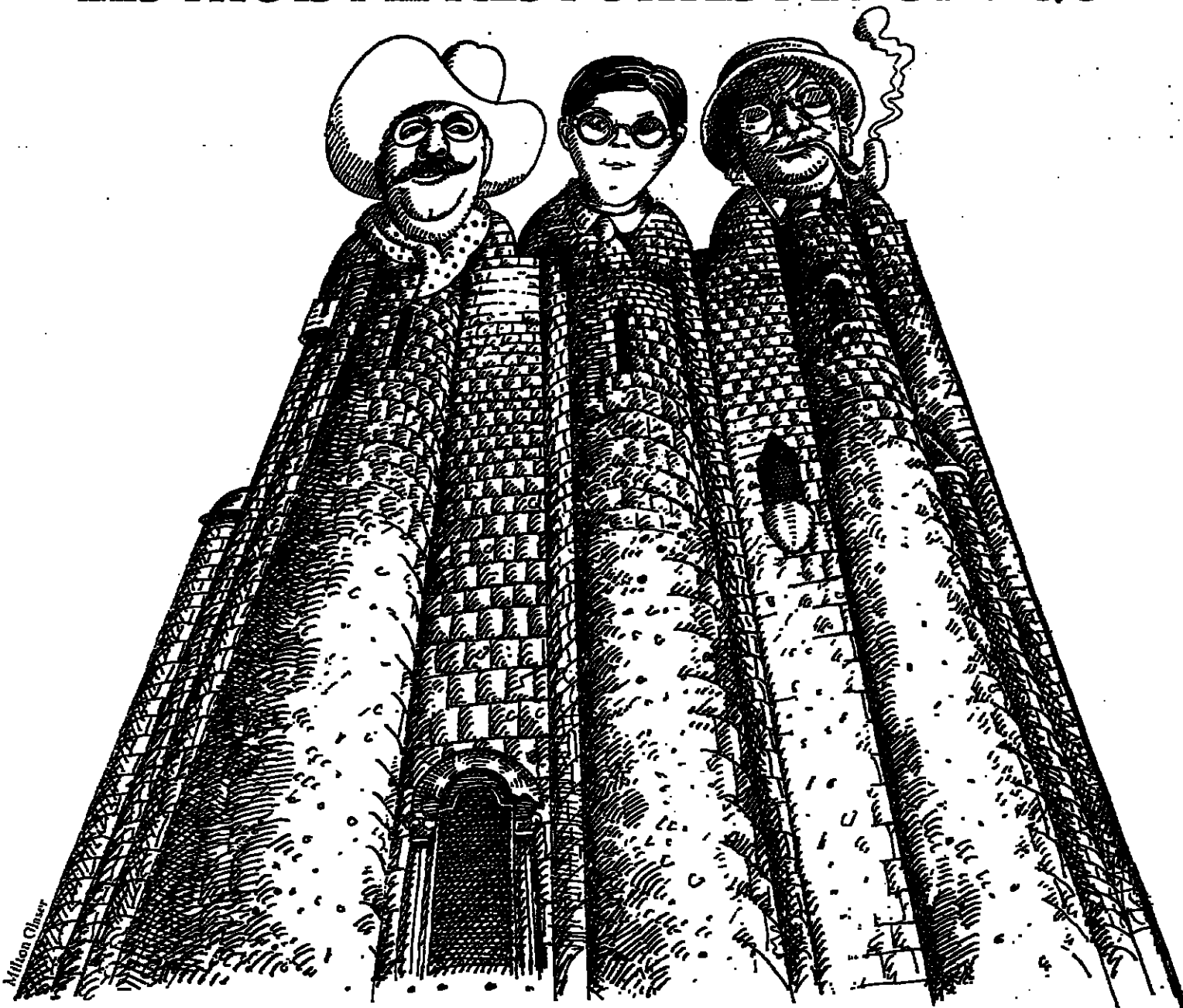
Autre mesure intéressant le grand public : à partir du prochain Salon des arts ménagers (fin février), les gros appareils ménagers seront munis d'une étiquette informative décrivant leurs caractéristiques exactes, avec une échelle de performance, et surtout leur consommation d'énergie.

D'autre part, un bureau d'accueil va être créé au profit des inventeurs, qui pourront de plus se renseigner par téléphone, grâce à un «S.V.P.» spécialement créé à leur intention.

Deux autres comités ont également terminé leurs travaux : celui du ministère de l'économie et des finances et celui du ministère du travail.

● LE COMITÉ DES USAGERS

ESSILOR. DEUX VERRES POUR CONQUÉRIR LES TROIS PLACES FORTES DE L'OPTIQUE



Allemagne, Japon, USA, voici les trois places fortes de l'optique. C'est pourtant là qu'Essilor, industrie française, est la mieux implantée. Ce n'est pas simple effet du hasard. Deux découvertes expliquent cette réussite sur les marchés réputés impenables. Dans les années 60, les industriels de l'optique poursuivaient la réalisation d'un verre idéal : léger, dur, incassable, résistant et d'une parfaite qualité de vision. C'est l'Orma 1000, le verre organique mis au point en premier par Essilor. Toujours dans le même temps, l'autre pari consiste à inventer un verre pour presbytes qui, enfin, permettra le passage harmonieux entre vision de près et vision de loin. Essilor tient le pari, avec le premier verre progressif : le Varilux. Ces succès de la recherche, aussitôt exploités par la force industrielle et le réseau de distribution mondial d'Essilor, expliquent que l'optique soit un des secteurs industriels où la France exporte dix fois plus qu'elle n'importe. Ils expliquent pourquoi Essilor, leader de l'industrie optique française, est dans le monde le quatrième grand.



Leader français de l'industrie optique. Spécialiste mondial au service de la vue

Pour recevoir une documentation sur Essilor, envoyez ce bon ou votre carte de visite à Essilor, 6 rue Pastourelle, 75003 Paris. Service Information.

Nom _____ Adresse _____

هكذا من الأصل

Le Monde

UN JOUR DANS LE MONDE

245. LA MORT DE CHOU EN-LAI

— Un homme d'état forgé par la révolution.
— Sa vision de la Chine et du monde.
— Les témoignages de Joris Ivens, Edgar Snow, Mohamed Heykal, Alain Peyrefitte.
— M. Teng Hsiao-ping est désormais le plus haute personnalité gouvernementale.

6. ASIE

— JAPON : la visite de M. Gromyko.

6. PROCHE-ORIENT

— Washington met en garde la Syrie et Israël contre toute intervention au Liban.

7. AFRIQUE

— L'O.U.A. ne semble pas en mesure de mettre un terme à la guerre civile angolaise.

8. EUROPE

— ESPAGNE : les graves de solidarité avec les travailleurs du métro de Madrid s'étendent.

8. DIPLOMATIE

— L'élection du Parlement de Strasbourg au suffrage universel.

10. EDUCATION

— Le réforme du deuxième cycle universitaire va être publiée.

10. MEDICINE

— Avant les essais de l'hospitalisation publique.

11. EQUIPEMENT ET REGIONS

— ENVIRONNEMENT : la remise en cause du projet de train à grande vitesse Paris-Lyon.

12. AUTOMOBILE

— Le Salon de Bruxelles.

12. FAITS DIVERS

— Les attentats dans la région de Nogent-sur-Oise.

LE MONDE DU TOURISME ET DES LOISIRS

PAGES 13 A 16

— SPÉLÉOLOGIE : Quatre stations sous terre.

— Le péri-laine à bicyclette.

— PLAINES DE LA TABLE.

— CLIN D'OEIL : Pèlerinage aux ressources.

— Mode, Maison, Biplane, Antman, Jeux.

18 A 21. ARTS ET SPECTACLES

— FORMES : Bram van Velde et Boris.

24 A 26. LA VIE ECONOMIQUE ET SOCIALE

— La réunion monétaire de la Jamaïque.

LIRE EGALEMENT

RADIO-TELEVISION (13)

— Annonces classées (22 et 23)

— Aujourd'hui (18) ; Carnet (18)

— « Journal officiel » (18) ; Méthodologie (21) ; Mots croisés (18)

— Finances (27).

Le numéro du « Monde » daté 9 janvier 1976 a été tiré à 581 359 exemplaires.

DECORATION

TISSUS

D'AMEUBLEMENT

IMPRIMES

Toiles de lin, de coton.

Satins et chintz imprimés.

Motifs de style, floraux, géométriques, contemporains, etc.

Importations directes de tissus américains et anglais une multitude de dessins et de coloris originaux.

les prix de 10 à 47 F le mètre (tous nos tissus sont en stock)

RODIN

36, CHAMPS-ÉLYSÉES - PARIS

LATREILLE

LE SPÉCIALISTE DU TRÈS BEAU VÊTEMENT

SOLDES ANNUELS

QUALITÉS IRREPARCHABLES PRIX EXCEPTIONNELS

62, R. St-ANDRÉ-des-ARTS - 6°

PARKING ATTENDANT A NOS MAGASINS

A B C D E F H

A Bruxelles

Les Neuf accordent au Maroc un prêt de 728 millions de francs

De notre correspondant

Bruxelles (Communautés européennes). — Les représentants du Maroc et ceux de la C.E.E. sont parvenus à s'entendre, jeudi soir 8 janvier, sur le contenu de l'accord de coopération à conclure entre les deux parties, mettant ainsi un terme à des négociations qui durent depuis plus de deux ans. Le nouvel accord entre le Maroc et la Communauté, de même que celui qui a été signé avec la Tunisie (le 9 janvier), porte à la fois sur les échanges commerciaux, la coopération financière et les questions de main-d'œuvre. En matière d'échanges agricoles et industriels le Maroc se voit reconnaître quelques avantages supplémentaires. Mais c'est sans doute la coopération financière qui constitue l'élément le plus novateur du nouvel accord.

Au cours des cinq prochaines années, la Communauté fournira au Maroc une aide de 130 millions d'unités de compte (728 millions de francs), dont 58 millions (313 millions de francs) seront accordés sous forme de prêts de la Banque européenne d'investissement aux conditions normales du marché, 58 millions (325 millions de francs) sous forme de prêts à bas taux d'intérêt et 16 millions (90 millions de francs) sous forme de dons.

Les représentants de la Commission qui négociaient au nom des Neuf ont insisté au cours de l'ultime phase des pourparlers sur deux points : l'aide financière ainsi consentie devra être affectée à des investissements complémentaires et non concurrents de l'activité économique de la C.E.E. ; la Communauté espère que cette assistance financière jouera un rôle de catalyseur pour une coopération triangulaire entre le Maroc, la C.E.E. et les pays producteurs de pétrole. En d'autres

termes, les Neuf espèrent que les pays producteurs de pétrole se joindront à la Communauté pour financer avec elle des projets de développement agricole et industriel dans le royaume marocain.

À début de la semaine prochaine, des négociations de même nature vont reprendre en Algérie et la Commission, et celle-ci espère être en mesure de parvenir à une conclusion aussi positive qu'avec le Maroc et la Tunisie. — Ph. L.

Mort du poète Pierre-Jean Jouve

Le poète Pierre-Jean Jouve est mort, jeudi 8 janvier, à son domicile parisien. Il était âgé de quatre-vingt-neuf ans.

Pierre-Jean Jouve naît en 1887 à Arras. A seize ans, il est atteint d'une grave maladie, suite d'une crise morale. Il éprouve une passion adolescente pour l'épouse d'un officier en garnison à Arras : l'image de cette femme se retrouvera, obsédée, dans le personnage d'Éléonore. De 1906 à 1908, il publie une petite revue d'inspiration symboliste, les *Bandeaux d'or*. En 1910, il fait un voyage en Italie. En 1912, paraît son recueil de poèmes *Le Feu et l'Éternité*, suivi de *Parler* en 1913. Quand viendra la guerre de 1914, il sera infirmier.

En 1922, il se marie avec la psychanalyste Blanche Ravichon.

En Pologne

Le Saint-Siège nomme un nouvel archevêque à Wrocław

De notre correspondant

Vienne. — Après vingt-deux mois de vacances, l'archevêché de Wrocław (ex-Breslau) vient de recevoir un nouveau titulaire en la personne de Mgr Henri Gulbinowicz. Ce dernier était jusqu'à maintenant administrateur apostolique de la partie polonaise du diocèse lituanien de Wilna avec le siège résidentiel à Białystok. Le siège archi-épiscopal de Wrocław était vacant depuis la mort, en mars 1974, du cardinal Kominek. L'approbation donnée par le gouvernement de Varsovie à la décision du Saint-Siège lève un élément important du contentieux entre l'Eglise et l'Etat polonais. L'attitude des autorités peut être considérée comme un geste de bonne volonté à un moment où les relations entre le pouvoir et la hiérarchie catholique risquent de connaître une nouvelle tension en raison d'un projet visant à instituer un conseil d'Etat dirigé par le parti ouvrier unifié (communiste).

Le désir de conciliation des dirigeants apparaît de façon d'autant plus nette qu'ils avaient, semblerait-il, refusé dans le passé la candidature de Mgr Gulbinowicz, ainsi que diverses autres propositions. L'accord intervient après un voyage du cardinal primate Wyszyński, le mois dernier, au Vatican.

La nomination d'un nouvel archevêque de Wrocław, suffira-

t-elle à apaiser les craintes de l'Eglise devant le projet de révision constitutionnelle ? Cette réforme a déjà provoqué des remous dans certains milieux intellectuels polonais, en particulier catholiques (*Le Monde* daté 4-5 janvier 1976). Le cardinal Wyszyński, lui-même, a indirectement critiqué, fin décembre, un sermon, la réforme actuellement en cours, et il n'est pas exclu que la conférence épiscopale qui se réunira ces jours-ci soit amenée à prendre position sur le sujet. — M. L.

A Jérusalem

UN ATTENTAT DANS UN SUPERMARCHÉ FAIT SEPT BLESSÉS

Jérusalem (A.P.F.). — Sept personnes ont été blessées, ce vendredi 9 janvier, par l'explosion d'un engin déposé dans un supermarché de Jérusalem.

Le attentat précède la suite de l'attentat précède que, dans la matinée, des menaces en grand nombre y faisaient leur achats pour le week-end.

● Trois personnes sont portées disparues, après un incendie qui a détruit, dans la soirée du 8 janvier, à Lille, les entrepôts de la société Noredi, grossiste en librairie, papeterie, jouets et maroquinerie. Il s'agit de trois employés de l'établissement : M. Patrick Lecutier, vingt ans ; Jean-Marie Derasse, dix-neuf ans, et Frank Fontaine, vingt-trois ans.

L'incendie, dont on ignore encore la cause, s'est déclaré peu avant 18 heures et n'a été circonscrit qu'au début de la matinée du 9 janvier, mais une épaisse fumée continuait de se dégager du bâtiment qui occupait une surface de plus de 6 000 m².

M. RENÉ PLEVEN VA QUITTER LA PRÉSIDENCE DU CONSEIL RÉGIONAL DE BRETAGNE

M. René Pleven ne se représentera pas aux élections cantonales au mois de mars prochain à Dinan. De ce fait, il ne fera plus partie du conseil général des Côtes-du-Nord. M. Pleven, qui préside aussi l'Assemblée régionale bretonne, devra donc, après les élections cantonales, élire un nouveau bureau et un nouveau président. La prochaine et dernière session du conseil régional présidé par M. Pleven aura lieu les 11 et 12 février.

La désignation du prochain président soulève des questions délicates qui tiennent à l'appartenance géographique et à la tendance politique des candidats.

Les noms qui sont officiellement avancés sont ceux de M. Henri Fréville, sénateur (Union centriste), maire de Rennes ; Raymond Marcellin, ancien ministre, sénateur (R.I.), maire de Vannes, président du conseil général du Morbihan ; André Collin, sénateur (Union centriste), président du conseil général du Finistère ; Georges Lombard, sénateur (Union centriste), président de la communauté urbaine de Brest ; et Edouard Olivier, député (réformateur), maire de Guingamp.

La Cité fleurie classée.

La commission supérieure des sites s'est déclarée, à l'unanimité, le jeudi 8 janvier, favorable au classement de la Cité fleurie, ensemble de dix-neuf ateliers et des jardins qui forment l'ensemble de la Cité fleurie, boulevard Arago (18^e). Les propriétaires de la Cité fleurie, qui voulaient édifier à sa place une ensemble immobilier (*Le Monde* du 4 novembre), étant opposés au classement du site, cette mesure ne pourra devenir effective que si elle est confirmée par le Conseil d'Etat.

Après la mort de Chou En-lai

LE MESSAGE

DE M. GISCARD D'ESTAING

M. Giscard d'Estaing a adressé, vendredi 9 janvier, à M. Chou En-lai, président du comité permanent de l'Assemblée nationale populaire chinoise, le télégramme suivant :

« J'apprends avec émotion la disparition du premier ministre de la République populaire de Chine. Le rôle éminent joué par M. Chou En-lai dans l'apaisement et le progrès de la Chine nouvelle, souligné par l'extrême dévouement et la distinction de son intelligence, restera présent dans toutes les mémoires.

La France, qui conserve le souvenir du séjour du grand disparu, n'oubliera pas la part essentielle qu'il a prise dans le développement des relations franco-chinoises. « Je vous prie de bien vouloir transmettre aux proches de M. Chou En-lai l'expression de mes sentiments de profonde sympathie. En cette douloureuse circonstance, le peuple français tout entier s'associe au deuil de la nation chinoise. »

● M. Valéry Giscard d'Estaing a reçu, vendredi matin 9 janvier, M. André Lewin, ambassadeur de France en Chine. Il a ensuite donné audience à M. Jacques Soustelle, député réformateur du Rhône. Dans l'après-midi, M. Jean Sauvagnargues, ministre des affaires étrangères, a reçu M. Amadou Seydou, ambassadeur du Niger à Paris.

D'autre part, le président de la République sera l'invité de la « Tribune libre » de PR3, le mardi 13 janvier, à 20 h. 30, pour le premier anniversaire de cette émission.

PROTESTATION DU P.C.F. CONTRE L'ÉMISSION TÉLÉVISÉE « SATELLITE »

Le bureau de presse du P.C.F. proteste contre la présentation du magazine « Satellite » diffusé le 8 janvier sur le thème « Qu'est-ce qui sépare les communistes ? ».

« En septembre 1975, écrit le P.C.F. Jean Kanapa a accepté de donner une interview pour l'émission « Satellite », dont le contenu portait sur la crise du régime capitaliste et la stratégie de certains partis communistes.

« Il a fallu attendre quatre mois pour que la télévision française le programme. Mais, en outre, et les titres de certains journaux le montrent, la forme du montage des bribes de propos tenus il y a quatre mois par certains participants permet de donner un autre sens à l'émission, ce qui aboutit essentiellement à opposer les uns aux autres ces partis communistes. »

L'intervention de notre rédacteur en chef André Fontaine diffusée au cours de la même émission a été entrecoupée, pour sa part, en mai 1975. Comme *l'Humanité*, il doit s'agir d'un magazine d'actualités « par antiphrase ».

M. MITTERRAND DEMANDE DE NOUVEAU QUE L'ON ACCORDE LE DROIT DE RÉPONSE À L'OPPOSITION.

M. François Mitterrand revient de nouveau dans l'Unité, hebdomadaire du parti socialiste, sur « l'irritant et lassant sujet de l'information audiovisuelle ». Il écrit notamment : « La concurrence, les libertés dans la théorie libérale, n'existent qu'à l'intérieur d'un monde clos où domine un seul pouvoir. La liberté d'expression dont se targuent les maîtres de l'information n'a pas d'autre utilité que de leur servir d'alibi. Autant dire qu'il s'agit là d'un faux semblant. D'où l'importance des règles du jeu qu'une démocratie digne de ce nom doit se donner à elle-même quand l'Etat reçoit mandat de la nation de gérer pour le compte de tous un instrument aussi puissant, aussi sensible que le radio-télévision. (...) Tant qu'aucun des quatre [P.-D.-G. des sociétés hertziennes de l'O.R.T.F.] n'osera accorder le droit de réponse à l'opposition dans des conditions comparables à celles dont jouit le chef de la majorité, j'affirmerai qu'il n'est pas libre. (...) Est-il juste que les voix du président de la République, ceux à la télévision, ceux aux corps constitués, ceux aux ambassadeurs, ceux au personnel de l'Elysée, ceux par-ci, ceux par-là, aient occupé un jour et demi durant la totalité des émissions de France-Inter, assaillies de sucre et de grimaçes par des gèle-sauces émerveillés ? L'opposition n'avait-elle pas le « Bonnet d'âne » ? »

● M. Jean Droulers, directeur général de la Compagnie lorwain (famille Wendel) et de la société Martine-Wendel, a été nommé président de Carnaud S.A., pour remplacer — provisoirement — M. Jean François-Ponce, qui a quitté ses fonctions pour entrer au cabinet de M. Sauvagnargues, ministre des affaires étrangères.

L'ex-général
Spinola
est expulsé
d'Espagne

l'accord de la Jamaïque
Paris accorde son aide au développement

MISSER-ALLER MONETAIRE

Le monde du tourisme et des loisirs

Art et spectacles

La vie économique et sociale

Que faire

Le monde du tourisme et des loisirs

Art et spectacles

La vie économique et sociale

Que faire

Le monde du tourisme et des loisirs

Art et spectacles

La vie économique et sociale

Que faire

Le monde du tourisme et des loisirs

Art et spectacles

La vie économique et sociale

Que faire

Le monde du tourisme et des loisirs

Art et spectacles

La vie économique et sociale

Que faire

Le monde du tourisme et des loisirs

Art et spectacles

La vie économique et sociale

Que faire